



Numéro 5 - juillet 2009

Agreste Les Dossiers - n° 5 - juillet 2009

Résultats économiques des exploitations agricoles en 2007

Réseau d'information
comptable agricole
SSP - INSEE - INRA

Au sommaire :

Situation financière et disparité
des résultats économiques des exploitations





<u>Page 2</u>	Avant-propos
Page 3	Situation financière et disparité des résultats économiques des exploitations
<u>Page 13</u>	Les résultats économiques en 37 fiches thématiques
Page 13	A - La production de l'exercice <i>Remontée quasi générale de la production en 2007</i>
Page 19	B - Les subventions d'exploitation <i>La prime unique représente plus de la moitié du total des aides</i>
Page 23	C - Les charges <i>Les charges en énergie sont contenues</i>
Page 31	D - Les résultats <i>Un bilan contrasté selon les orientations</i>
Page 37	E - L'actif et l'investissement <i>Un actif moyen de 363 000 euros par exploitation</i>
Page 43	F - Le passif et l'endettement <i>Le poids de l'endettement diminue sensiblement</i>
Page 47	G - Analyse financière <i>La rémunération du travail reste faible pour les petites et moyennes exploitations</i>
<u>Page 53</u>	Les annexes



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ALIMENTATION
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PÊCHE

AVANT-PROPOS

La vingt-quatrième édition du rapport annuel du Réseau d'information comptable agricole (RICA) analyse les résultats économiques des exploitations agricoles en 2007. Elle propose une série de fiches, réunies en sept chapitres qui examinent les différents thèmes abordés par le RICA. Ces fiches sont précédées d'un article général, qui analyse les faits marquants de l'année. Le lecteur intéressé pourra trouver en fin d'ouvrage une présentation de la méthodologie utilisée pour la collecte et le traitement de l'information, du plan comptable agricole utilisé pour le RICA ainsi que la définition des divers concepts comptables.

Le RICA est une enquête par sondage réalisée auprès d'environ 7 400 exploitations agricoles, sur lesquelles sont relevés données comptables et divers indicateurs technico-économiques. Les concepts utilisés, conformes à ceux de la comptabilité d'entreprise, peuvent parfois différer de ceux des comptes agricoles macroéconomiques. Le RICA porte sur les seules exploitations dites professionnelles, c'est-à-dire celles qui atteignent une dimension économique minimale (actuellement 9 600 unités de comptes européennes, soit 12 hectare-équivalent-blé) et emploient au moins 0,75 unité-travail-année.

Sauf indication contraire, les tableaux de la présente publication sont issus du RICA (fichiers définitifs). Ils fournissent des données moyennes par exploitation. Les évolutions sont calculées en valeur réelle.

La gestion du RICA relève de la responsabilité conjointe du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche (MAAP) et, au sein du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Pour l'exercice 2007, sont intervenus au MAAP le Service de la Statistique et de la Prospective du Secrétariat général et les services régionaux de l'Information statistique et économique et à l'INSEE la Direction générale et les Centres nationaux informatiques d'Aix-en-Provence et de Nantes.

La collecte de l'information a été pour l'essentiel assurée par les centres de gestion et d'économie rurale (réseau CER France), ainsi que divers offices et experts comptables. L'Institut national de la recherche agronomique a contribué pour sa part à la valorisation des données RICA.

Cette publication a été réalisée par le bureau des Statistiques sur les Productions et les Comptabilités agricoles, de la sous-direction des Synthèses statistiques et des Revenus. Tayeb SAADI a coordonné l'ouvrage. La rédaction a été assurée par Emmanuel CHANTRY, Dominique DESBOIS, Jean-Baptiste DUCLOS et Tayeb SAADI, la composition par l'atelier de composition de Beauvais.

SIGNES CONVENTIONNELS ET UNITÉS

–	Résultat nul	€	euro
///	Sans objet	k€	1 000 euros
ε	Chiffre inférieur à la moitié de l'unité de dernier ordre exprimé	ha	hectare
		hl	hectolitre
ns	Résultat non significatif	q	quintal = 100 kg
		t	tonne

Situation financière et disparité des résultats économiques des exploitations

En 2007, les exploitations couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) enregistrent une hausse de 22,0 % en valeur réelle du résultat courant avant impôts. La hausse exceptionnelle du prix du blé et du maïs y est pour beaucoup, gonflant le revenu des céréaliers et affectant négativement les filières animales par le biais des charges en alimentation du bétail. La filière porcine se retrouve dans une situation particulièrement difficile.

Source micro-économique, le Réseau d'information comptable agricole (voir l'encadré) permet d'appréhender, avec un décalage d'un an, la situation économique et financière des exploitations agricoles dans toute leur diversité. Les données recueillies par le RICA se situent dans un cadre méthodologique et conceptuel différent de celui des comptes macroéconomiques, national ou par OTEX, dont elles complètent le diagnostic.

1 - Un bilan contrasté en 2007

En 2007, les exploitations professionnelles couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) ont enregistré une hausse de 25,0 % du résultat courant avant impôts, qui fait suite à la hausse de 18 % de 2006. En valeur réelle¹, la hausse est de 22,0 %. Le RCAI s'élève ainsi en 2007 à 41 800 euros en moyenne par exploitation.

La production globale (153 600 euros) augmente de 9,5 % en valeur. Pourtant, pour des cultures importantes comme le blé, l'orge, la vigne, les rendements et les récoltes n'ont pas été bons. Mais les prix sont à peu près partout bien orientés, voire en vive augmentation (à l'exception de la filière porcine). Les ventes de l'année progressent de 9,7 %. La valeur des stocks augmente sensiblement.

Les charges d'approvisionnement augmentent fortement (+ 9,1 %) et s'élèvent à 50 800 euros en moyenne. La plupart des postes de charges sont en hausse. Les charges en engrais progressent de 5,6 %. Les dépenses en aliments concentrés augmentent de 18,4 %. Les amortissements s'accroissent légèrement en 2007. Les charges financières amorcent une très légère hausse.

1. Les évolutions du RCAI sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice de prix du produit intérieur brut (+ 2,46 % entre 2006 et 2007). Les autres évolutions sont sauf mention contraire exprimées en valeur courante.

Pour la deuxième année du nouveau régime de primes, le montant total des subventions d'exploitation (29 000 euros) diminue d'un peu plus de 4 % par rapport à 2006. Cependant, le montant de 2006 était un peu surestimé, des reliquats de primes animales dues au titre de 2005, versés tardivement ayant été enregistrés en 2006, en plus de la prime unique de 2006. Comme le RCAI augmente fortement dans le même temps, le ratio subventions d'exploitation sur résultat courant avant impôts baisse de façon spectaculaire. Toutes exploitations confondues, il s'établit en moyenne à 69 % alors qu'il était de l'ordre de 98 % en 2005 et de 90 % en 2006.

La capacité d'autofinancement augmente de près de 16 % en moyenne. Les prélèvements privés, solde des retraits et des apports effectués par l'exploitant, ont connu également une forte progression. L'autofinancement augmente de près de 18 %. Le stock de dettes (132 300 euros) augmente très légèrement en valeur réelle.

L'amélioration moyenne du résultat courant avant impôts est toutefois trompeuse, elle ne profite pas à toutes les orientations. Elle est notamment le fruit des résultats exceptionnels en grandes cultures (+ 74 %) et en viticulture d'appellation (+ 27 %). À l'opposé, l'élevage hors-sol, qui poursuivait pourtant un redressement ces dernières années, voit ses résultats chuter fortement (- 46 %). Sans doute, le nombre d'exploitations qui améliorent leur revenu en valeur réelle (194 500) est-il encore cette année supérieur au nombre d'exploitations qui reculent (131 500), mais le sentiment d'amélioration est bien loin d'être partagé par tous. Le recul de revenu dépasse par exemple 10 000 euros pour près de 71 000 exploitants (un peu plus d'un cinquième sont des éleveurs de bovins viande). Aux mouvements d'ensemble des rendements et des prix se superposent les conditions particulières des exploitations, une météorologie plus ou moins favorable, des difficultés dans la conduite des cultures, des épidémies, des frais imprévus, des investissements porteurs d'avenir, mais qu'il faut amortir, etc.

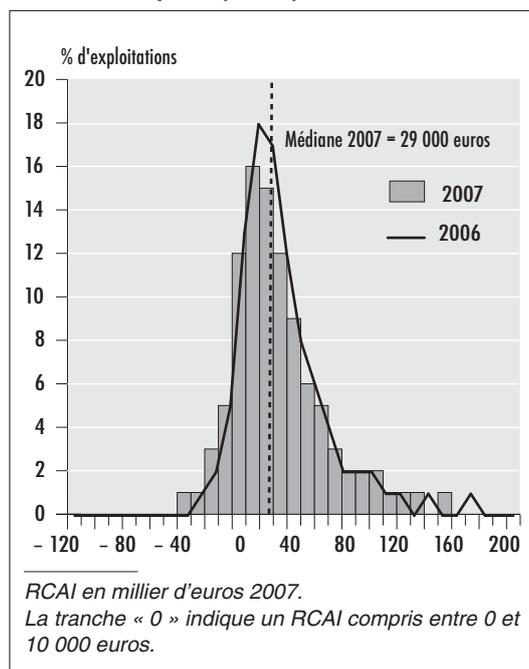
Les résultats 2007 dessinent donc, comme chaque année, une population très hétérogène. La médiane atteint 29 000 euros contre 24 000 en 2006. La moitié des exploitations dégagent un résultat supérieur à ce chiffre. Mais près de 33 000 exploitations (soit 10 % de l'ensemble) ont un résultat négatif. Ce ratio oscille entre 5 % dans les orientations grandes cultures et bovins lait et peut monter jusqu'à 32 % pour l'orientation autre viticulture.

2 - Une conjoncture économique qui ne sourit pas à tout le monde

En 2007, le résultat courant avant impôts est en hausse dans plusieurs orientations, notamment en grandes cultures et viticulture d'appellation avec des évolutions supérieures à 27 %. A contrario maraîchage, horticulture, bovins viande et surtout élevage hors sol, particulièrement porcin, connaissent des reculs marqués.

Après une dégradation continue sur plusieurs années, les grandes cultures qui avaient entamé un rétablissement en 2006 (+ 48 %) connaissent en 2007 une situation favorable exceptionnelle. Le résultat courant avant impôts augmente de 74 % en valeur courante pour atteindre 61 800 euros en moyenne. Il a même plus que doublé pour les exploitations spécialisées en céréales, oléagineux, protéagineux (+ 110 %). La production en valeur augmente de 23 %. Les récoltes de l'année 2007 ne sont pas à l'origine de cette situation. Les rendements des céréales à paille sont en baisse (blé : 64 q/ha, soit - 7 %). Le colza est toujours décevant (28 q/ha). En revanche, du côté des prix, ce ne sont que bonnes nouvelles pour les producteurs. Le prix de vente du blé s'envole de 52 % et atteint en moyenne près de 170 €/t (entre 2002 et 2006, le prix moyen annuel de la tonne de blé oscillait entre 100 et 120 €). Ce sont ces mouvements de prix qui expliquent la forte croissance du

Distribution du résultat courant avant impôts (RCAI) en 2006 et 2007



Source : RICA 2006 et 2007

revenu des exploitations en grandes cultures. Les charges d'approvisionnement (engrais, semences, produits phytosanitaires) augmentent sensiblement (+ 6,5 %), mais beaucoup moins que les produits.

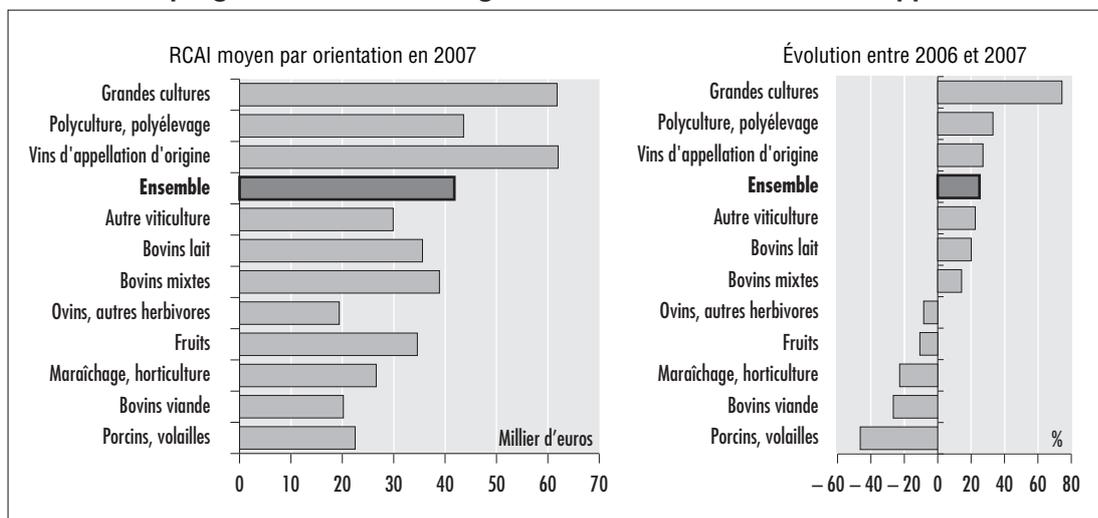
Les exploitations spécialisées en viticulture d'appellation ont connu, ces dernières années, des résultats très fluctuants d'un exercice à l'autre. Après deux baisses consécutives en 2005 et 2006, le RCAI enregistre une vive hausse (+ 27 %), s'établissant à un niveau relativement élevé de 62 000 euros en moyenne. Ces résultats moyens ne reflètent pas suffisamment les forts contrastes qui existent actuellement entre les différentes régions viticoles françaises. Ainsi, les régions méditerranéennes (Languedoc-Roussillon et Provence) restent, malgré une hausse de près de 26 %, touchées par la crise des vins AOC, avec un RCAI moyen médiocre (20 400 euros). La situation est toujours confortable pour les régions viticoles de la moitié Nord du pays, en particulier pour la Champagne-Ardenne et la Bourgogne. C'est la bonne tenue des prix des vins d'appellation qui a permis le redressement du revenu en viticulture d'appellation. À cause de conditions météorologiques défavorables, la récolte a été faible. Les charges d'approvisionnement sont en nette hausse (+ 10 %).

Le résultat des exploitations spécialisées en autre viticulture poursuit son redressement amorcé en 2006. La situation s'améliore doucement dans le vignoble méditerranéen. Le RCAI des exploitations du Languedoc-Roussillon redevient positif mais reste à un niveau relativement faible. En revanche, le

vignoble de Poitou-Charentes affiche encore une fois de remarquables résultats. Tiré par une vive demande à l'exportation, notamment des États-Unis, les prix du vin et surtout du cognac ont beaucoup augmenté.

Après un rétablissement en 2006, la situation des exploitations spécialisées en arboriculture fruitière se dégrade à nouveau. Le RCAI baisse de 11 % et s'élève à 34 600 euros en moyenne en 2007. Faibles récoltes dues à des conditions climatiques difficiles (en abricots notamment) et prix à la baisse pour bon nombre d'espèces sont responsables de cette situation. Les charges d'exploitation augmentent légèrement. Les charges de personnel, qui constituent le plus gros poste (58 000 euros en moyenne par exploitation), sont en augmentation modérée en 2007. La capacité d'autofinancement est en vive baisse. Les prélèvements privés sont en hausse, l'autofinancement chute fortement. Si la hausse du prix du blé a des répercussions très favorables sur le revenu des agriculteurs céréaliers, il n'en est pas de même pour les éleveurs, confrontés à la flambée des prix des matières premières (aliments et énergie), aux effets négatifs de la fièvre catarrhale et à la baisse des cours de la viande. Chez les éleveurs de bovins viande, le RCAI baisse en effet de 27 %. Les ventes ont diminué en 2007, de même que la production de l'exploitation. Les charges d'exploitation augmentent, notamment pour les produits vétérinaires. Les aliments du bétail, concentrés en particulier, pèsent davantage qu'en 2006. Les subventions d'exploitation reculent de 9 % par rapport à 2006. Mais, comme évoqué plus haut,

Forte progression du RCAI en grandes cultures et viticulture d'appellation



Source : RICA 2006 et 2007

cette chute est plus apparente que réelle. Des reliquats importants des primes animales 2005 ont été versées en 2006 et comptées sur 2006, alors que les primes enregistrées en 2007 ne comprennent pratiquement pas de reliquats 2006. Les prélèvements privés ont fortement chuté de même que l'autofinancement.

Alors que la situation semblait s'améliorer pour le secteur hors-sol, 2007 est marquée par une nouvelle crise dans le secteur porcin. En moyenne pour l'ensemble des élevages hors sol, le RCAI chute de 46 % et s'établit à 22 500 euros après deux années consécutives de hausse. Les éleveurs réduisent massivement leurs prélèvements et augmentent leur endettement.

En fait, les éleveurs de volaille spécialisés et les éleveurs de porcs spécialisés ont des évolutions de revenu totalement différentes. Pour les premiers la situation se redresse, grâce à une augmentation de la valeur de la production sous l'effet d'une hausse des prix de la volaille. Pour les seconds, le constat est plus alarmant. En effet le RCAI moyen dans ce secteur est négatif. La production en valeur diminue de 2 % : une forte dégradation du prix du porc conjuguée à la forte hausse des dépenses en alimentation animale (+ 28 % en aliments concentrés) expliquent cette situation difficile.

L'embellie constatée en 2006 chez les éleveurs d'ovins, caprins et autres herbivores a fait long feu. Le RCAI est en net repli. Le secteur reste le moins profitable des grands secteurs agricoles. Avec la très forte hausse du prix du lait en fin d'année 2007, le RCAI des éleveurs de bovins laitiers apparaît en hausse sensible (+ 20 %). Il s'élève à 35 600 euros en moyenne par exploitation. La production de l'exploitation augmente fortement en valeur (+ 12 %). Ce bon résultat s'explique en partie par la présence dans l'échantillon d'exploitations qui clôturent au 31 mars et qui ont bénéficié de prix du lait très élevés, non seulement en fin d'année 2007, mais surtout au 1^{er} trimestre 2008. Les subventions d'exploitation de l'orientation diminuent légèrement et atteignent 26 400 euros en moyenne. Les charges d'exploitation augmentent sensiblement. Les dépenses en alimentation du bétail progressent de 19 %. Les éleveurs de bovins lait augmentent leurs prélèvements ainsi que leurs investissements.

3 - Charges courantes : des dépenses en énergie contenues

En 2007, les charges courantes s'élèvent à 143 500 euros, moyenne nettement supérieure au niveau de 2006 (+ 5,5 %). Pour

Charges courantes en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues

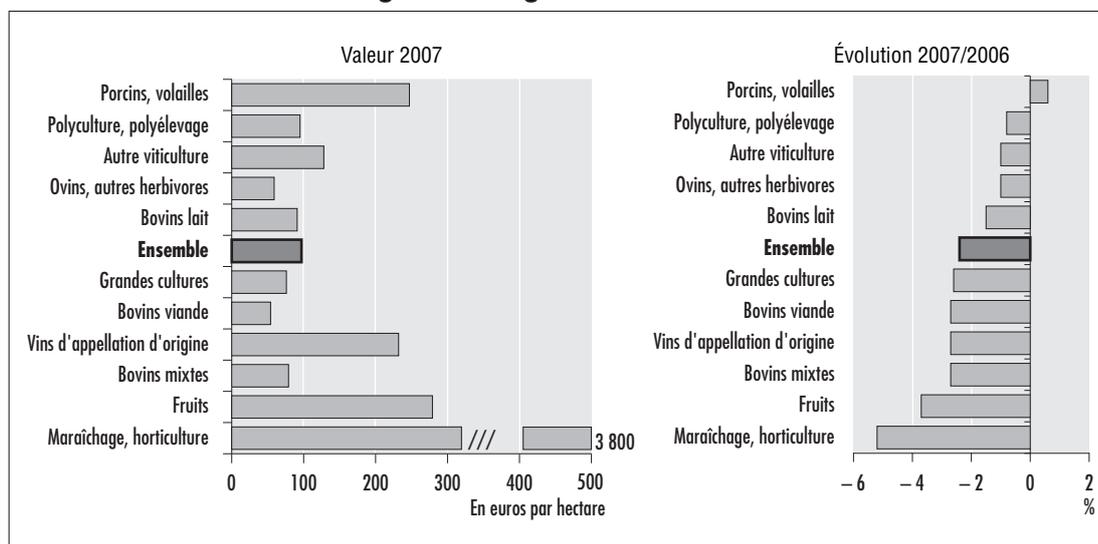
	2007 millier d'euros	Évolution 07/06 %	Structure en 2007 %
I - Charges d'exploitation	139,0	+ 5,6	96,9
Approvisionnement	50,8	+ 9,1	35,4
Engrais et amendements	8,7	+ 5,6	6,1
Semences et plants	5,3	+ 3,0	3,7
Produits phytosanitaires	7,6	+ 8,8	5,3
Aliments concentrés	15,2	+ 18,4	10,6
Aliments grossiers	1,5	+ 2,5	1,1
Produits vétérinaires	2,4	+ 7,2	1,6
Fournitures	5,1	+ 8,7	3,5
Énergie stockée	5,1	+ 1,7	3,5
Autres charges d'exploitation	88,2	+ 3,6	61,5
Énergie non stockée	2,7	+ 0,6	1,9
Travaux pour cultures et élevages	8,2	+ 4,8	5,7
Loyers et fermages	10,5	+ 3,3	7,3
Entretien des bâtiments et du matériel	6,7	+ 3,8	4,7
Assurances	4,5	+ 4,0	3,1
Charges de personnel	11,0	+ 3,1	7,7
Impôts et taxes	1,9	+ 1,3	1,3
Amortissements	26,0	+ 3,7	18,2
Autres	16,7	+ 4,3	11,6
II - Charges financières	4,5	+ 3,2	3,1
Charges financières à long ou moyen terme	3,4	- 0,0	2,4
Charges financières à court terme	1,1	+ 14,9	0,8
I + II - Charges courantes	143,5	+ 5,5	100,0
Dont énergie totale	7,8	+ 1,3	5,4

Source : RICA 2006 et 2007

l'ensemble des exploitations, la structure de répartition des charges reste globalement stable. Ainsi, pour 100 euros de charges courantes, 61 % sont liées aux structures des exploitations, 35 % sont liées aux approvisionnements et 3 % sont liées au loyer de l'argent. Pour comparaison, le poids des charges courantes représente pour l'ensemble des exploitations 77 % du produit brut (allant jusqu'à 92 % pour les élevages de porcins, volailles). En 2007, 10 % des exploitations doivent faire face à des dépenses supérieures à leurs ressources (18 % des éleveurs de porcins, volailles, 21 % pour l'arboriculture fruitière et 32 % en autre viticulture).

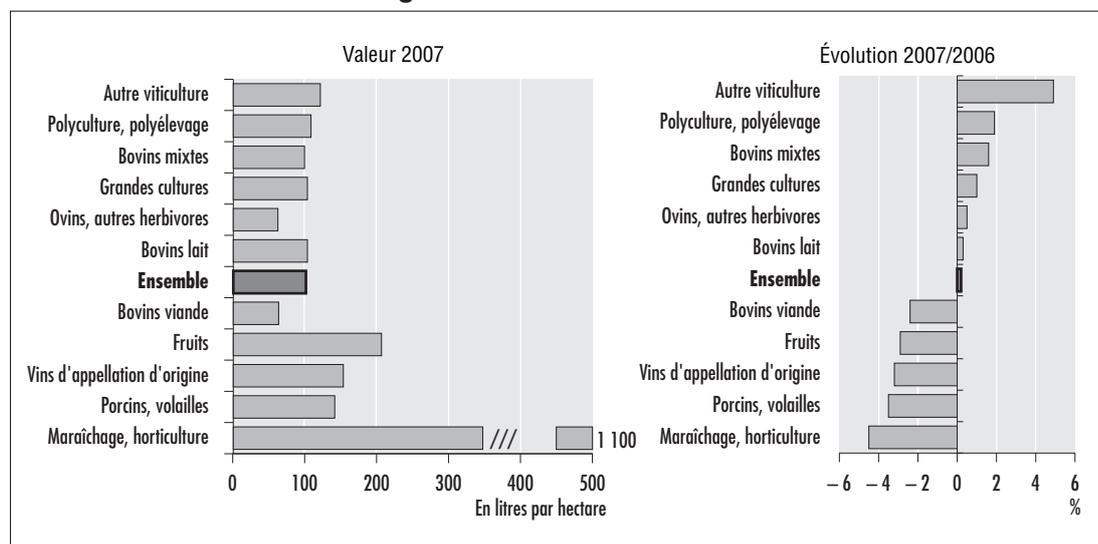
Le prix de l'énergie a connu ces dernières années de fortes augmentations. En 2007, les exploitants agricoles doivent de nouveau faire face à la flambée du prix du baril de pétrole. Ces variations du prix de l'énergie ont des répercussions immédiates en agriculture, notamment sur les charges des agriculteurs. Pourtant en 2007, les dépenses consacrées à l'énergie n'ont progressé que de 1 % pour atteindre 7 800 euros en moyenne. Elles avaient par comparaison progressé de 15 % en 2005 et de 7 % en 2006. Toutes les orientations, à l'exception des secteurs de porcins volailles, ovins et polyculture, voient leurs dépenses en énergie diminuer en valeur

Charges en énergie à l'hectare en 2007



Source : RICA 2006 et 2007

Charges en fioul à l'hectare en 2007



Source : RICA 2006 et 2007

en 2007. Ramenées à l'hectare et pour l'ensemble des exploitations, ces charges diminuent légèrement et s'élèvent à 97 euros par hectare. La part des dépenses en énergie représente toujours une part réduite du total des charges avec 5 %, niveau légèrement inférieur à l'année précédente. Ce ratio diffère peu selon les orientations, à l'exception notable du maraîchage, horticulture qui possède un ratio supérieur à 10 %. Au contraire, pour la viticulture d'appellation, ce ratio est très faible. Les dépenses en énergie ne représentent en effet que 3 % des charges dans cette orientation. Par ailleurs, la plupart des exploitations subissent également, mais de manière indirecte, l'impact de la hausse du prix de l'énergie à travers l'augmentation des charges en engrais et amendements. Celles-ci progressent en effet de 6 % en 2007 et s'établissent à 8 700 euros en moyenne. Chez les exploitations de grandes cultures par exemple, les dépenses en engrais et amendements ont augmenté de 5 % (après + 3 % en 2006), elles s'élèvent désormais à 17 100 euros.

D'une orientation à une autre, la consommation d'énergie et son utilisation peuvent varier considérablement. Ainsi en 2007, les dépenses en énergie s'échelonnent entre 54 euros par hectare en bovins viande et 3 800 euros par hectare en maraîchage, horticulture. En effet dans cette dernière orientation, les surfaces utilisées sont petites (6 ha en moyenne) mais les dépenses en énergie, pour les cultures sous serre en particulier, sont très élevées. Les charges à l'hectare sont également élevées dans les orientations de fruits, de porcins-volailles, et de vins d'appellation où le ratio dépasse les 230 euros l'hectare. Les élevages de ruminants présentent quant à eux bien sûr une charge réduite, inférieure à 90 euros par hectare.

La consommation d'énergie est depuis 2004 suivie en valeur dans le RICA, mais aussi en quantité, pour les principaux produits pétroliers (fioul domestique, gaz propane ou butane). En 2007, les exploitations agricoles ont consommé en moyenne 8 100 litres de fioul

Détail des charges en énergie en 2007 selon les orientations

Orientation	Combustibles stockés					Carburants et lubrifiants stockés				Carburants et lubrifiants non stockés		Combustibles non stockés (Gaz de réseau)	Électricité	Total énergie
	Total	Dont				Total	Dont			Total	Dont			
		Fioul domestique		Gaz (propane et butane)			Fioul domestique		Lubrifiant					
	Valeur (1 000 euros)	Quantité (1 000 l)	Valeur (1 000 euros)	Quantité (t)	Valeur (1 000 euros)	Valeur (1 000 euros)	Quantité (1 000 l)	Valeur (1 000 euros)	Valeur (1 000 euros)	Valeur (1 000 euros)	Valeur (1 000 euros)			
Grandes cultures	0,4	0,4	0,2	0,3	0,2	6,2	11,5	5,6	0,3	0,8	0,7	0,1	1,3	8,8
Maraîchage, horticulture	11,2	3,7	1,8	9,3	6,9	1,7	2,9	1,5	0,0	1,9	1,7	5,1	3,9	23,9
Vins d'appellation	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	1,7	2,9	1,5	0,1	1,6	1,4	0,1	1,0	4,5
Autre viticulture	0,5	0,0	0,0	0,6	0,4	2,3	4,1	2,1	0,1	0,9	0,8	0,1	0,6	4,4
Fruits	1,1	0,7	0,5	1,0	0,6	3,2	5,4	2,8	0,1	1,6	1,5	0,0	2,3	8,2
Bovins lait	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	4,1	7,6	3,8	0,2	0,6	0,4	0,0	1,9	6,7
Bovins viande	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	3,3	5,8	3,0	0,2	0,9	0,8	0,0	0,6	5,0
Bovins mixtes	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	5,7	10,6	5,3	0,3	0,7	0,6	0,0	1,9	8,5
Ovins, autres herbivores	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	2,9	5,1	2,6	0,2	0,9	0,7	0,0	1,1	4,9
Porcins, volailles	2,7	0,3	0,2	3,6	2,5	3,3	6,2	3,1	0,1	0,8	0,7	0,1	4,4	11,3
Polyculture, polyélevage	0,9	0,1	0,1	1,3	0,8	5,6	10,5	5,2	0,3	0,9	0,7	0,1	1,9	9,3
ENSEMBLE	0,8	0,3	0,1	0,8	0,5	4,3	7,8	3,9	0,2	0,9	0,8	0,2	1,6	7,8
Évolution 07/06 %	-2,2	-0,5	-1,2	-3,7	-2,6	2,5	1,6	1,9	10,9	5,1	6,4	0,3	-1,8	1,3

Source : RICA 2007

domestique, soit 2 % de plus qu'en 2006. Ramené à l'hectare, ce ratio augmente peu et s'établit à 101 litres en moyenne. Après une année 2006 de réduction de la consommation de fioul dans la plupart des orientations, la volonté se poursuit en 2007 dans bon nombre de secteurs. L'orientation maraîchage, horticuture affiche une nouvelle fois la plus forte baisse des volumes de fioul consommés avec une réduction de 4 % entre 2006 et 2007 (après des réductions de 14 % et 21 % sur les deux années précédentes). Dans ce secteur, il est impératif de freiner la consommation en cette période de fortes hausses de prix. Ce secteur conserve évidemment la plus forte consommation à l'hectare (1 100 l), loin devant l'arboriculture fruitière (210 l) et la viticulture d'appellation (150 l). Ce sont les orientations à dominante animale, notamment les élevages de ruminants, qui présentent la consommation en volume par hectare la plus faible. Les éleveurs d'ovins ont ainsi consommé 62 l de fioul en moyenne par hectare en 2007.

En 2007, les dépenses en gazole à la pompe s'établissent à 790 euros en moyenne par exploitation, soit 6 % de plus qu'en 2006. Cette hausse est particulièrement forte pour les exploitations de porcins, volailles (+ 24 %), mais ceux-ci détiennent une consommation de carburant à la pompe relativement faible (680 euros en moyenne). Enfin, avec 1 600 euros en moyenne par exploitation, les dépenses en électricité diminuent de 2 %. Elles représentent ainsi 21 % des dépenses totales en énergie.

4 - Bilan des exploitations agricoles et rentabilité en 2007

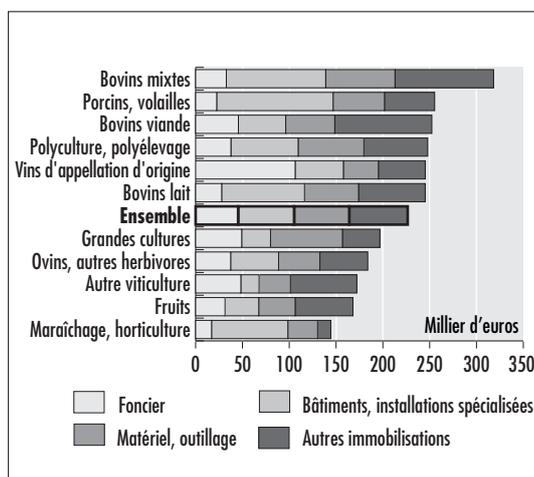
Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. En 2007, l'actif total des exploitations professionnelles s'élève à 363 300 euros en moyenne : + 6 % par rapport à 2006. Les immobilisations représentent 62 % de l'actif et s'élèvent à 226 500 euros en moyenne par exploitation. Les actifs immobilisés sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs. Les orientations diffèrent bien évidemment par la structure de leurs immobilisations. Si les grandes cultures nécessitent un matériel important, en viticulture, c'est le foncier qui prédomine. Les plantations sont fondamentales pour les

arboriculteurs, alors que le maraîchage, horticuture dédie un montant relativement élevé aux bâtiments et installations spécialisées. Dans les orientations d'élevage, le capital en animaux reproducteurs est le principal poste des immobilisations. Chez les éleveurs de porcins, volailles, il y a nécessité à posséder des bâtiments et des installations spécialisées.

Les actifs circulants représentent, quant à eux, 135 500 euros, soit 37 % de l'actif total en 2007. Il s'agit de biens et de créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Selon les orientations, l'actif circulant peut présenter de fortes divergences. Les orientations viticoles possèdent des vins en cours de vinification ou d'élevage. Les stocks représentent ainsi 75 % de l'actif circulant en viticulture d'appellation et 79 % en autre viticulture. Dans les orientations animales, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux circulants. Les valeurs réalisables sont parfois élevées, il s'agit dans la plupart des cas de créances sur les clients.

Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en œuvre. L'endettement, qui représente la contribution des partenaires extérieurs, atteint 132 300 euros, niveau nettement supérieur à 2006. Les capitaux propres constituent la contribution du chef d'exploitation lui-même. Ils représentent 64 % du passif avec 230 800 euros en moyenne par exploitation.

Structure des immobilisations à la clôture de l'exercice 2007



Source : RICA 2007

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle diffère sensiblement d'une orientation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total est importante, notamment pour les orientations d'élevage. Elle est relativement élevée dans les orientations animales, jusqu'à 75 % pour les éleveurs d'ovins. À l'inverse, elle est plus faible pour les orientations végétales, à commencer par l'orientation viticulture d'appellation, qui compte seulement 42 % d'immobilisations dans son actif.

La situation financière des exploitations est d'autant plus saine que les immobilisations sont couvertes par les capitaux propres. En 2007, seules les orientations viticoles et de grandes cultures répondent à cette caracté-

ristique. En viticulture d'appellation, les capitaux propres s'élèvent en moyenne à 406 100 euros et couvrent ainsi largement les immobilisations (245 300 euros). Mais il est vrai qu'ils servent aussi à financer le vin en cours de vieillissement, qui par certains aspects est assimilable à une immobilisation. Chez les éleveurs de porcins, volailles, les immobilisations (255 300 euros) dépassent largement les capitaux propres (162 500 euros).

En 2007, la rémunération du travail annuel salarié sur l'exploitation s'établit en moyenne à 15 900 euros par UTA salariée. L'exploitation moyenne emploie 1,44 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille. Si l'on admet que le

Bilan à la clôture de l'exercice en 2007 toutes orientations confondues

Détail de l'actif 2007	Valeur 2007	Évolution 07/06 %	Détail du passif 2007	Valeur 2007	Évolution 07/06 %
Actifs immobilisés	226,5	3,2	Capitaux propres	230,8	7,4
Actifs incorporels	1,8	15,0	Situation nette	222,5	7,8
Terrains	42,5	3,0	Subventions d'investissement	8,3	- 0,5
Aménagements	2,9	- 1,8	Ensemble des dettes	132,3	3,1
Constructions	51,3	2,0	Dettes à long ou moyen terme	85,0	0,9
Installations spécialisées	8,5	2,2	Emprunts à court terme	5,0	1,5
Matériel	58,9	6,8	Autres dettes financières à moins de 1 an	6,9	- 2,6
Plantations	8,1	- 3,3	Dettes auprès des fournisseurs	23,5	11,2
Animaux reproducteurs	38,0	2,1	Dettes sociales	3,0	7,5
Autres immobilisations corporelles	7,6	1,5	Dettes auprès de l'État	1,3	20,4
Actifs financiers	6,9	0,2	Dettes sur immobilisations	1,7	23,3
Actifs circulants	135,5	10,4	Avances et acomptes reçus	0,8	8,6
Stocks	82,3	10,7	Autres dettes	5,1	2,1
Valeurs réalisables	32,9	8,5			
Valeurs disponibles	20,4	12,7			
Régularisation actif	1,3	9,0	Régularisation passif	0,1	- 23,4
Total actif	363,3	5,8	Total passif	363,3	5,8

Source : RICA 2006 et 2007

travail non salarié est rémunéré de la même manière que le travail salarié, en moyenne 22 800 euros sont dédiés à la rémunération de l'ensemble des UTANS par exploitation. Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 41 800 euros en 2007. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (8 800 euros en moyenne) et la rémunération conventionnelle des UTA non salariées de l'exploitation, il reste 10 200 euros pour rémunérer les capitaux propres consacrés à l'exploitation. Les capitaux propres se mon-

tent quant à eux à 230 800 euros en moyenne par exploitation. La rentabilité estimée moyenne des capitaux propres en 2007 est, sous les hypothèses retenues, relativement importante (+ 4,4 %).

Cette rentabilité estimée est bien évidemment plus élevée dans les grandes exploitations où elle atteint 11,7 %. Elle est négative dans les petites. Les résultats progressent avec la taille économique alors que la quantité de facteurs de production mis en œuvre augmente dans une moindre mesure.

Rentabilité des capitaux propres en 2007

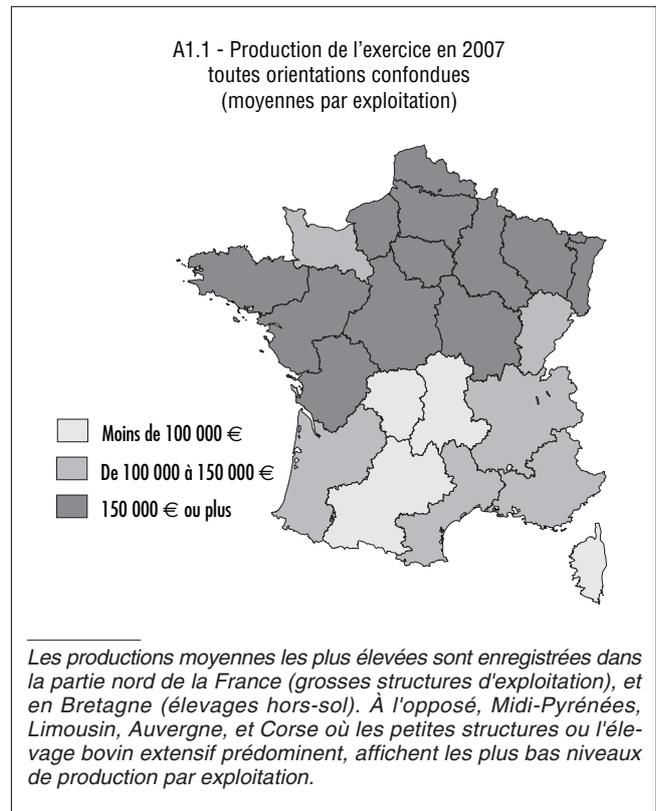
	Toutes exploitations	Petite exploitation Cdex 5-6	Moyenne petite exploitation Cdex 7	Moyenne grande exploitation Cdex 8	Grande exploitation Cdex 9	Très grande exploitation Cdex 10
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	326,0	9,3	100,5	135,3	70,4	10,5
Surface agricole utilisée (ha)	79,9	26,1	49,2	77,0	125,4	154,7
Rémunération de la main d'œuvre salariée (1)	15,9	14,4	14,0	15,0	16,0	17,1
Travail non salarié en UTA (UTANS) (2)	1,44	1,10	1,16	1,44	1,77	2,10
Rémunération totale des UTA non salariée (3) = (1)* (2)	22,8	15,9	16,2	21,6	28,3	35,9
Résultat courant avant impôts (4)	41,8	7,6	18,2	35,6	77,5	139,4
Charges sociales de l'exploitant (5)	8,8	3,5	4,7	8,1	14,4	24,7
Revenu de l'exploitant (6) = (4) - (5)	33,0	4,0	13,5	27,6	63,0	114,7
Capitaux propres (7)	230,8	85,3	145,5	206,8	351,9	673,1
Rémunération des capitaux propres (8) = (6) - (3)	10,2	- 11,9	- 2,7	5,9	34,7	78,8
Rentabilité des capitaux propres (%) (8)/(7)	4,4	- 13,9	- 1,9	2,9	9,9	11,7

Source : RICA 2007

Niveau global de la production

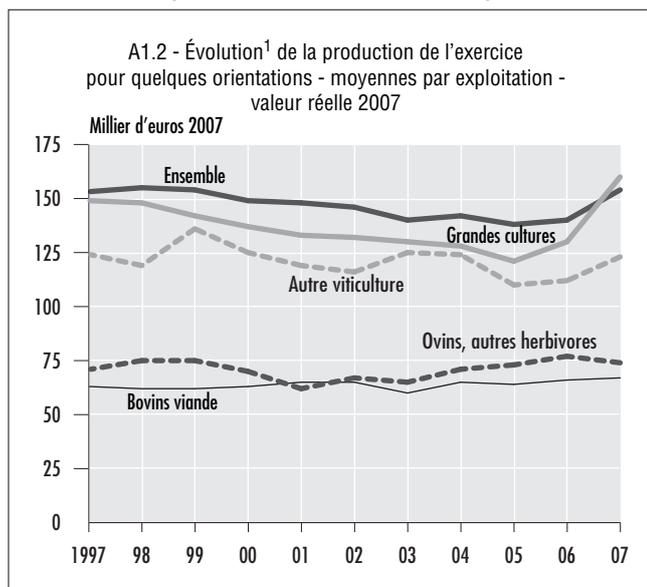
En 2007, la production moyenne de l'exercice atteint 153 600 euros par exploitation, en hausse de 9,5 % en valeur réelle¹ sur l'ensemble des orientations. Pourtant, pour des cultures importantes comme le blé, l'orge, la vigne, les rendements et les récoltes n'ont pas été bons. Mais les prix sont à peu près partout bien orientés, voire en vive augmentation. Le maraîchage, horticulture, l'arboriculture fruitière et l'élevage bovins viande, sont les seuls secteurs à voir leur production diminuer en 2007. La production de l'exercice augmente dans toutes les autres orientations. La hausse est particulièrement importante dans le secteur des grandes cultures (+ 23 %). Le secteur hors sol détient toujours en moyenne le niveau de production le plus élevé avec 275 500 euros par exploitation, suivi de près par les maraîchers, horticulteurs avec une production moyenne de 250 100 euros. À l'exception notoire des exploitations de porcins, volailles, les orientations animales ont en général une production en valeur plus faible que les orientations végétales. Ainsi en 2007, la production de l'exercice des orientations de bovins viande et d'ovins, autres herbivores demeure, en moyenne, inférieure à 74 000 euros.

La Champagne-Ardenne en tête



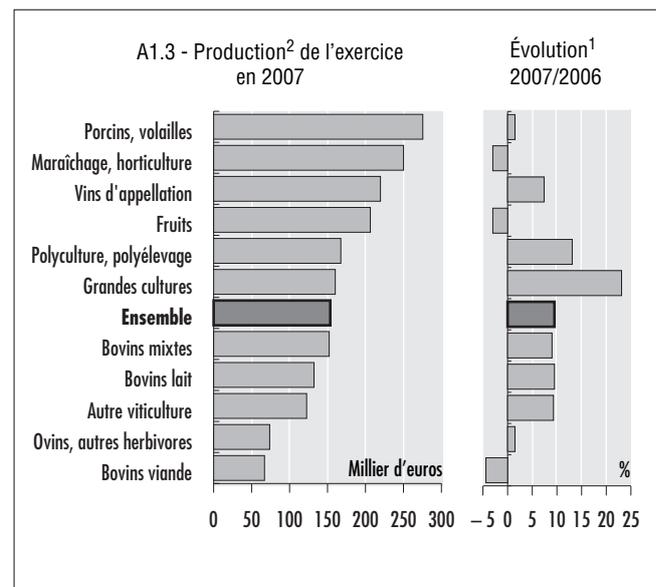
Source : RICA 2007

Forte hausse pour les grandes cultures en 2007
(+ 23,1 % en valeur réelle)



Source : RICA

Situation difficile pour les éleveurs de bovins viande



Source : RICA 2006 et 2007

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Cf. fiche A3 pour les chiffres.

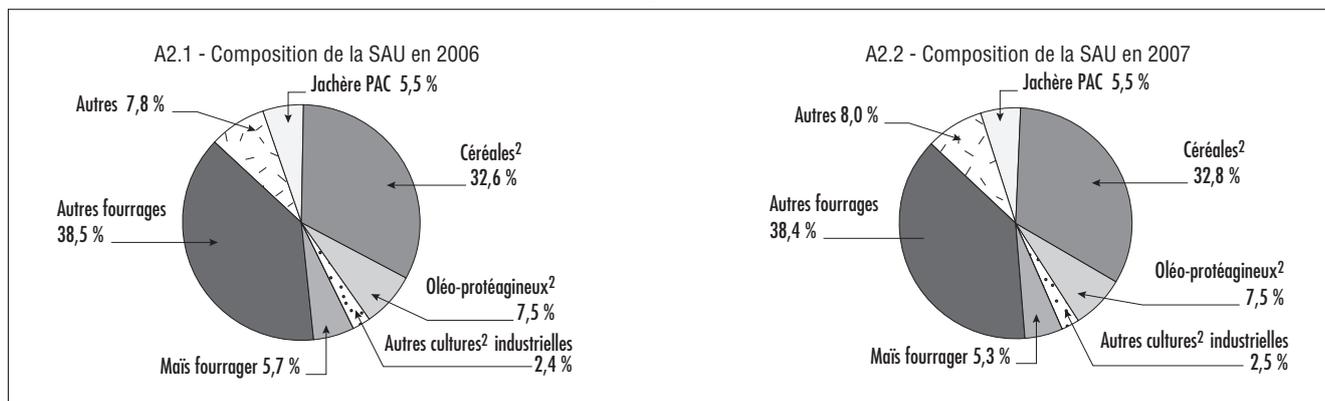
Utilisation du sol

En 2007, la SAU moyenne par exploitation continue de progresser (+ 1 %) et s'établit à 79,9 hectares en moyenne par exploitation. La surface en jachère aidée PAC augmente au même rythme (+ 1 %) et s'établit à 4,4 ha. Au sein de la jachère PAC totale, la surface en jachère nue (3,2 ha) diminue légèrement. La jachère cultivée progresse, elle, de manière très importante (+ 6 %) en raison de la forte demande de biocarburants. Les surfaces bénéficiant de l'aide aux cultures énergétiques sont plus que multipliées par deux, c'était déjà le cas l'année précédente. L'ensemble céréales et oléo-protéagineux progresse en 2007, avec une poussée des surfaces en céréales et oléo-protéagineux (+ 2 %) et une érosion marquée des surfaces en maïs fourrager (- 4 %).

PAC, jachère, cultures énergétiques

La politique agricole commune (PAC) l'impose depuis 1992 : pour avoir droit aux paiements compensatoires, les agriculteurs doivent mettre en jachère une partie de leur surface. La surface mise en jachère peut éventuellement supporter des cultures industrielles à fins non alimentaires, type colza pour diester. Le taux de « gel » conditionnant le droit aux primes avait été fixé au démarrage à 15 % de la surface COP + gel. Il a été modifié à plusieurs reprises et était de 10 % en 2005. En 2006, avec la réforme du paiement unique, les exploitants doivent « activer » des « droits jachères » établis sur une base historique, c'est-à-dire mettre en jachère une surface égale à celle définie par ces droits jachères. Ils peuvent en outre mettre en jachère une partie de leur surface, de façon volontaire, dans des limites définies réglementairement. Depuis 2004, une nouvelle aide de 45 €/ha peut être attribuée à des cultures destinées à la production de produits énergétiques (biocarburants) ou d'énergie thermique et électrique. Les cultures industrielles sur jachère ne peuvent toutefois pas en bénéficier.

La surface en maïs fourrager diminue fortement en 2007



Source : RICA 2006 et 2007

A2.3 - Évolution des surfaces de COP et jachère, de 1998 à 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en hectare

Catégorie de surface	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	Évolution 07/06 % ⁵
SAU (surface agricole utilisée)	64,3	67,5	67,1	67,5	68,1	68,3	74,6	75,6	76,5	79,9	+ 1,3
Surface en céréales, oléo-protéagineux ³ et plantes textiles	28,4	28,7	28,4	28,1	28,6	28,4	31,6	31,4	31,7	33,4	+ 1,9
dont céréales	22,0	21,7	22,2	22,1	23,0	22,5	25,3	24,9	24,9	26,2	+ 1,7
dont oléo-protéagineux	5,9	5,9	5,2	5,1	4,6	4,9	5,7	5,4	5,7	6,0	+ 1,9
Surface en maïs fourrager	3,8	3,9	3,8	4,0	3,9	4,3	4,4	4,4	4,3	4,2	- 4,5
Jachère PAC totale	2,1	3,6	3,6	3,9	3,8	3,9	3,3	4,4	4,2	4,4	+ 1,3
dont - nue	1,6	2,5	2,6	3,0	2,8	2,9	2,7	3,2	3,1	3,2	- 0,5
- cultivée	0,5	1,1	1,1	0,9	1,0	1,0	0,6	1,1	1,1	1,2	+ 6,3
dont - colza industriel sur jachère	0,4	0,8	0,8	0,7	0,8	0,8	0,5	0,9	0,9	1,0	+ 4,0
- autres cultures industrielles sur jachère	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	+ 18,9
Jachère agronomique classique	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	+ 25,5
Surface en cultures énergétiques ⁴	///	///	///	///	///	///	0,3	0,3	0,9	1,9	+ 118,1

1. Cf. encadré et lexique « taux de gel ».

2. Cultures industrielles sur jachères PAC exclues, maïs fourrager exclu.

3. Surfaces effectivement plantées en céréales (maïs fourrager exclu) ou en oléo-protéagineux, y compris les cultures industrielles non alimentaires sur jachères PAC.

4. Surface aidée.

5. Les pourcentages d'évolution 2007/2006 ont été calculés sur échantillon **constant**. Par contre, les valeurs présentées sur les années 1998 à 2007 sont celles des échantillons **complets**.

Source : RICA

Structure de la production

La production de l'exercice se compose pour l'essentiel de produits bruts végétaux, végétaux transformés (vins essentiellement), produits horticoles, animaux et produits animaux (lait, œufs...). En 2007, le produit brut relatif aux végétaux augmente globalement de 27 %, après avoir augmenté de 11 % en 2006. Le produit brut végétaux transformés augmente également, avec une hausse de l'ordre de 8 % tout comme les produits animaux. Au contraire, les produits horticoles s'effritent (- 5 %) tout comme le produit brut des animaux (- 4 %). Globalement, la part des productions végétales est supérieure à celle des productions

animales. Les produits horticoles représentent 7 % de la production totale, contre respectivement 9 et 8 % en 2005 et 2006. Au sein de cet ensemble, l'augmentation de la part des productions sous verre s'arrête en 2007 (52 % du produit brut horticole contre 54 % en 2006), au bénéfice des productions de plein champ (de 37 % en 2003 à 27 % en 2006 puis 30 % en 2007). Dans le secteur animal, la valeur de la viande ne progresse plus. Le produit brut des bovins redescend à 30 % du produit brut des animaux et produits animaux, ce qui bénéficie au lait et aux produits laitiers (41 % en 2007 contre 37 % en 2006).

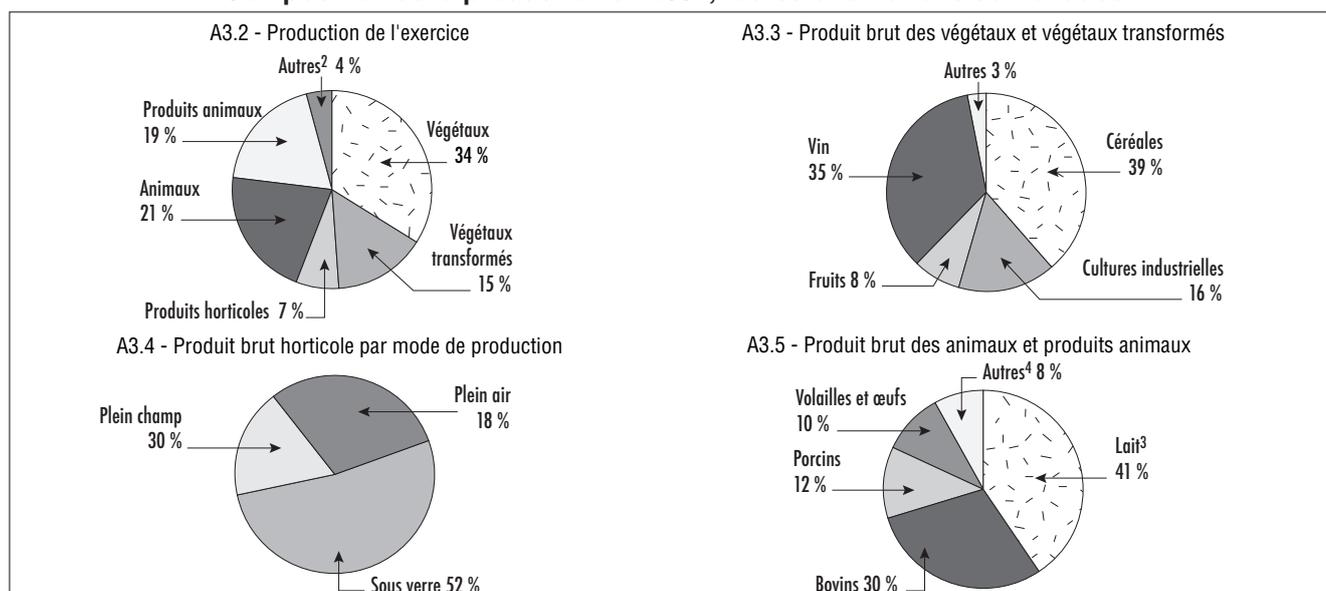
A3.1 - Composition de la production de l'exercice en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Production de l'exercice		dont produits bruts élémentaires					Autres produits ²
	Valeur	Évolution ¹ 07/06 %	Végétaux	Végétaux transformés (vins, ...)	Produits horticoles	Animaux	Produits animaux (lait, œufs...)	
Grandes cultures	160,2	+ 23,1	129,7	1,8	11,3	8,1	3,1	6,2
Maraîchage, horticulture	250,1	- 3,0	7,2	0,4	235,8	0,8	0,1	5,9
Vins d'appellation d'origine	219,7	+ 7,4	33,3	178,3	0,3	0,5	0,5	6,8
Autre viticulture	122,5	+ 9,3	9,4	106,7	0,4	0,4	0,0	5,7
Fruits	206,4	- 3,0	178,8	13,5	2,9	1,1	0,6	9,6
Bovins lait	132,2	+ 9,5	10,5	0,2	0,2	25,2	90,3	5,8
Bovins élevage et viande	67,0	- 4,4	4,6	0,1	0,1	58,3	0,7	3,2
Bovins lait, élevage et viande	152,2	+ 9,0	19,7	0,2	0,1	54,1	71,3	6,7
Ovins, autres herbivores	73,8	+ 1,5	5,1	0,1	0,1	28,4	35,8	4,3
Porcins, volailles	275,5	+ 1,5	15,8	0,3	0,2	199,6	53,2	6,3
Polyculture, polyélevage	167,5	+ 13,1	56,2	6,9	6,0	45,2	46,3	6,9
ENSEMBLE	153,6	+ 9,5	51,8	23,6	10,8	32,0	29,5	5,9
Ensemble évol.1 07/06 %	+ 9,5	///	+ 26,9	+ 7,7	- 4,6	- 4,4	+ 8,4	+ 7,8

Source : RICA 2006 et 2007

Les céréales représentent 39 % du produit brut des végétaux et végétaux transformés Composition de la production en 2007, toutes orientations confondues



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Autres produits : somme de la production immobilisée et des produits issus des travaux à façon, des ventes de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme, des activités annexes.

3. Lait et produits laitiers de vache.

4. Autres animaux et autres produits animaux.

Source : RICA 2007

Surfaces, rendements, prix, produit brut... pour quelques produits

Dans le secteur végétal, le produit brut augmente considérablement pour toutes les céréales en 2007 : blé tendre (+ 42 %), orge (+ 43 %) et maïs (+ 61 %). À l'inverse, la betterave à sucre et les pois protéagineux voient leur produit brut diminuer sensiblement (respectivement de 11 % et 12 %). Ces évolutions sont elles-mêmes la résultante de phénomènes très variables, touchant aux surfaces, rendements et prix. En 2007, le rendement des céréales est en baisse mais du côté des prix, ce ne sont que bonnes nouvelles pour les producteurs. Le prix de vente du blé s'envole de 46 % et atteint en moyenne près de 17 €/q (entre 2002 et 2006, le prix moyen annuel du quintal de blé oscillait entre 10 et 12 €).

Dans le secteur animal, le produit brut diminue sensi-

blement pour les bovins, il diminue également pour les vaches laitières (- 2 %). Le produit brut du lait, qui ne cessait de baisser ces dernières années, augmente de manière importante (+ 10 %), grâce à la hausse du prix.

Pour chaque produit agricole, le produit brut se compose des ventes, des variations de stocks, et des autoconsommations (nettes des achats du même produit). Pour certains produits, le produit brut s'assimile en fait aux seules ventes, le reste étant marginal. Mais dans d'autres cas, comme en viticulture ou en élevage, les variations de stocks jouent également un rôle déterminant dans la composition du produit brut. L'évolution d'un produit brut s'explique alors par ces deux éléments : évolution des ventes, évolution des variations de stocks.

Toutes orientations confondues

A4.1 - Végétaux

Moyennes, toutes orientations confondues, toutes exploitations prises en compte

Produit	Surface (ha)		Rendement (q/ha)		Prix de vente (€/q)		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹
Blé tendre	13,6	- 0,7	64	- 7,5	17	+ 48,0	15,1	+ 41,8
Orge	5,0	+ 2,3	54	- 11,0	16	+ 52,7	3,9	+ 42,6
Maïs grain	4,2	+ 8,1	97	+ 6,5	17	+ 37,9	6,7	+ 60,5
Pommes de terre	0,4	- 3,0	433	+ 11,5	15	+ 5,7	2,4	- 5,5
Betterave à sucre	1,0	+ 1,8	840	+ 5,5	3	- 17,1	2,3	- 11,0
Pois protéagineux	0,5	- 30,1	36	- 16,5	18	+ 40,8	0,3	- 12,3
Tournesol	1,2	- 25,8	24	+ 5,5	35	+ 62,2	1,1	+ 37,4
Colza	2,2	- 3,8	28	- 3,5	28	+ 20,3	1,8	+ 15,3

Source : RICA 2006 et 2007

A4.2 - Animaux et produits animaux

Moyennes, toutes orientations confondues, toutes exploitations prises en compte

Produit	Ventes (tête)		Prix de vente ³		Ventes (millier €)		Variation de stock (millier €)		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹
Bovins moins d'un an	13,6	- 4,8	462	- 6,7	6,3	- 11,1	+ 0,3	+ 0,4	5,5	- 13,9
Bovins mâles 1-2 ans	3,2	+ 8,9	1 183	- 7,2	3,7	+ 1,1	- 0,0	+ 0,3	3,4	- 4,7
Vaches laitières	3,1	- 6,4	839	- 0,2	2,6	- 6,5	+ 0,4	+ 0,3	2,6	- 2,4
Autres vaches	2,4	+ 5,7	1 292	- 3,1	3,1	+ 2,4	+ 0,5	+ 0,8	3,1	- 3,2
Autres bovins	3,2	+ 4,7	1 167	- 2,4	3,8	+ 2,1	+ 0,4	+ 0,5	3,4	+ 5,6

Produit	Prix de vente ³		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹
Agneaux	73	- 6,5	1,5	- 6,3
Porcs à l'engrais	97	- 7,9	7,0	- 5,9
Poulets de chair	1	+ 1,0	2,1	+ 18,2
Lait de vache	32	+ 6,5	24,6	+ 9,5
Œufs de poule	56	+ 13,5	1,5	+ 7,2

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Recalculée sur un échantillon constant.

3. €/tête, sauf lait de vache (€/hl) et œufs de poule (€/millier d'œufs).

Source : RICA 2006 et 2007

Surfaces, rendements, prix, produit brut... pour quelques produits

Sur quelques orientations

A4.3 - Végétaux et végétaux transformés

Moyennes, toutes exploitations de l'orientation prises en compte

Orientation	Produit	Surface (ha)		Rendement ²		Prix de vente ³		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹	Niveau 2007	% évol. 2007/2006 ¹
Exploitations de grandes cultures	Blé tendre	35,2	- 1,2	68	- 4,8	17	+ 46,0	44,2	+ 44,2
	Orge	12,9	+ 4,4	58	- 10,1	16	+ 49,2	12,3	+ 42,3
	Maïs grain	10,5	+ 4,2	100	+ 4,5	16	+ 37,0	18,3	+ 50,6
	Pommes de terre	1,7	- 2,5	438	+ 10,9	15	+ 6,5	9,7	- 5,1
	Betterave à sucre	4,0	+ 2,0	845	+ 6,5	3	- 17,0	8,9	- 9,9
	Pois protéagineux	1,7	- 31,0	37	- 13,5	18	+ 40,7	1,2	- 10,5
	Tournesol	3,6	- 27,5	24	+ 4,1	34	+ 58,4	3,4	+ 32,3
	Colza	7,4	- 2,2	28	- 3,6	28	+ 20,8	6,2	+ 18,3
Exploitations fruitières	Pomme table	4,6	- 4,9	412	+ 9,7	44	+ 4,5	84,6	+ 8,1
	Poire table	0,8	- 14,9	224	- 12,5	52	- 8,2	9,3	- 28,8
	Pêche	1,9	- 2,7	201	- 3,8	79	- 8,5	30,6	- 14,3
	Abricot	1,1	+ 13,2	80	- 40,4	125	+ 47,7	10,6	- 0,3

Orientation	Produit	Surface (ha)		Rendement ²		Variation de stock		Prix de vente ³		Ventes (millier €)		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2007	% évol. 07/06 ¹	Niveau 2007	% évol. 07/06 ¹	(hl)	(millier €)	Niveau 2007	% évol. 07/06 ¹	Niveau 2007	% évol. 07/06 ¹	Niveau 2007	% évol. 07/06 ¹
Exploitations vins d'appellation d'origine	Vigne d'appellation	12,8	- 0,4	64	- 4,2	///	///	///	///	///	///	///	///
	Vin d'appellation	///	///	///	///	- 41,3	+ 11,7	275	+ 1,5	158,9	+ 6,0	172,0	+ 8,5
Exploitations autre viticulture	Autre vigne	14,5	- 0,5	87	- 3,7	///	///	///	///	///	///	///	///
	Autre vin	///	///	///	///	- 50,1	+ 1,4	43	- 1,6	45,2	+ 1,2	46,6	+ 13,2
	Vigne eau-de-vie	5,1	+ 0,7	102	- 27,5	///	///	///	///	///	///	///	///
	Vin eau-de-vie	///	///	///	///	- 8,6	+ 1,7	70	+ 47,9	4,0	+ 40,1	5,7	+ 60,0
	Eau-de-vie	///	///	///	///	- 2,0	+ 4,8	1 019	+ 15,4	37,4	+ 30,4	42,2	+ 4,8

Source : RICA

A4.4 - Animaux et produits animaux

Moyennes, toutes exploitations de l'orientation prises en compte

Orientation	Animal ou produit animal	Ventes (tête)		Prix de vente ⁴		Ventes (millier €)		Variation de stock (millier €)		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2007	% évol. 07/06 ¹	Niveau 2007	% évol. 07/06 ¹	Niveau 2007	% évol. 07/06 ¹	Niveau 2007	% évol. 07/06 ¹	Niveau 2007	% évol. 07/06 ¹
Élevages de bovins lait	Vaches laitières	11	- 8,3	843	+ 0,3	8,9	- 8,0	+ 1,9	+ 1,5	9,6	- 2,0
	Lait	///	///	33	+ 6,4	87,4	+ 9,9	///	///	87,6	+ 9,8
Élevages de bovins viande	Bovins moins d'un an	43	- 6,7	638	- 1,7	27,6	- 8,3	+ 1,4	+ 1,1	26,6	- 7,6
	Bovins mâles 1-2 ans	7	- 6,0	1 239	- 8,4	8,1	- 13,9	- 0,1	- 0,1	7,6	- 13,3
	Vaches nourrices	11	+ 4,3	1 301	- 2,6	14,0	+ 1,6	+ 2,0	+ 3,2	14,4	- 3,3
	Autres bovins ⁶	8	+ 3,1	1 271	- 1,0	9,7	+ 2,1	+ 0,9	+ 1,4	8,5	+ 0,2

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. En quintaux/hectare. Pour les vignes, rendement moyen en quintaux de raisin par hectare.

3. En euros/quintal, sauf pour vin et eau-de-vie (euros/quintal de raisin ou euros/hl).

4. €/tête, sauf lait (€/hl).

5. Recalculée sur un échantillon constant.

6. Vaches laitières exclues.

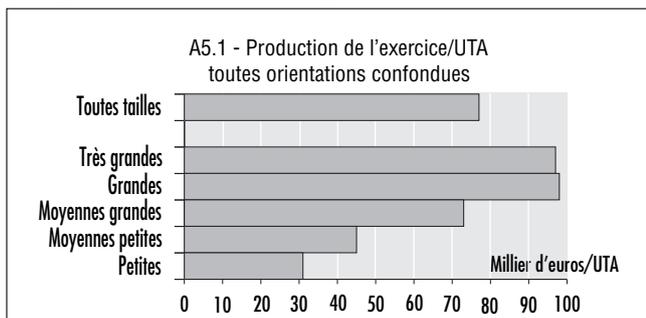
Source : RICA 2006 et 2007

Ratios et dispersion

La productivité du travail, mesurée par le ratio « production de l'exercice/UTA » augmente clairement avec la dimension économique : plus la structure est grande, plus l'heure de travail est productive avec un niveau équivalent pour les grandes et très grandes exploitations. Cette tendance est

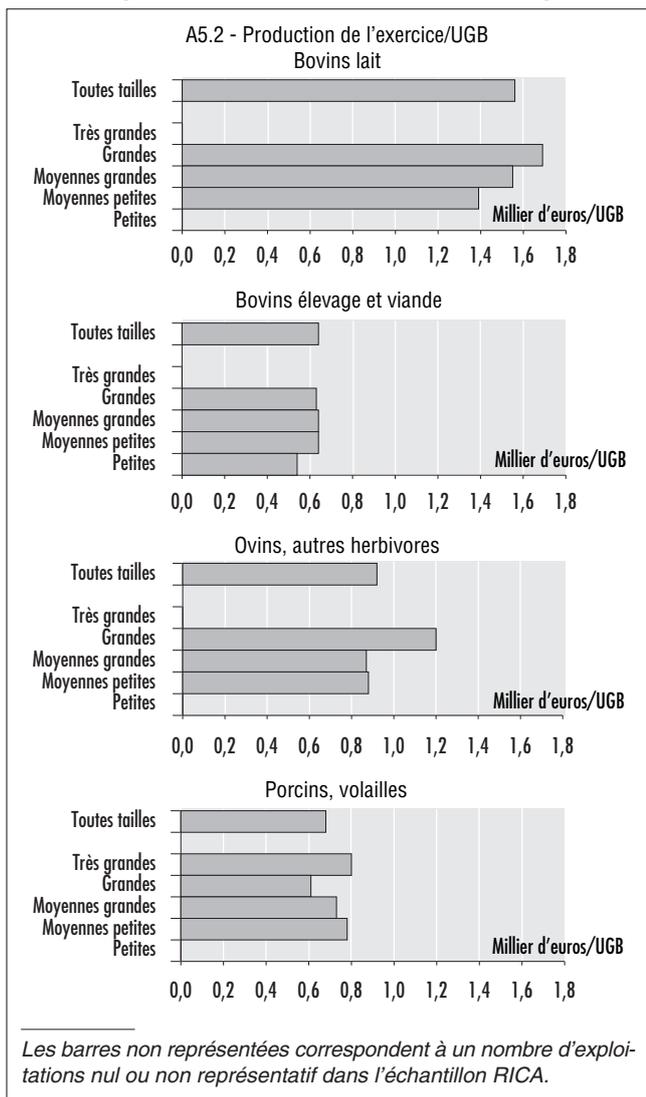
d'ailleurs vérifiée dans toutes les orientations. Au contraire, le ratio « production de l'exercice/UGB » dans les orientations concernées (c'est-à-dire les élevages) n'est que faiblement lié à la dimension économique.

Les grandes exploitations au niveau des très grandes en terme de productivité du travail



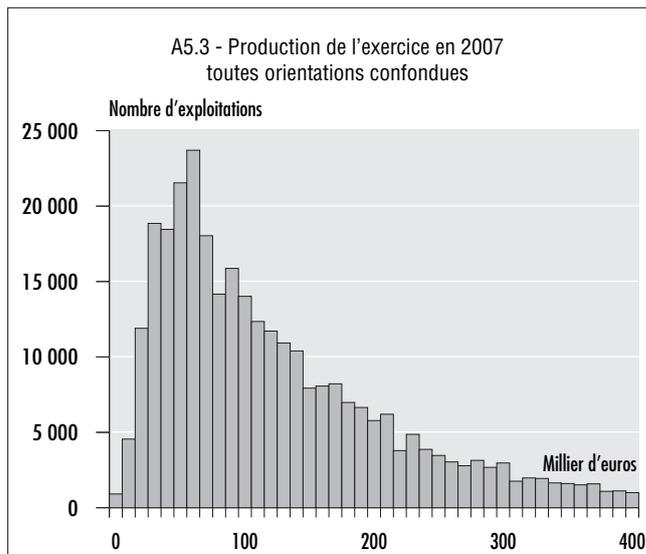
Source : RICA

Dans le secteur hors-sol, la productivité de l'UGB est peu liée à la dimension économique

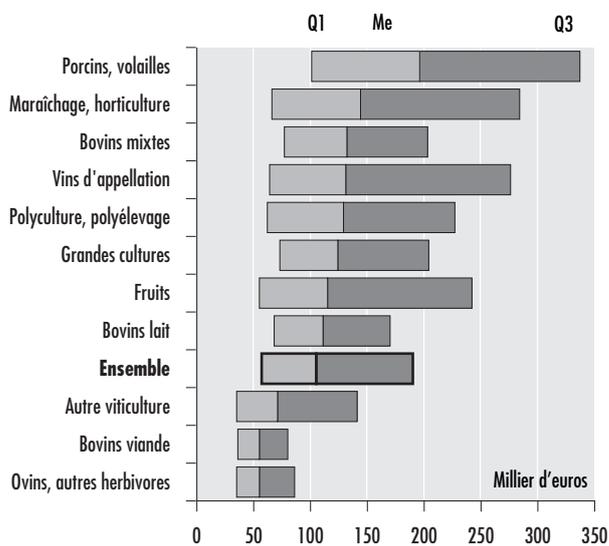


Source : RICA 2007

La moitié des exploitations réalise une production supérieure à 104 800 €



A5.4 - Disparité de la production de l'exercice en 2007 selon les orientations



Lecture du graphique : un quart des exploitations de porcins, volailles a réalisé une production d'un montant total inférieure à 101 400 € (Q1), la moitié à 196 000 € (Me) et les trois quarts à 337 000 € (Q3). Les orientations animales tendent à être moins dispersées que les orientations végétales. Toutefois, l'orientation porcins, volailles sort de ce schéma. Elle se distingue par sa forte dispersion, et un niveau élevé. On remarque également le contraste entre vins d'appellation d'origine (forte dispersion et niveau assez élevé) et autre viticulture (dispersion plus resserrée et niveau plus faible).

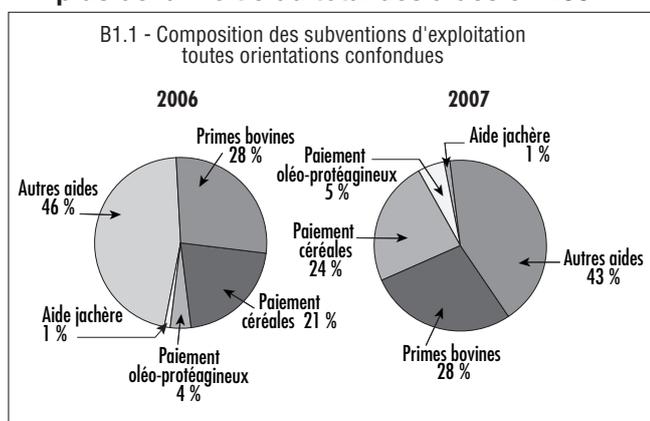
Source : RICA 2007

Composition des subventions d'exploitation

En 2007, le montant moyen par exploitation en primes et subventions d'exploitation se monte à 29 000 euros, en baisse de 6 % en valeur réelle par rapport à 2006. La prime unique (« DPU ») atteint 17 400 euros, soit 60 % du total. Une partie des aides est consacrée au secteur végétal (3 900 euros) et plus particulièrement aux céréales et plantes industrielles (3 300 euros). Ces montants moyens sont en légère baisse par rapport à 2006. Le secteur animal obtient également une partie des aides en 2007, avec en moyenne 3 700 euros par exploitation en baisse sensible par rapport à 2006. Les

aides ne relevant ni du secteur végétal, ni du secteur animal diminuent encore plus fortement. Avec 400 euros en moyenne par exploitation, les aides pour accident climatique ont été divisées par deux. La prime herbagère agri-environnementale (PHAE) s'élève à 700 euros, contre 600 euros en 2006. Si, au total, ces aides diverses ne représentent, sur l'ensemble des orientations, que 13 % du total des primes et subventions, leur part est plus importante pour certaines orientations (44 % pour les exploitations d'ovins et autres herbivores).

La prime unique représente plus de la moitié du total des aides en 2007



Source : RICA 2006 et 2007

Primes PAC

La politique agricole commune (PAC), profondément réformée en 1992 et 1993, avec la réduction des prix de soutien, l'obligation de mettre en jachères une partie des terres et l'instauration d'une série d'aides compensatrices aux produits (ou la revalorisation des aides existantes), a été à nouveau réformée en 2003, avec la création du paiement unique découplé. La France a choisi d'attendre 2006 pour mettre en œuvre le nouveau système de façon complète.

La physionomie des aides lors de l'exercice 2006 et 2007 en est bouleversée. Toutes exploitations confondues, la prime unique représente plus de la moitié du total des aides. Certaines aides sont maintenues, soit de façon pratiquement inchangée (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), soit avec des taux unitaires modifiés (paiement à la surface pour les grandes cultures, prime à l'abattage des bovins, prime à la brebis). D'autres sont supprimées (prime spéciale aux bovins mâles, aide directe laitière, etc.).

B1.2 - Détail des subventions d'exploitation en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Grandes cultures	Bovins lait	Bovins élevage et viande	Ovins autres herbivores	Toutes orientations	
					Valeur 2007	Évolution ¹ 07/06 %
PAIEMENT UNIQUE DÉCOUPLÉ (« DPU »)	31,2	17,8	12,4	8,2	17,4	- 1
SECTEUR ANIMAL	1,0	1,3	15,0	6,3	3,7	- 13
Bovins	0,9	1,1	14,7	1,9	3,2	- 12
Prime à la vache allaitante	0,8	0,3	13,4	1,7	2,7	- 5
Autres primes bovins	0,1	0,7	1,3	0,1	0,5	- 30
Primes à l'abattage	0,1	0,7	1,2	0,1	0,5	- 14
Ovins et caprins (prime à la brebis et à la chèvre)	ε	ε	0,1	3,8	0,3	- 4
Autres aides secteur animal	ε	0,3	0,2	0,6	0,2	- 26
SECTEUR VÉGÉTAL	8,8	2,0	0,7	0,8	3,9	- 6
Céréales et plantes industrielles	8,2	1,9	0,7	0,7	3,3	- 4
Aides aux jachères	0,1	ε	ε	ε	0,1	- 6
Paiement compensatoire aux céréales (y compris blé dur)	6,2	1,9	0,7	0,7	2,7	- 4
Paiement compensatoire aux oléagineux	1,4	ε	ε	ε	0,4	+ 4
Paiement compensatoire aux protéagineux	0,3	ε	ε	ε	0,1	- 33
Autres aides plantes industrielles	0,2	ε	ε	ε	ε	+ 52
Vin	ε	ε	ε	ε	0,2	- 14
Fruits et légumes	0,2	ε	ε	ε	0,2	- 20
Autres aides secteur végétal	0,4	ε	ε	0,1	0,2	- 18
AUTRES	1,1	5,0	9,2	12,0	3,7	- 22
Handicap géographique	0,1	2,6	4,1	6,8	1,6	+ 0
Accident climatique	0,1	0,3	1,2	1,8	0,4	- 46
Aides agri-environnementales	0,5	1,6	3,6	2,9	1,2	- 28
Prime herbagère agri-environnementale (PHAE)	ε	1,2	2,8	2,5	0,7	+ 19
Autres aides	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	- 32
Montant supplémentaire de l'aide PAC	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	+ 60
TOTAL DES PRIMES ET SUBVENTIONS	42,3	26,4	37,5	27,4	29,0	- 6

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2006 et 2007

Répartition par orientation et par région

Le niveau moyen de subventions par exploitation, globalement stable¹ entre 1995 et 1999, a considérablement augmenté depuis 2000. Il se monte à 29 000 euros en 2007, en nette baisse par rapport à 2006 (- 6 %). Les exploitations de grandes cultures sont encore une fois les plus subventionnées, avec 42 300 euros en moyenne, suivies par les éleveurs de bovins mixtes avec 41 100 euros. En 2007, toutes les orientations voient le montant moyen de leurs subventions diminuer. La

baisse est particulièrement sensible pour les éleveurs de bovins viande (- 12 %). Le montant moyen des subventions chute en 2007 de façon significative pour les viticulteurs sous appellation (- 24 %) et les maraîchers, horticulteurs (- 20 %) où le montant des aides était déjà bas. Le montant des aides diminue de façon moindre dans les exploitations de grandes cultures. La baisse est une nouvelle fois marquée pour les arboriculteurs fruitiers (- 15 %).

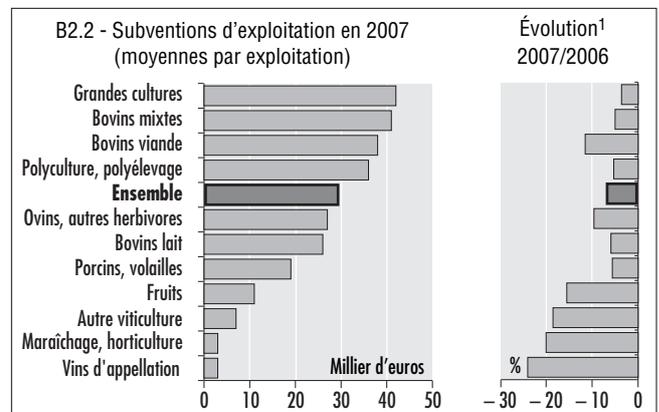
B2.1 - Subventions d'exploitation en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2007	Évolution ¹ 07/06 %
Grandes cultures	42,3	- 3,6
Maraîchage, horticulture	2,9	- 20,0
Vins d'appellation	2,9	- 24,0
Autre viticulture	6,9	- 18,5
Fruits	11,1	- 15,5
Bovins lait	26,4	- 5,9
Bovins viande	37,5	- 11,5
Bovins mixtes	41,1	- 5,0
Ovins, autres herbivores	27,4	- 9,6
Porcins, volailles	18,5	- 5,6
Polyculture, polyélevage	36,1	- 5,3
ENSEMBLE	29,0	- 6,4

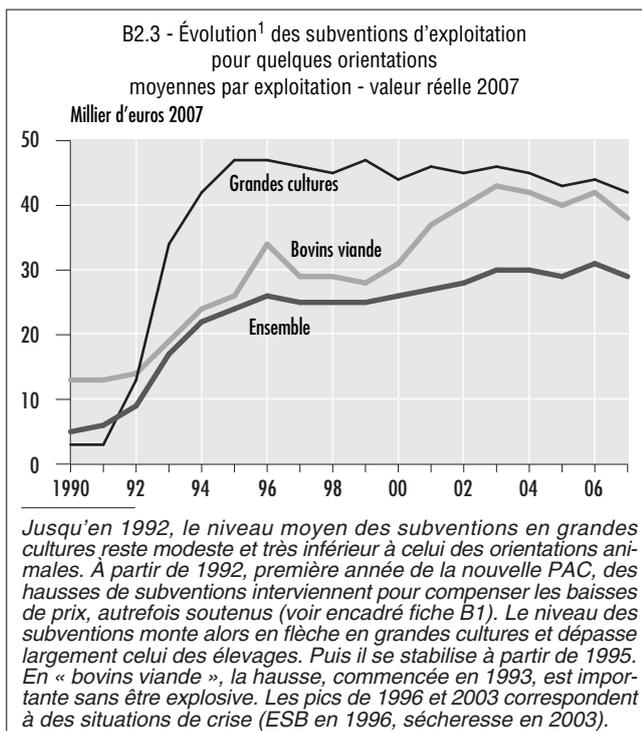
Source : RICA 2006 et 2007

B2.2 - Baisse des subventions en moyenne dans tous les secteurs



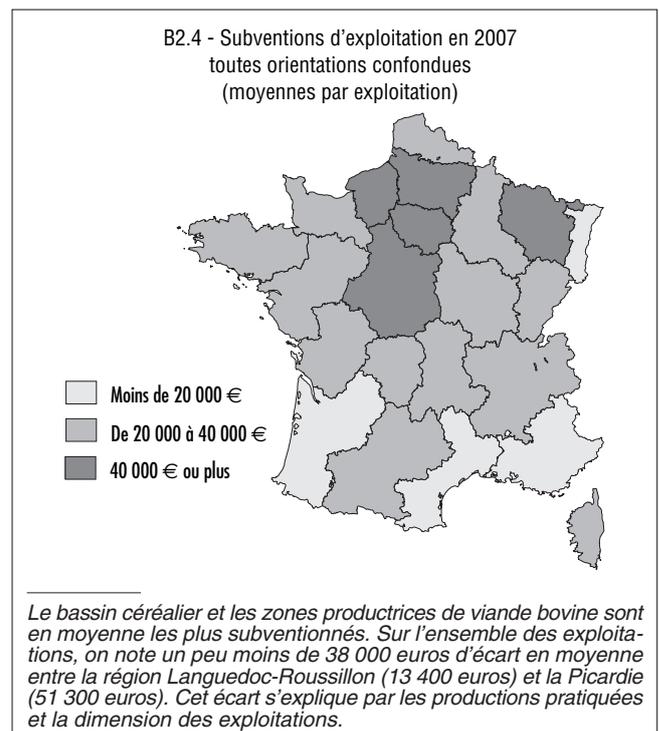
Source : RICA 2006 et 2007

Le montant des subventions chute



Source : RICA

En Picardie, le montant moyen des subventions atteint 51 300 euros



Source : RICA 2007

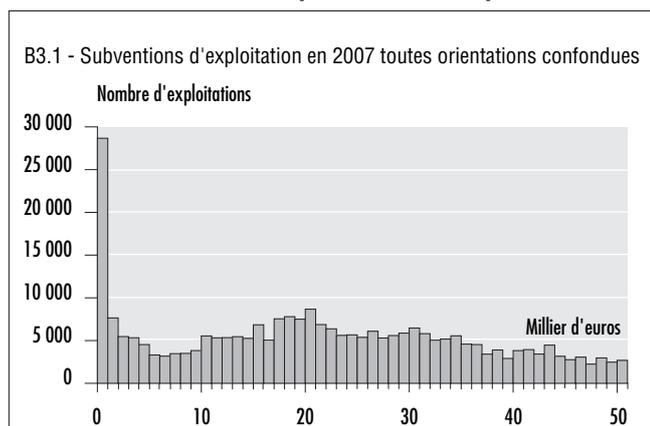
1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Les dispersions

Le montant moyen des subventions perçues n'illustre qu'imparfaitement la situation des exploitations vis-à-vis de l'attribution des aides et autres primes. En effet, une étude de la dispersion met en évidence d'importantes disparités. Toutes orientations confondues, près de 28 700 exploitations, soit 9 % du total, ne perçoivent aucune subvention. La situation n'est guère différente pour les quelque 7 600 exploitations qui bénéficient d'aides d'un montant inférieur à 1 000 euros. Au total, la proportion d'exploitations pour lesquelles les subventions sont nulles ou négligeables se monte à 11 %. À l'inverse, 16 % des exploitations les plus aidées, soit 51 500, perçoivent des aides d'un montant minimum de 50 000 euros. Les disparités sont également fortes au sein des différentes orientations. Elles sont d'autant plus prononcées que les secteurs sont faiblement subventionnés. Ainsi,

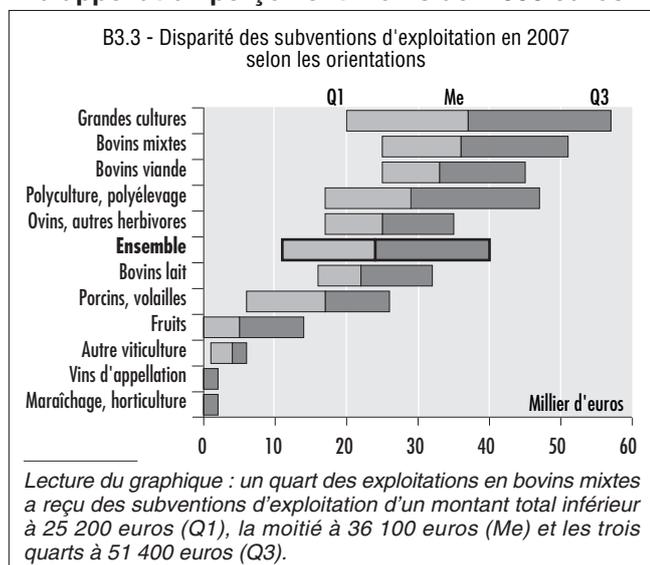
pour 65 % des exploitations spécialisées en viticulture d'appellation, les aides sont nulles ou faibles (moins de 1 000 euros). En grandes cultures, 31 % des exploitations bénéficient de subventions d'au moins 50 000 euros, ce qui n'est le cas que de 0,3 % d'entre elles dans les orientations maraîchage, horticulture. Toutes orientations confondues, 20 % des exploitations se partagent 47 % du total des aides, tandis que les 53 % restants sont répartis sur 80 % des exploitations. La répartition des subventions est fortement corrélée à la dimension économique des exploitations : 46 % des exploitations de grande dimension reçoivent au moins 50 000 euros ; de tels montants ne se rencontrent jamais dans les petites exploitations. Toutefois, une proportion non négligeable de grandes exploitations ne perçoit aucune aide (12 %).

Aucune subvention pour 28 700 exploitations



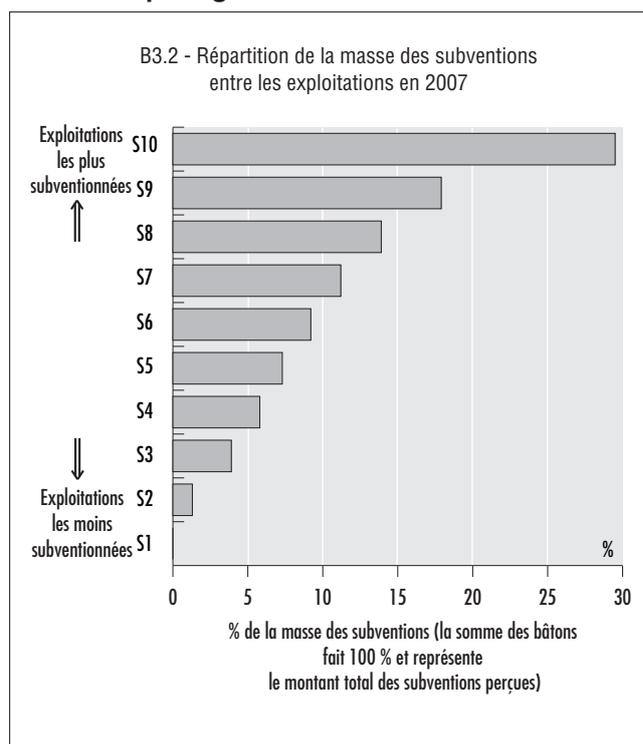
Source : RICA 2007

Les trois quarts des maraîchers et viticulteurs d'appellation perçoivent moins de 2 000 euros



Source : RICA 2007

20 % des exploitations professionnelles se partagent 47 % des subventions



Lecture du graphique : les exploitations sont classées par niveau de subvention croissant, puis regroupées en 10 catégories d'effectif égal : S1 est constitué par les 10 % d'exploitations ayant le niveau de subvention le plus faible, S2 par les 10 % suivantes, etc., jusqu'à S10, constitué par les 10 % d'exploitations ayant le niveau de subvention le plus élevé. Le graphique se lit ainsi : 10 % des exploitations (les plus subventionnées, S10) ont reçu environ le tiers (29 % exactement) de la masse totale des subventions et 20 % des exploitations (S10 et S9) ont reçu 47 % de la masse totale des subventions. À l'opposé, 20 % des exploitations (les moins subventionnées, S1 et S2) ne reçoivent que 1 % de la masse totale des subventions. À noter qu'il s'agit ici des exploitations professionnelles, c'est-à-dire atteignant une certaine taille économique (cf. annexe méthodologique « champ de l'enquête »).

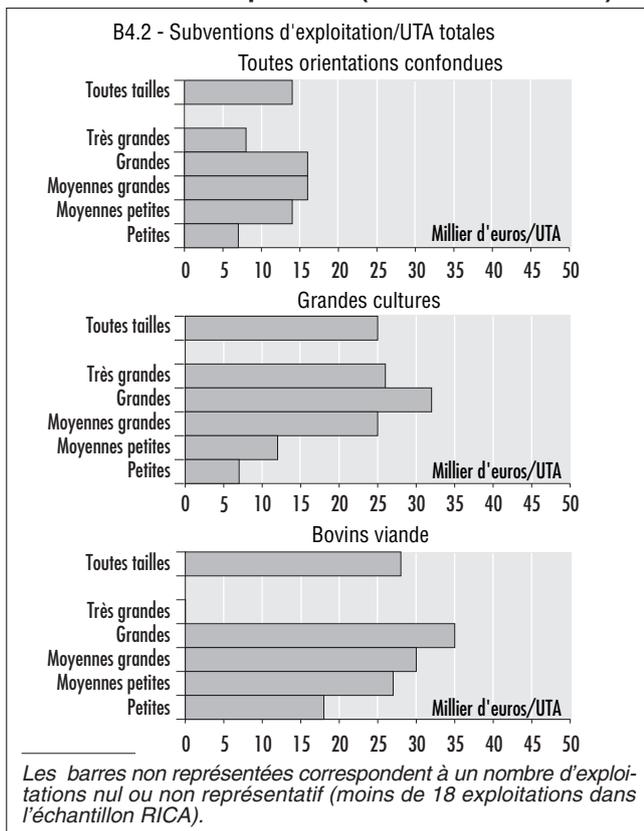
Source : RICA 2007

Ratios divers par orientation et par classe de dimension

Les subventions concourent largement à la formation du résultat dans bon nombre d'orientations. En 2007, ce sont une nouvelle fois les orientations de bovins viande et ovins, autres herbivores qui détiennent le ratio « subventions/RCAI » le plus élevé (respectivement 185 % et 142 %). À l'inverse, ce ratio est extrêmement faible pour la viticulture d'appellation puisqu'il atteint seulement 5 %. Le ratio a diminué sensiblement dans la plupart des orientations en 2007 : grandes cultures (- 52 points), polyculture, polyélevage (- 31 points), bovins lait et bovins mixtes (- 18 points). Il a également diminué en arboriculture fruitière, en viticulture d'appellation et autre viticulture, mais de façon moindre. À l'inverse, il progresse de 37 points en porcins volailles et de 35 points en bovins viande, à cause des mauvais résultats dans ces secteurs.

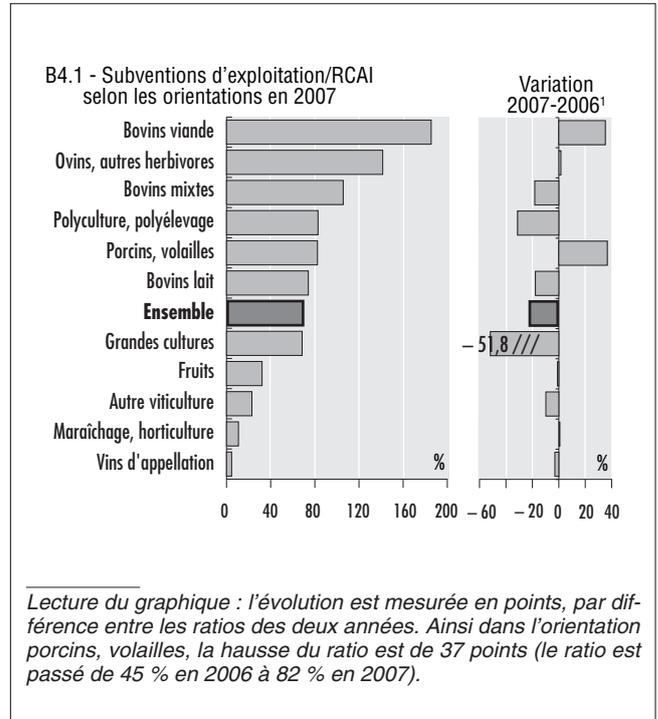
Les ratios de subventions peuvent en outre être ventilés selon la dimension économique. Les plus grandes exploitations perçoivent davantage de subventions par unité de travail dans les orientations très soutenues par la PAC, telles que grandes cultures ou bovins viande. Au niveau global, des effets de structure occultent en partie cette liaison. Le ratio « subventions/MBS » tend quant à lui à décroître lorsque la dimension économique augmente. Les élevages d'herbivores perçoivent plus de subventions par unité de taille économique que les grandes cultures, à dimension économique égale.

Les grosses structures tendent à toucher davantage de subventions par UTA (unité-travail/année)



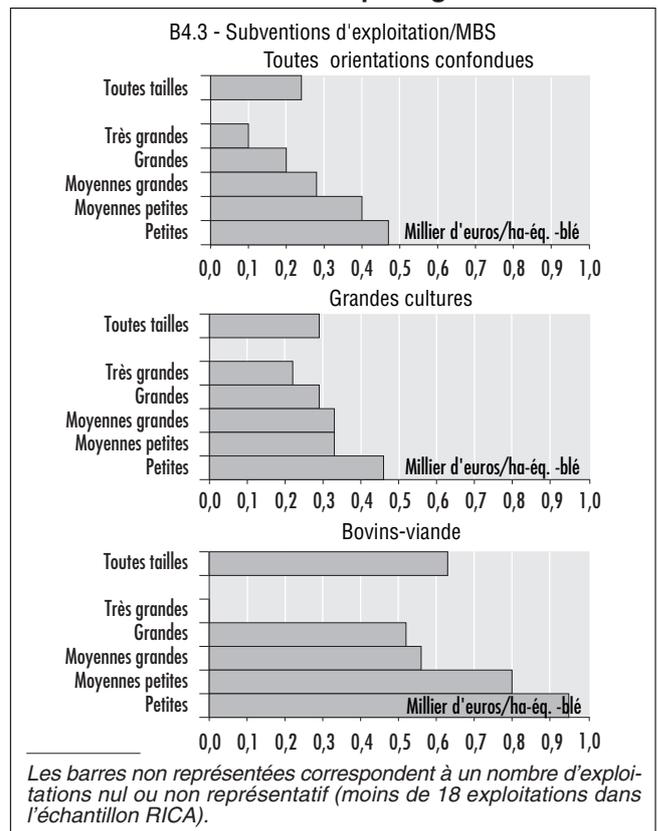
Source : RICA 2007

Dans trois orientations, les subventions d'exploitation sont supérieures au RCAI



1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.
Source : RICA 2006 et 2007

À taille équivalente, plus de subventions par unité de taille en bovins viande qu'en grandes cultures



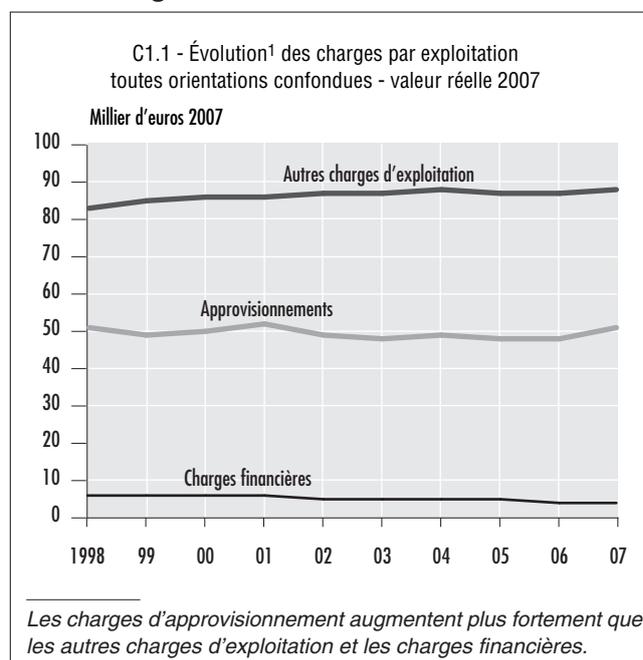
Source : RICA 2007

Les charges courantes : structure et évolution

En 2007, les charges courantes s'élèvent, en moyenne, à 143 500 euros par exploitation. Pour l'ensemble des exploitations, les charges sont en vive hausse (+ 3,0 %¹) par rapport à 2006. Parmi les charges d'approvisionnement, les produits phytosanitaires (+ 6,2 %¹) et surtout les aliments du bétail (+ 13,9 %¹) augmentent fortement. Le poste carburants et combustibles stockés est en légère baisse. Côté charges de structure, les amortissements, les assurances, les travaux pour cultures et élevages et les frais d'entretien des bâtiments et du matériel sont en augmentation. Les charges financières, quant à elles, augmentent mais de façon moindre.

Pour l'ensemble des exploitations, pour 100 euros de charges courantes, 62 sont des charges liées aux structures des exploitations, 35 sont liées aux approvisionnements et 3 sont liées au loyer de l'argent. Par rapport au produit brut, le poids des charges courantes représente pour l'ensemble des exploitations 77 %.

Charges courantes en hausse en 2007



Source : RICA 2007

C1.2 - Les charges courantes en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues

	2007 millier d'euros	Évolution ¹ 07/06 %	Structure en 2007 %
I - Charges d'exploitation	139,0	+ 3,0	96,9
Approvisionnements	50,8	+ 6,5	35,3
Engrais et amendements	8,7	+ 3,1	6,1
Semences et plants	5,3	+ 0,5	3,7
Produits phytosanitaires	7,6	+ 6,2	5,3
Aliments du bétail	16,7	+ 13,9	11,4
Produits vétérinaires	2,4	+ 4,6	1,6
Fournitures	5,1	+ 6,1	3,5
Carburants, combustibles et lubrifiants stockés	5,1	- 0,7	3,6
Autres charges d'exploitation	88,2	+ 1,2	61,6
Dont : Travaux pour cultures et élevages	8,2	+ 2,2	5,6
Loyers et fermages	10,5	+ 0,8	7,3
Entretien des bâtiments et du matériel	6,7	+ 1,3	4,7
Assurances	4,5	+ 1,5	3,1
Charges de personnel	11,0	+ 0,6	7,7
Impôts et taxes	1,9	- 1,1	1,3
Amortissements	26,0	+ 1,2	18,2
II - Charges financières	4,5	+ 0,7	3,1
Charges financières à long ou moyen terme	3,4	- 2,4	2,4
Charges financières à court terme	1,1	+ 12,2	0,8
I + II - Charges courantes	143,5	+ 3,0	100,0

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2006 et 2007

Les charges courantes selon les orientations

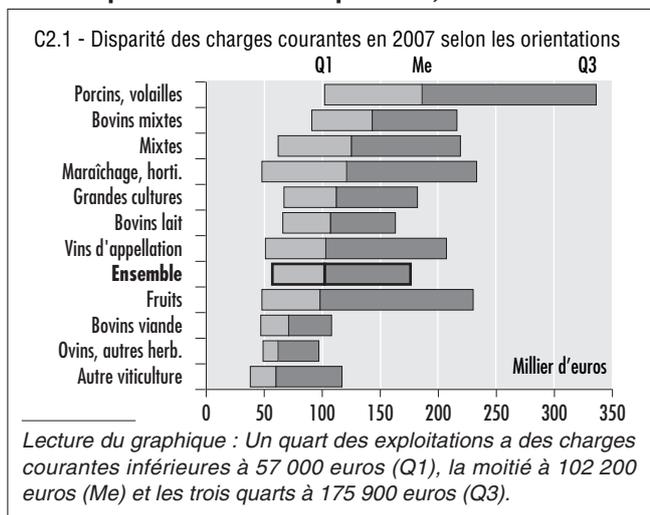
Le niveau des charges courantes dépend fortement des systèmes de production. Ainsi, en 2007, les élevages de porcins, volailles se distinguent par leurs charges élevées (médiane à 186 200 euros). Ils présentent aussi la plus grande dispersion des charges, avec 233 700 euros de différence entre le quart de la population ayant les charges les plus faibles, et le quart ayant les charges les plus élevées. À l’opposé, les élevages de bovins viande et d’ovins, autres herbivores ont des dépenses parmi les plus faibles (médiane de 71 000 et 62 000 euros respectivement) et une dispersion des charges minimum, avec un intervalle inter-quartile d’environ 60 000 et 48 000 euros respectivement. La médiane est

encore plus faible chez les autres viticulteurs (60 000 euros), mais la dispersion plus forte.

Les charges courantes augmentent par rapport à 2006 dans presque toutes les orientations à l’exception du maraîchage-horticulture et de l’arboriculture fruitière. La hausse est particulièrement marquée pour les exploitations de porcins, volailles (+ 9,1 %) et en autre viticulture (+ 4,9 %).

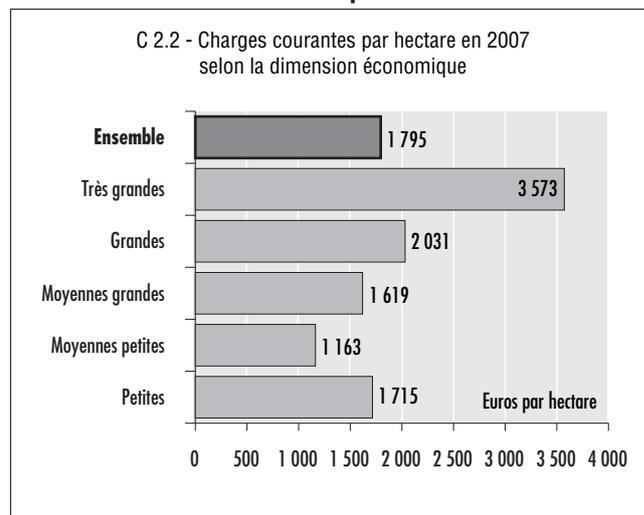
Les charges courantes s’élèvent en moyenne à 3 570 euros par hectare pour les très grandes exploitations. Les charges à l’hectare des « moyennes-petites » exploitations (1 160 euros) sont trois fois plus faibles.

Des charges élevées pour l’orientation porcins, volailles



Source : RICA 2007

Les charges courantes s’élèvent en moyenne à 1 800 euros par hectare



Source : RICA 2007

C2.3 - Charges courantes selon les orientations en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d’euros

Orientation	Charges courantes		dont							
			Charges d’exploitation			Charges financières				
	2007	Évolution ¹ 07/06 %	Charges d’approvisionnement		Autres charges d’exploitation			Total		
2007			Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007
Grandes cultures	145,5	+ 2,4	54,7	+ 3,9	86,5	+ 1,6	141,2	+ 2,5	4,3	+ 0,7
Maraîchage, horticulture	228,9	- 0,2	86,5	- 0,1	138,2	- 0,2	224,6	- 0,2	4,2	- 2,2
Vins d’appellation d’origine	163,2	+ 1,6	31,3	+ 7,3	126,3	+ 0,7	157,6	+ 1,9	5,6	- 6,1
Autre viticulture	101,6	+ 4,9	22,8	+ 10,8	75,7	+ 3,4	98,5	+ 5,0	3,1	+ 1,4
Fruits	188,7	- 1,0	34,9	- 1,8	149,8	- 0,7	184,7	- 0,9	4,0	- 5,7
Bovins lait	124,4	+ 3,9	42,1	+ 8,1	78,0	+ 1,8	120,1	+ 3,9	4,3	+ 4,5
Bovins élevage et viande	85,4	+ 0,1	27,9	+ 2,8	54,5	- 1,4	82,4	- 0,0	3,0	+ 3,2
Bovins lait, élevage et viande	156,6	+ 4,4	56,4	+ 7,2	94,3	+ 2,5	150,7	+ 4,3	5,9	+ 8,9
Ovins, autres herbivores	82,8	+ 0,7	29,6	+ 2,0	50,7	+ 0,1	80,3	+ 0,8	2,6	- 2,4
Porcins, volailles	273,9	+ 9,1	162,7	+ 16,8	102,9	- 0,5	265,6	+ 9,4	8,2	+ 2,0
Polyculture, polyélevage	162,8	+ 4,7	63,4	+ 8,6	94,1	+ 2,3	157,5	+ 4,7	5,3	+ 2,8
ENSEMBLE	143,5	+ 3,0	50,8	+ 6,5	88,2	+ 1,2	139,0	+ 3,0	4,5	+ 0,7

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c’est-à-dire déflatée par l’indice de prix du PIB (voir annexe 2).

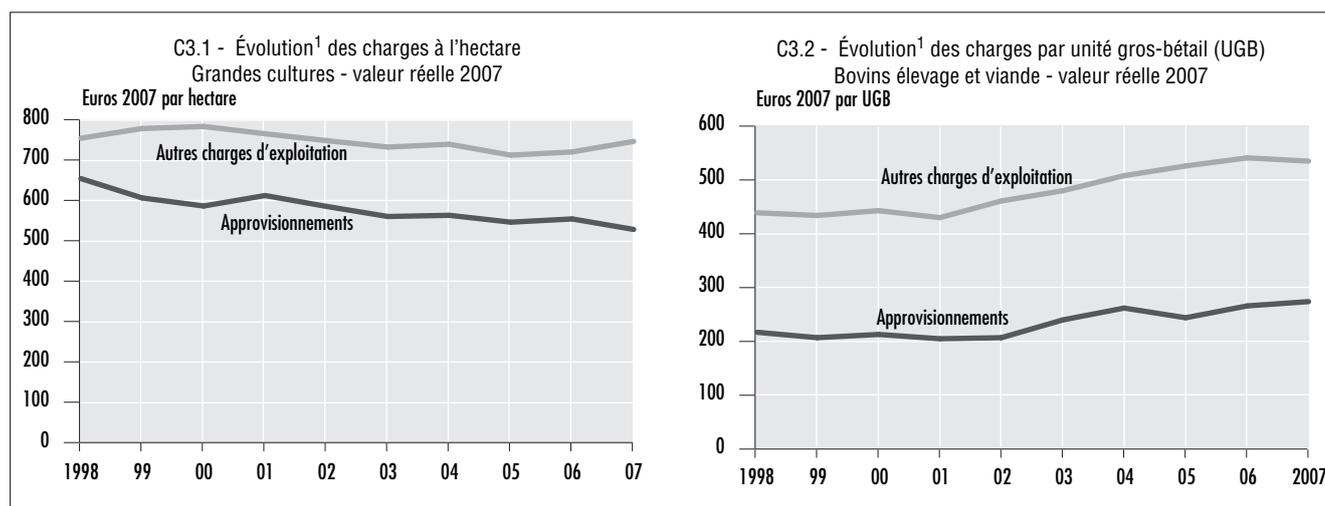
Source : RICA 2006 et 2007

Les charges d'approvisionnement

En 2007, les charges d'approvisionnement atteignent, en moyenne, 50 800 euros par exploitation. Elles sont en vive augmentation par rapport à l'année précédente (+ 6,5 %¹). Cette forte hausse résulte principalement de l'évolution des aliments concentrés (+ 15,5 %¹). L'importance et la composition de ces charges diffèrent selon la spécialisation des exploitations. En grandes cultures, les charges d'approvisionnement, un peu plus élevées que la moyenne, sont surtout composées d'engrais et de phytosanitaires. Les fournitures sont importantes en maraîchage et viticulture AOC, les carburants et combustibles en maraîchage. Dans les élevages de porcins, volailles, les charges d'approvisionnement

atteignent 162 700 euros en moyenne, soit trois fois plus que pour l'ensemble des exploitations. Ce niveau élevé s'explique par l'importance des dépenses en aliments dans ce secteur, qui avec 131 900 euros en 2007, représentent 81 % du total. À l'inverse, avec 22 800 euros par exploitation, les charges d'approvisionnement sont plutôt faibles dans le secteur autre viticulture. Les dépenses d'approvisionnement augmentent pour la plupart des orientations à l'exception de l'arboriculture fruitière. Les principales hausses s'observent parmi les secteurs autre viticulture (+ 10,8 %¹) et porcins, volailles (+ 16,8 %¹).

En 2007, les charges d'approvisionnement s'envolent pour l'ensemble des exploitations



Source : RICA

C3.3 - Charges d'approvisionnement en 2007 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Engrais et amendements	Semences et plants	Produits phytosanitaires	Aliments du bétail	Produits vétérinaires	Fournitures	Carburants lubrifiants et combustibles
Grandes cultures	17,1	9,3	16,1	3,5	0,4	1,7	6,6
Maraîchage, horticulture	9,4	39,2	4,5	0,1	0,0	20,3	13,0
Vins d'appellation d'origine	2,2	0,6	7,9	0,2	0,0	18,5	1,8
Autre viticulture	3,2	1,0	10,6	0,1	0,0	5,1	2,8
Fruits	5,4	3,5	11,6	0,4	0,0	9,6	4,3
Bovins lait	6,1	2,9	2,7	19,1	3,6	3,5	4,2
Bovins élevage et viande	5,0	1,1	1,0	12,2	2,9	2,2	3,4
Bovins lait, élevage et viande	9,0	3,7	4,3	25,1	4,5	4,1	5,8
Ovins, autres herbivores	3,8	1,2	0,9	15,7	2,7	2,3	2,9
Porcins, volailles	3,7	2,3	2,9	131,9	11,5	4,3	6,1
Polyculture, polyélevage	10,8	5,5	8,9	25,4	3,3	3,0	6,5
ENSEMBLE	8,7	5,3	7,6	16,7	2,4	5,1	5,1

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

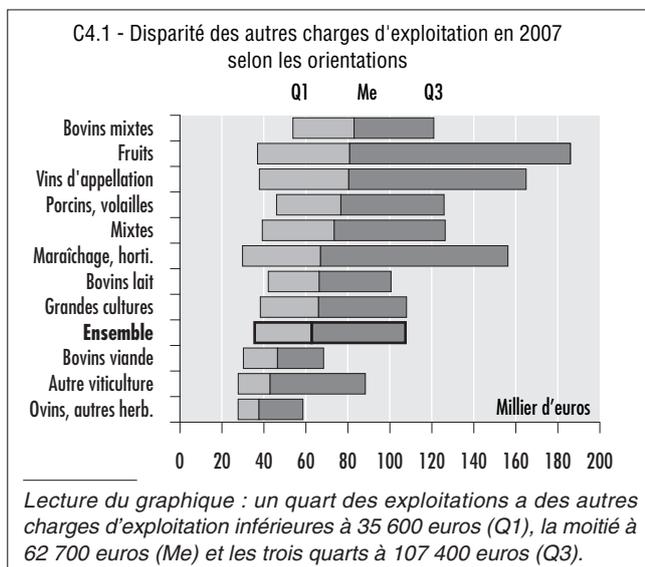
Source : RICA 2007

Les autres charges d'exploitation

En 2007, les autres charges d'exploitation (ou charges de structure) se sont élevées à 88 200 euros par exploitation en moyenne. La composition de ces charges dépend de la spécialisation des exploitations et, en général, est fortement marquée par le poids des amortissements. Ceux-ci représentent plus de 30 % des autres charges d'exploitation dans les secteurs agricoles qui ont peu de charges de personnel. Dans les élevages d'ovins, autres herbivores et de bovins viande, pour lesquels les charges de structure sont relativement faibles en moyenne, les amortissements vont jusqu'à

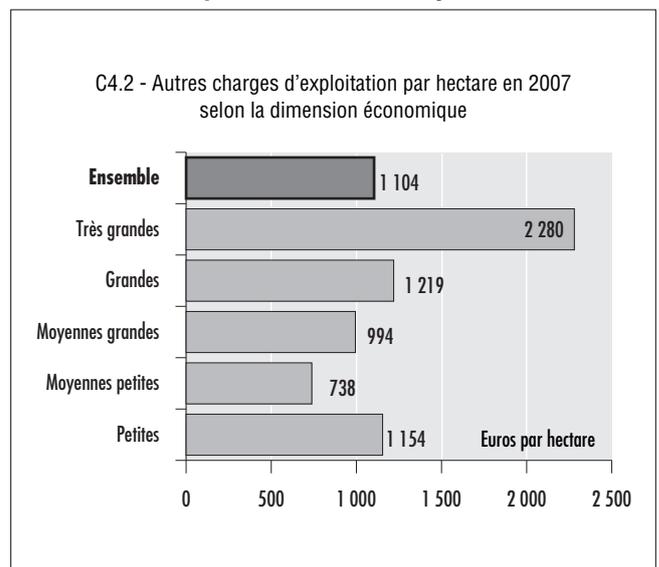
37 %. Les charges de personnel peuvent être très importantes dans certains secteurs. Elles représentent environ 39 % des dépenses pour les producteurs de fruits et les maraîchers, horticulteurs. Elles se démarquent également dans les secteurs viticoles. Pour l'ensemble des exploitations, en 2007, les autres charges d'exploitation sont légèrement en hausse (+ 1,2 %). Ce sont les travaux pour cultures et élevages qui ont le plus augmenté¹ avec + 2,2 %. Les assurances (+ 1,5 %) et les amortissements (+ 1,2 %) augmentent également.

Les charges de structure les plus dispersées sont dans le secteur « Fruits »



Source : RICA 2007

Les charges de structure sont de 1 100 euros par hectare en moyenne en 2007



Source : RICA 2007

C4.3 - Autres charges d'exploitation en 2007 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Travaux pour cultures et élevages	Loyers et fermages	Entretien bâtiments et matériel	Assurances	Charges de personnel	Impôts et taxes	Amortissements	Autres ²
Grandes cultures	7,7	14,2	7,7	5,3	7,6	2,4	27,1	14,5
Maraîchage, horticulture	2,2	3,2	5,5	4,6	54,1	1,8	27,1	39,9
Vins d'appellation d'origine	5,7	19,6	6,2	4,6	34,8	3,3	23,1	29,1
Autre viticulture	5,5	6,5	4,8	3,6	15,0	2,8	18,3	19,2
Fruits	6,9	7,4	6,4	6,5	58,0	1,8	24,5	38,3
Bovins lait	10,9	7,9	6,5	3,6	1,8	1,4	27,0	19,0
Bovins élevage et viande	4,7	6,7	4,9	3,5	1,1	1,1	20,4	12,2
Bovins lait, élevage et viande	11,3	11,1	8,0	4,6	2,5	1,7	33,7	21,4
Ovins, autres herbivores	5,2	4,4	4,6	3,2	2,2	0,9	18,5	11,6
Porcins, volailles	14,4	5,5	7,2	4,6	8,2	1,6	35,3	26,0
Polyculture, polyélevage	11,0	11,1	8,1	5,0	6,6	1,8	30,4	20,1
ENSEMBLE	8,2	10,5	6,7	4,5	11,0	1,9	26,0	19,4

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Somme des charges en eau, gaz, électricité, petit matériel et autres fournitures, redevances de crédit-bail, honoraires, frais de transport, frais de gestion.

Source : RICA 2007

Les charges financières

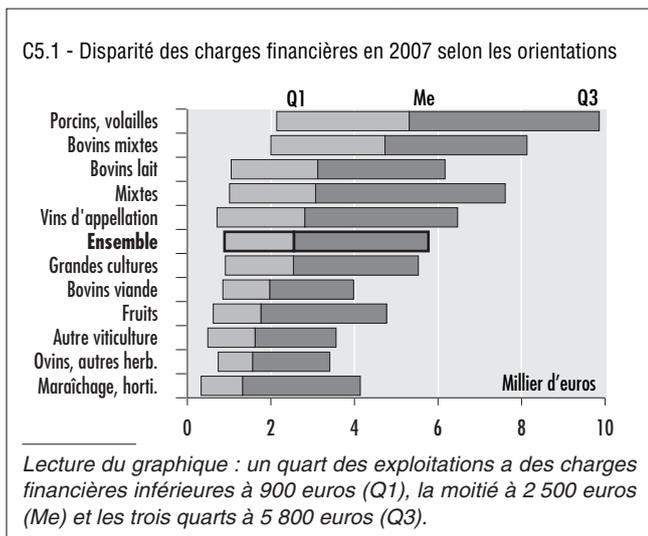
D'un montant moyen de 4 500 euros par exploitation, les charges financières sont¹ assez stables (+ 0,7 %) sous l'effet d'une diminution des charges liées aux emprunts à long ou moyen terme (- 2,4 %) et d'une forte augmentation de celles liées aux emprunts à court terme (+ 12,2 %). Les charges financières sont liées aux résultats des exercices précédents et reflètent les décisions d'investissement prises au cours des exercices antérieurs.

En 2007, la plupart des orientations bénéficient de hausses à l'exception du maraîchage-horticulture, de la viticulture d'appellation, de l'arboriculture fruitière et du secteur des ovins, autres herbivores. La baisse la plus marquée est dans le secteur de la viticulture d'appellation, qui bénéficie d'une économie supérieure

à 6 % par rapport à l'année précédente. Le secteur des bovins mixtes se démarque avec des charges financières augmentant de 9 %.

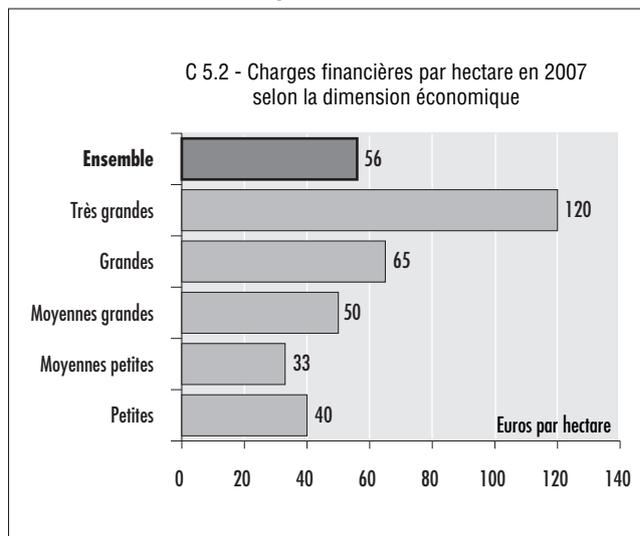
Les élevages de porcins, volailles restent une nouvelle fois les plus pénalisés avec le taux d'intérêt apparent le plus élevé (3,9 %), supérieur de 0,5 point au taux moyen. Ces exploitations sont également celles dont les emprunts sont les plus importants avec une dette moyenne de 212 600 euros (voir tableau F1.3), alors que la dette moyenne sur l'ensemble des exploitations n'est que de 132 300 euros. Tous secteurs confondus, pour une exploitation sur quatre, les charges financières dépassent 5 800 euros. Chez un élevage de porcins, volailles sur quatre, elles atteignent 9 900 euros.

Les charges financières du secteur porcins, volailles sont très nettement supérieures aux autres



Source : RICA 2007

Les charges financières s'élèvent en moyenne à 56 euros par hectare en 2007



Source : RICA 2007

C5.3 - Charges financières en 2007 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Charges financières totales	Charges financières à long ou moyen terme	Charges financières à court terme	Taux d'intérêt apparent %
Grandes cultures	4,3	3,1	1,3	3,4
Maraîchage, horticulture	4,2	3,4	0,9	3,2
Vins d'appellation d'origine	5,6	3,9	1,7	3,0
Autre viticulture	3,1	2,4	0,7	3,3
Fruits	4,0	2,7	1,3	3,0
Bovins lait	4,3	3,6	0,7	3,5
Bovins élevage et viande	3,0	2,4	0,5	3,1
Bovins lait, élevage et viande	5,9	4,5	1,4	3,6
Ovins, autres herbivores	2,6	2,0	0,5	3,3
Porcins, volailles	8,2	6,2	2,0	3,9
Polyculture, polyélevage	5,3	4,0	1,3	3,6
ENSEMBLE	4,5	3,4	1,1	3,4

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2007

Les charges sociales de l'exploitant

Les charges sociales de l'exploitant sont destinées à financer les caisses d'assurances maladie et vieillesse de l'exploitant et des co-exploitants non salariés. Elles sont exclues des charges dans le RICA, de même que les prestations sociales sont exclues des produits, et ne participent pas à la formation du résultat. Elles sont néanmoins enregistrées de façon extra-comptable. Les charges sociales de l'exploitant sont calculées sur la base des résultats des trois années précédentes, ou sur option, sur ceux de l'année précédente. De ce fait, un temps de latence s'observe entre les variations des résultats et les variations des cotisations. En 2007, ces charges représentent, en moyenne, 8 800

euros par exploitation, soit 21 % du résultat courant avant impôts (charges sociales non déduites). Pour la plupart des exploitations, ces charges sont en hausse par rapport à 2006 (+ 3,1 %). L'arboriculture fruitière (+ 10 %¹), le secteur porcins, volailles et autre viticulture (+ 8 %¹) enregistrent une vive remontée des charges sociales en 2007.

En moyenne, les charges sociales du secteur vins d'appellation d'origine sont les plus fortes. Cependant la majorité des exploitations de grandes cultures ont des charges similaires à ce secteur. Quant à la contribution la plus lourde par rapport au RCAI, elle se situe dans les secteurs autre viticulture et arboriculture fruitière.

C Charges

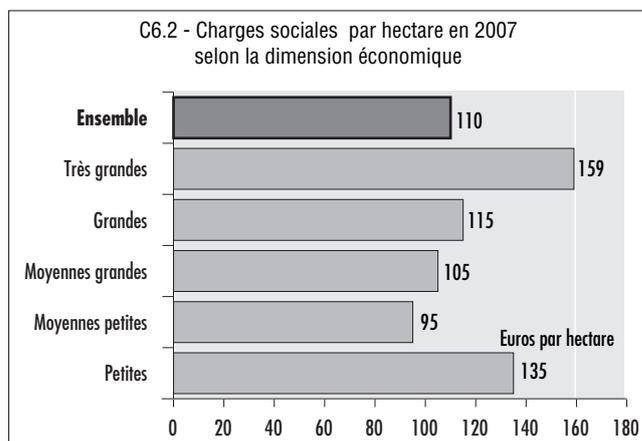
C6.1 - Charges sociales de l'exploitant selon les orientations en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2007 millier d'euros	Évolution ¹ 07/06 %
Grandes cultures	9,9	+ 6,8
Maraîchage, horticulture	8,9	- 5,2
Vins d'appellation d'origine	11,8	+ 0,5
Autre viticulture	6,1	+ 8,0
Fruits	8,1	+ 10,0
Bovins lait	8,2	+ 3,2
Bovins élevage et viande	6,3	- 2,3
Bovins lait, élevage et viande	9,4	+ 3,3
Ovins, autres herbivores	5,8	- 1,4
Porcins, volailles	9,9	+ 8,2
Polyculture, polyélevage	9,3	+ 3,4
ENSEMBLE	8,8	+ 3,1

Source : RICA 2006 et 2007

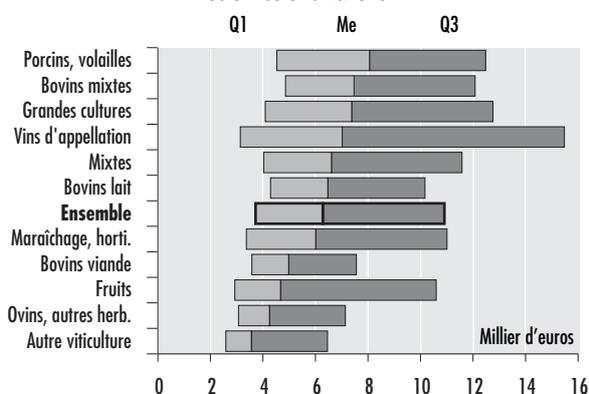
Les charges sociales de l'exploitant s'élèvent en moyenne à 110 euros par hectare en 2007



Source : RICA 2007

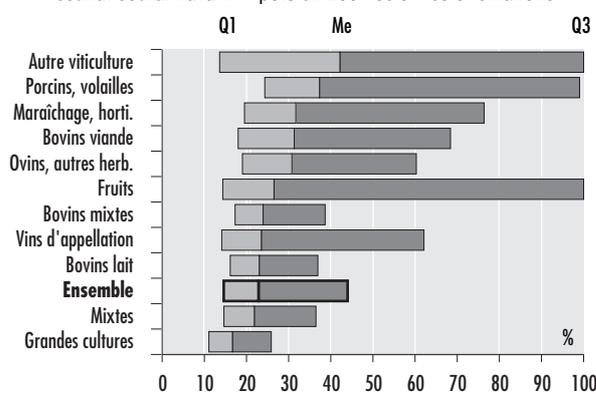
En 2007, les charges sociales représentent plus de 44 % du RCAI pour le quart des exploitations

C6.3 - Disparité des charges sociales de l'exploitant en 2007 selon les orientations



Lecture du graphique : un quart des exploitations a des charges sociales inférieures à 3 700 euros (Q1), la moitié à 6 300 euros (Me), et les trois quarts à 10 900 euros (Q3).

C6.4 - Disparité du ratio charges sociales de l'exploitant/ résultat courant avant impôts en 2007 selon les orientations



Lecture du graphique : un quart des exploitations a des charges sociales qui représentent moins de 15 % du résultat courant avant impôts (Q1), la moitié moins de 23 % (Me), et les trois quarts moins de 44 % (Q3). On considère par convention que les résultats courants négatifs engendrent un ratio de 100 %.

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2007

Les charges en énergie selon les orientations

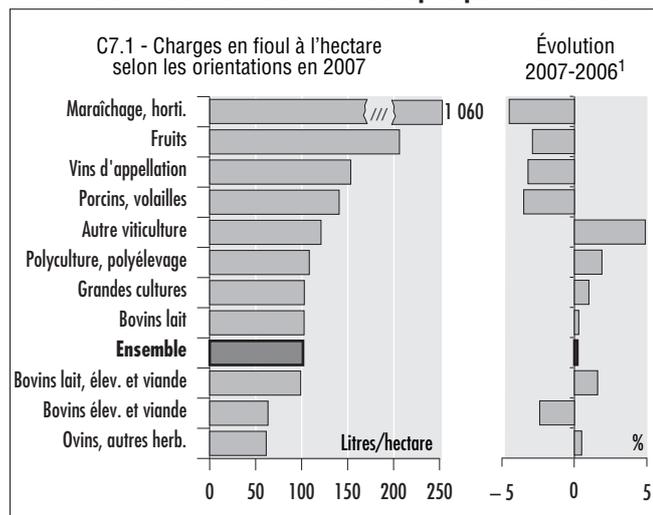
En 2007, les dépenses consacrées à l'énergie ont diminué de 1 %¹ en valeur réelle. Elles avaient pourtant augmenté de 13 % en 2005 et 5 % en 2006. Elles atteignent ainsi 7 800 euros en moyenne par exploitation, soit un peu plus de 5 % du total des charges courantes. Ramenées à l'hectare, elles s'élèvent à 97 euros. Avec 1 600 euros en moyenne, les dépenses en électricité, qui chutent de 4 %, représentent 21 % des charges en énergie.

La plupart des orientations voient leurs dépenses globales en énergie diminuer en 2007, avec en tête le secteur maraîchage, horticulture (- 6 %) et l'arboriculture fruitière (- 4 %). D'une orientation à une autre, la consommation d'énergie et son utilisation peuvent varier considérablement. Ainsi en 2007, les dépenses en énergie à l'hectare s'échelonnent entre 54 euros chez les

éleveurs de bovins viande et 3 800 euros pour les maraîchers, horticulteurs. Dans cette dernière orientation, les surfaces utilisées sont petites, mais les dépenses en énergie, pour les cultures sous serre en particulier, sont très élevées.

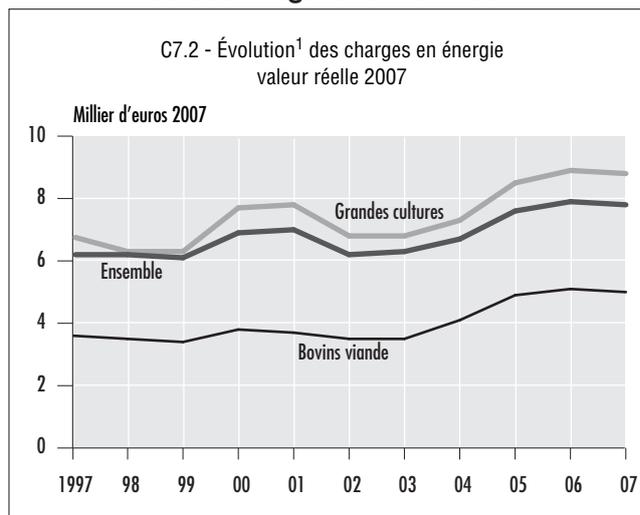
En 2007, la quantité de fioul domestique consommée atteint 8 100 litres en moyenne, soit 2 % de plus qu'en 2006. Ramené à l'hectare, elle atteint 101 litres en moyenne. Les maraîchers, horticulteurs ont réduit fortement leurs volumes consommés. Ils ont réduit les volumes de fioul de 5 % après une réduction de 21 % l'année précédente. Ils conservent néanmoins la consommation la plus élevée de toutes les orientations avec 1 100 litres de fioul domestique consommés en moyenne par hectare.

Les maraîchers utilisent en moyenne 1 100 litres de fioul domestique par hectare



Source : RICA 2006 et 2007

Les dépenses en énergie baissent légèrement en 2007



Source : RICA

C7.3 - Charges en énergie selon les orientations en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Charges totales en énergie (valeur)		Dont						Fioul domestique (quantité 1 000 l)	
			Fioul domestique (carburant et combustible)		Électricité		Autres (gaz stocké ou non, gazole à la pompe, divers)			
	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %
Grandes cultures	8,8	- 1,5	5,8	- 0,5	1,3	- 11,5	1,7	+ 4,1	11,9	+ 2,1
Maraîchage, horticulture	23,9	- 6,1	3,3	- 7,1	3,9	- 4,0	16,8	- 6,4	6,7	- 5,4
Vins d'appellation d'origine	4,5	- 2,7	1,5	- 4,4	1,0	- 10,1	2,0	+ 2,8	3,0	- 3,2
Autre viticulture	4,4	- 1,5	2,1	+ 1,7	0,6	- 10,9	1,6	- 1,5	4,2	+ 4,3
Fruits	8,2	- 4,1	3,3	- 1,8	2,3	- 9,9	2,7	- 1,3	6,1	- 3,3
Bovins lait	6,7	- 0,3	3,8	+ 0,2	1,9	- 0,4	1,0	- 1,7	7,6	+ 1,5
Bovins élevage et viande	5,0	- 1,5	3,0	- 3,1	0,6	- 5,2	1,3	+ 4,3	5,8	- 1,2
Bovins lait, élevage et viande	8,5	- 1,0	5,3	+ 0,7	1,9	- 2,2	1,3	- 6,5	10,6	+ 3,4
Ovins, autres herbivores	4,9	+ 0,5	2,6	- 2,0	1,1	+ 2,0	1,2	+ 4,8	5,1	+ 2,0
Porcins, volailles	11,3	+ 1,5	3,3	- 4,6	4,4	+ 2,2	3,7	+ 7,2	6,5	- 2,7
Polyculture, polyélevage	9,3	+ 1,1	5,3	+ 0,8	1,9	- 1,2	2,2	+ 3,6	10,6	+ 3,8
ENSEMBLE	7,8	- 1,1	4,0	- 0,7	1,6	- 4,1	2,1	+ 0,4	8,1	+ 1,5

1. Toutes les évolutions sont calculées sur un échantillon constant. Les évolutions des valeurs monétaires sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2006 et 2007

La formation du résultat courant

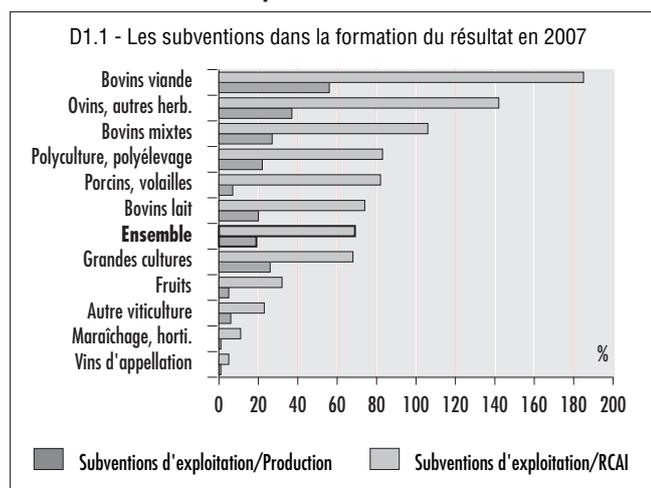
En 2007, la production des exploitations professionnelles est évaluée par le RICA à 153 600 euros en moyenne. Après déduction des charges courantes et prise en compte des subventions d'exploitation, le solde, appelé résultat courant avant impôts (RCAI), s'élève en moyenne à 41 800 euros, en forte hausse par rapport à 2006 (+ 22 %¹).

Le résultat courant avant impôts n'est pas affecté par les charges et les produits exceptionnels et permet ainsi de mieux comparer différents exercices. Les produits courants se composent principalement de la production de l'exercice et des subventions d'exploitation. La production de l'exercice est déterminée par le volume des différentes spéculations et leur valorisation. L'importance des subventions dans la formation du résultat courant avant impôts est une spécificité des orientations concernées par la réforme de la PAC de 1992, à savoir les filières bovins viande et ovins.

Les charges courantes sont constituées d'une part de charges d'exploitation, d'autre part de charges financières. Dans l'ensemble des charges d'exploitation, on distingue les consommations intermédiaires, c'est-à-dire la valeur des biens et services incorporés dans le processus de production. Le rapport des consommations intermédiaires sur l'ensemble des produits varie selon l'orientation technico-économique. Il est structurellement plus important pour l'orientation porcins, volailles. En 2007, il y atteint en moyenne 72 % ; il n'était que de 65 % en 2006 et 2005.

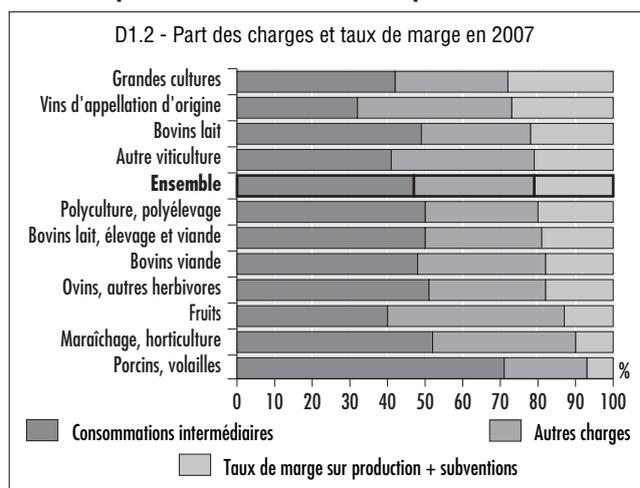
Le rapport de l'ensemble des charges courantes sur la production (y compris les subventions) détermine par différence un taux de marge de l'exploitation agricole. En 2007, c'est l'orientation grandes cultures qui bénéficie du meilleur taux de marge, soit 28 %, contre 7 % pour l'orientation porcins, volailles qui affiche le taux le plus faible.

Les subventions représentent 56 % de la valeur de la production en bovins viande



Source : RICA 2007

Une marge proche de 21 % pour l'ensemble des exploitations



Source : RICA 2007

D1.3 - Soldes intermédiaires de gestion en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Production de l'exercice	Consommations intermédiaires (CI)	Valeur ajoutée ²	Subventions d'exploitation	Excédent brut d'exploitation (EBE)	Autres charges que CI	RCAI	Résultat de l'exercice
Grandes cultures	160,2	84,6	70,9	42,3	91,8	60,9	61,8	70,3
Maraîchage, horticulture	250,1	133,9	112,1	2,9	56,8	94,9	26,6	29,3
Vins d'appellation d'origine	219,7	72,3	142,9	2,9	89,8	90,9	62,0	64,2
Autre viticulture	122,5	52,4	66,7	6,9	50,7	49,2	29,9	33,8
Fruits	206,4	86,5	113,6	11,1	61,7	102,2	34,6	39,4
Bovins lait	132,2	78,4	50,3	26,4	66,4	46,0	35,6	39,3
Bovins viande	67,0	49,7	13,9	37,5	43,3	35,7	20,2	23,6
Bovins lait, élevage et viande	152,2	97,1	50,6	41,1	77,7	59,4	38,9	44,2
Ovins, autres herbivores	73,8	51,1	19,6	27,4	40,2	31,8	19,4	22,0
Porcins, volailles	275,5	210,3	60,9	18,5	65,2	63,6	22,5	26,2
Polyculture, polyélevage	167,5	102,6	60,3	36,1	78,5	60,2	43,6	49,2
ENSEMBLE	153,6	85,0	64,4	29,0	71,6	58,4	41,8	46,7

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. La valeur ajoutée est ici obtenue à partir de la production de l'exercice diminuée des consommations intermédiaires et des primes d'assurance.
Source : RICA 2007

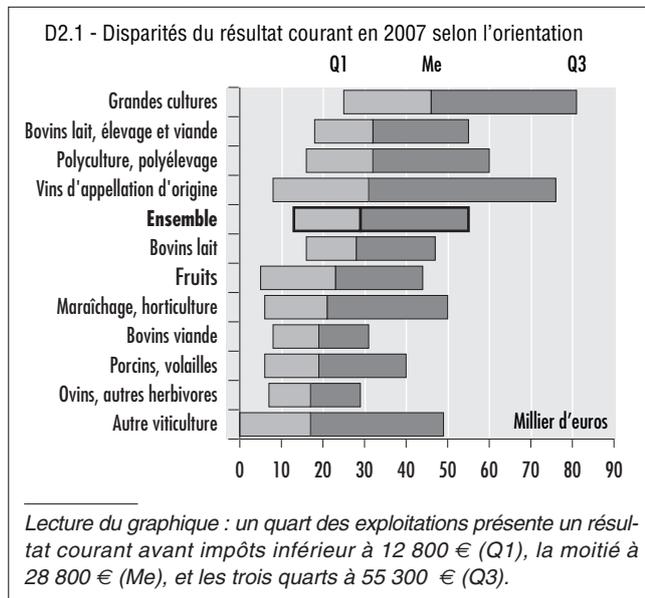
Les niveaux et disparités du résultat courant

Selon les orientations technico-économiques, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts (RCAI) s'échelonnent entre 12 900 euros pour le secteur autre viticulture et 46 000 euros pour le secteur grandes cultures. Les disparités entre orientations ont une composante structurelle. Sur les dix dernières années le secteur vins d'appellation d'origine a le meilleur résultat, alors que le secteur des ovins, autres herbivores a le plus faible. Mais les facteurs conjoncturels bouleversent fréquemment les positions respectives des différentes OTEX.

Cependant, l'orientation n'explique que partiellement les disparités du RCAI, car celles-ci demeurent importantes au sein de chaque spécialisation. Elles sont spécialement marquées dans l'orientation vins d'appellation d'origine.

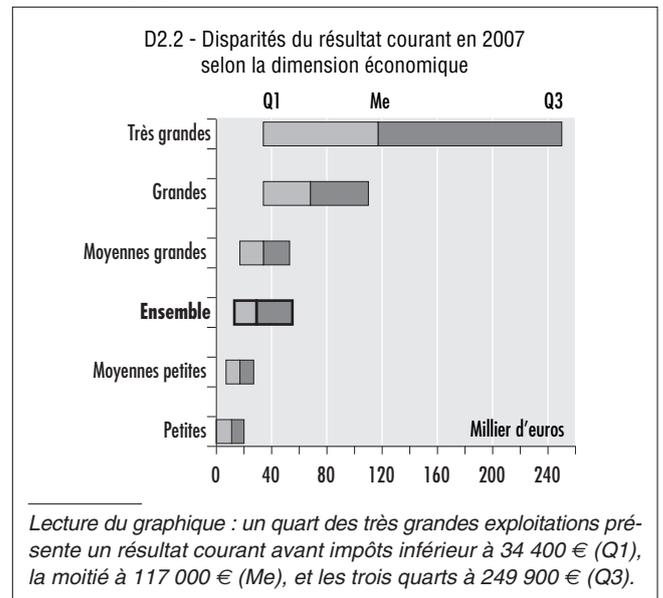
Selon les classes de dimension économique, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts s'échelonnent entre 6 100 euros pour les exploitations de 8 à 16 unités de dimension européenne (UDE) et 117 000 euros pour les exploitations de plus de 250 UDE.

Dispersions internes plus faibles pour l'orientation ovine



Source : RICA 2007

Un quart des exploitations de très grande taille dégagent un RCAI inférieur à 34 400 €



Source : RICA 2007

D2.3 - Déciles¹ du résultat courant avant impôts selon les orientations

En millier d'euros

Orientation	Déciles								
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e	8 ^e	9 ^e
Grandes cultures	9	21	30	37	46	58	72	92	132
Maraîchage, horticulture	- 8	3	7	15	21	28	39	58	80
Vins d'appellation d'origine	- 10	3	13	22	31	45	60	103	196
Autre viticulture	- 19	- 7	- 1	4	13	20	32	52	99
Fruits	- 13	- 1	7	16	23	30	39	55	101
Bovins lait	7	14	19	24	29	35	43	56	74
Bovins viande	- 1	5	10	15	19	23	27	34	43
Bovins lait, élevage et viande	5	13	21	25	32	37	47	61	78
Ovins, autres herbivores	- 3	3	9	12	17	22	26	33	42
Porcins, volailles	- 16	3	7	12	19	27	36	47	67
Polyculture, polyélevage	3	13	19	25	32	42	53	68	100
ENSEMBLE	- 1	9	16	22	29	37	48	64	99

1. Les neuf déciles séparent la population en dix groupes d'effectifs égaux. Ainsi, un dixième des exploitations de grandes cultures obtient un résultat inférieur à 9 500 euros (1^{er} décile). La même proportion obtient un résultat supérieur à 131 900 euros (9^e décile).

Source : RICA 2007

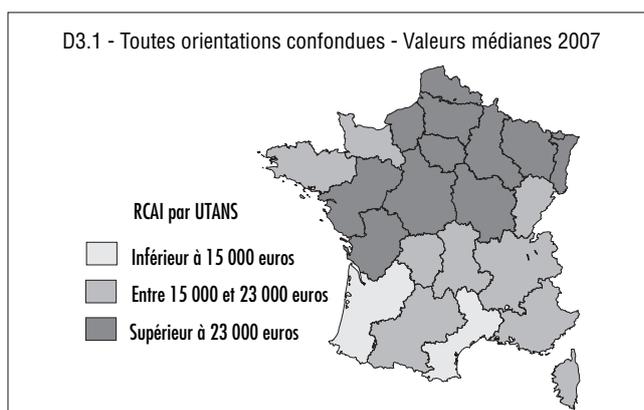
Les niveaux et disparités du revenu par unité de travail non salariée

Hors charges sociales, la médiane du résultat courant par unité de travail annuel non salariée (UTANS) atteint 22 000 euros, soit 1 830 euros par mois, cette somme correspondant à la rémunération du travail et au revenu des capitaux propres.

Toutes orientations confondues, les exploitations champenoises disposent une fois encore des résultats par UTANS les plus élevés mais aussi les moins homogènes. Au contraire c'est dans la région Languedoc-Roussillon que ces revenus sont les plus faibles, en raison notamment des difficultés de la filière viticole. Dans l'orientation grandes cultures, la région Île-de-France affiche un revenu par UTANS médian d'environ 68 300 euros contre 17 300 en Bretagne. En bovins viande, la médiane du résultat par UTANS se situe à 21 200 euros pour le Languedoc-Roussillon alors qu'elle n'est que de 8 400 euros pour la région Aquitaine, les autres régions spécialisées affichant des résultats entre 14 000 et 20 000 euros. Les disparités inter-régionales observées doivent être considérées comme la résultante de plusieurs facteurs tels que la taille économique moyenne des exploitations, le degré d'intensification, l'éligibilité aux aides directes.

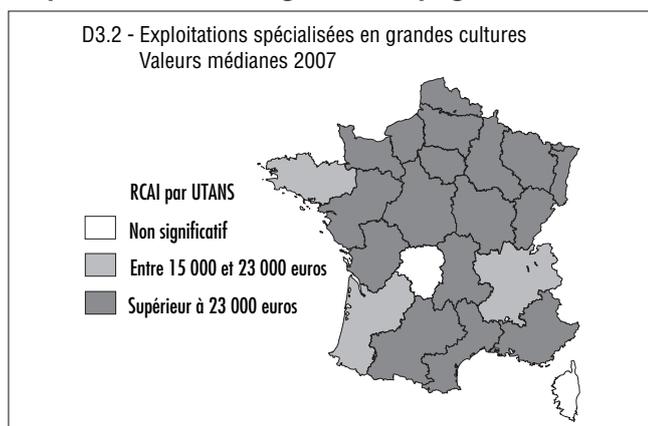
tante de plusieurs facteurs tels que la taille économique moyenne des exploitations, le degré d'intensification, l'éligibilité aux aides directes.

Les régions Champagne-Ardenne et Ile-de-France loin devant



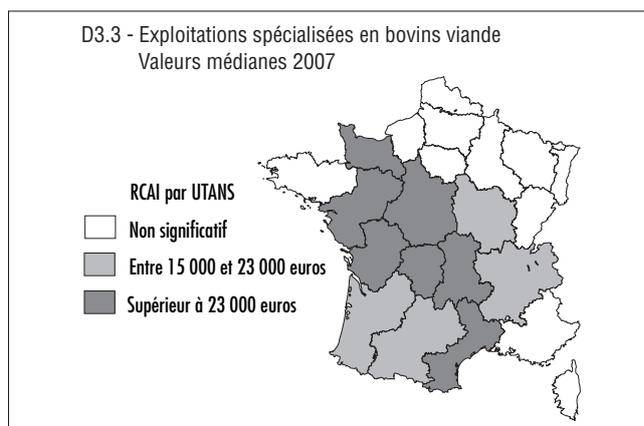
Source : RICA 2007

En grandes cultures, la région Ile-de-France passe devant la région Champagne-Ardenne



Source : RICA 2007

En bovins viande, la région Languedoc-Roussillon a les meilleurs résultats



Source : RICA 2007

D3.4 - Disparités inter-régionales par orientation

Résultat courant avant impôts par unité de travail annuel non salarié

En millier d'euros

Orientation	France entière	Valeurs médianes ¹ 2007	
		dont région la plus faible ²	dont région la plus forte ²
Grandes cultures	38,9	17,3 Bretagne	68,3 Île-de-France
Maraîchage, horticulture	15,2	15,0 Pays de la Loire	16,5 Provence-Alpes-Côte d'Azur
Vins d'appellation d'origine	22,8	5,1 Languedoc-Roussillon	115,8 Champagne-Ardenne
Autre viticulture	22,8	0,9 Languedoc-Roussillon	55,7 Poitou-Charentes
Fruits	16,0	9,6 Languedoc-Roussillon	24,7 Pays de la Loire
Bovins lait	20,3	14,2 Aquitaine	25,7 Poitou-Charentes
Bovins viande	16,3	8,4 Aquitaine	21,2 Languedoc-Roussillon
Bovins lait, élevage et viande	21,6	17,0 Auvergne	24,0 Lorraine
Ovins, autres herbivores	13,0	6,5 Auvergne	22,7 Languedoc-Roussillon
Porcins, volailles	15,0	15,0 Aquitaine	18,5 Pays de la Loire
Polyculture, polyélevage	23,3	5,7 Languedoc-Roussillon	41,2 Poitou-Charentes
ENSEMBLE	22,0	8,1 Languedoc-Roussillon	67,6 Champagne-Ardenne

1. Pour un ensemble géographique donné, la valeur retenue est la médiane, valeur qui sépare la population d'exploitations en deux groupes d'effectifs égaux.

2. Pour une orientation de production donnée, sont retenues parmi les régions ayant suffisamment d'exploitations, celles qui possèdent la plus faible ou la plus forte médiane.

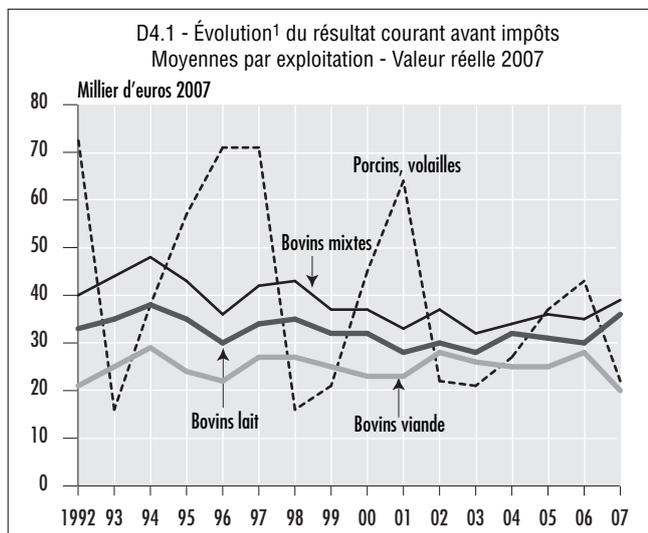
Source : RICA 2007

Les évolutions du résultat courant

Pour l'ensemble des exploitations, le résultat courant avant impôts (RCAI) a augmenté de 22 %¹ en 2007. La hausse de la production de l'exercice, grâce à la bonne tenue des prix, est à l'origine de cette forte augmentation du résultat courant. Cette hausse globale cache néanmoins une grande diversité et des évolutions contraires suivant les orientations des exploitations, qui ont supporté très différemment les effets de la conjoncture. Cette année le bon résultat est tiré par la hausse exceptionnelle de l'orientation grandes cultures (+ 70 %) et

viticulture d'appellation (+ 24 %). Au contraire le secteur maraîchage horticulture perd 25 %, et la situation est encore plus préoccupante pour les bovins viandes (- 28 %) et surtout l'élevage hors-sol (- 48 %). Le RCAI moyen par exploitation du secteur ovins, autres herbivores, qui est en baisse cette année, est une nouvelle fois le plus bas tous secteurs confondus avec 19 400 euros, le meilleur étant celui des producteurs de vins d'appellation d'origine avec 62 000 euros, suivis de très près par les exploitants de grandes cultures.

Les élevages porcins, volailles chutent fortement



Source : RICA

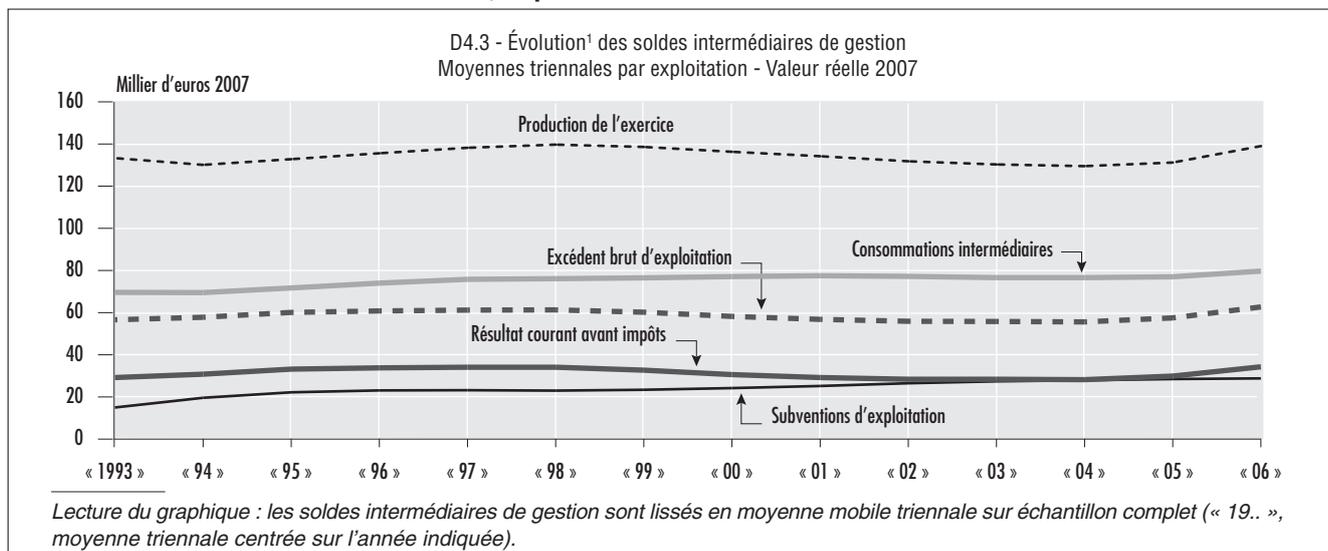
D4.2 - Résultat courant avant impôts selon les orientations en 2007

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	2007 millier d'euros	Évolution ¹ 07/06 %
Grandes cultures	61,8	+ 70,2
Maraîchage, horticulture	26,6	- 24,7
Vins d'appellation d'origine	62,0	+ 24,1
Autre viticulture	29,9	+ 19,6
Fruits	34,6	- 12,8
Bovins lait	35,6	+ 17,2
Bovins élevage et viande	20,2	- 28,3
Bovins lait, élevage et viande	38,9	+ 11,5
Ovins, autres herbivores	19,4	- 10,6
Porcins, volailles	22,5	- 47,7
Polyculture, polyélevage	43,6	+ 29,9
ENSEMBLE	41,8	+ 22,0

Source : RICA 2006 et 2007

En 2007, la production de l'exercice s'envole



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

Les déterminants structurels du résultat courant

Incidence des facteurs structurels sur le résultat courant et la production de l'exercice

Le résultat courant d'une exploitation peut en partie être considéré comme fonction de ses caractéristiques structurelles : l'orientation technico-économique (OTEX), la dimension économique mesurée par la marge brute standard (MBS) et la région.

Par elle-même, l'OTEX présente un pouvoir explicatif¹ de la variabilité du résultat courant d'environ 8 %, nettement plus faible que celui du potentiel productif estimé par la MBS, soit près de 20 %. De fait, au sein d'une orientation, sont regroupées des exploitations dont la dimension économique est hétérogène. Si bien que la prise en compte simultanée² de la MBS et de l'orientation³ permet d'expliquer 30 % de la variabilité du résultat, mesuré par le résultat courant avant impôts.

Le facteur régional bien que de faible influence n'est cependant pas négligeable puisqu'il explique à lui seul près de 17 % de la dispersion du résultat courant. Au sein d'une même orientation et d'une même classe de dimension économique, il permet de prendre en compte des variations voire des accidents climatiques ou recouvre des facteurs de compétitivité induits par la diversité des

milieux naturels. Conjugué à la dimension économique, il permet d'expliquer plus de 22 % de la variabilité du résultat courant.

La production de l'exercice s'avère mieux modélisée que le résultat courant par les facteurs structurels. Sa variabilité est expliquée à 10 % par l'orientation technique, à près de 31 % par la classe de dimension économique (CDEX). Cette part de variabilité expliquée monte jusqu'à 37 % en conjuguant les deux critères.

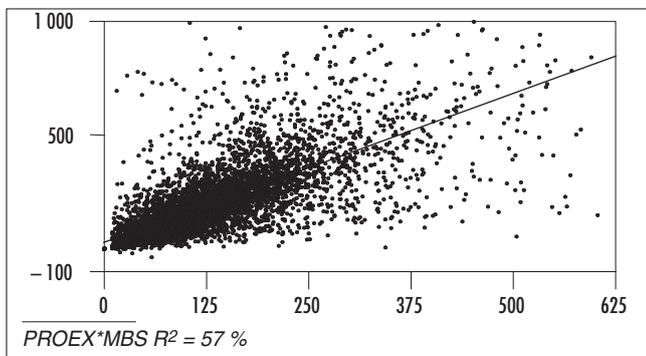
Les facteurs structurels ne sauraient déterminer complètement la production de l'exercice et encore moins le résultat courant avant impôts. Les aléas climatiques, la conduite technique de l'exploitation et le mode de gestion financière jouent un rôle déterminant. Cependant, l'analyse présentée ci-dessus justifie a posteriori leur prise en compte comme critères de stratification de l'échantillon RICA et nous renseigne sur la part de variabilité qui pourrait être attribuée à d'autres facteurs indépendants.

1. Évalué dans le cadre d'un modèle linéaire, avec pour indicateur le R^2 -ajusté d'une régression entre le résultat courant et les facteurs explicatifs.

2. Au sein d'un modèle linéaire additif à effets fixes constitué de deux facteurs avec interaction.

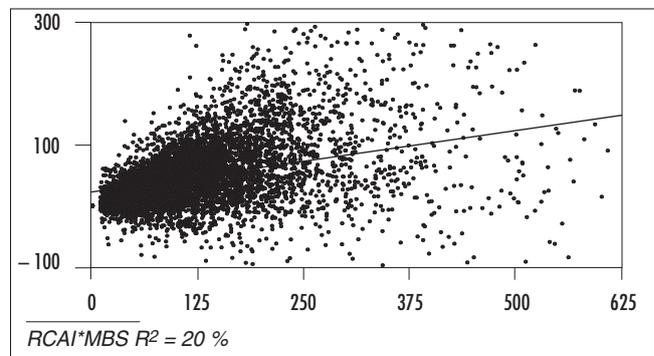
3. Les facteurs qualitatifs tels que l'orientation sont introduits dans le modèle sous forme de variable indicatrice.

D5.1 - Dispersion de la production de l'exercice (PROEX) en fonction de la marge brute standard (MBS) Ensemble des exploitations



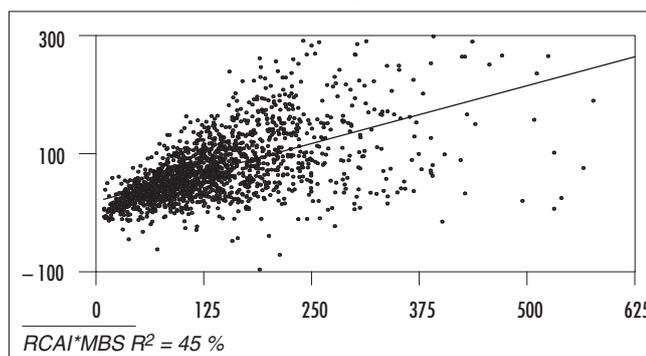
Source : RICA 2007

D5.2 - Dispersion du résultat (RCAI) en fonction de la marge brute standard (MBS) Ensemble des exploitations



Source : RICA 2007

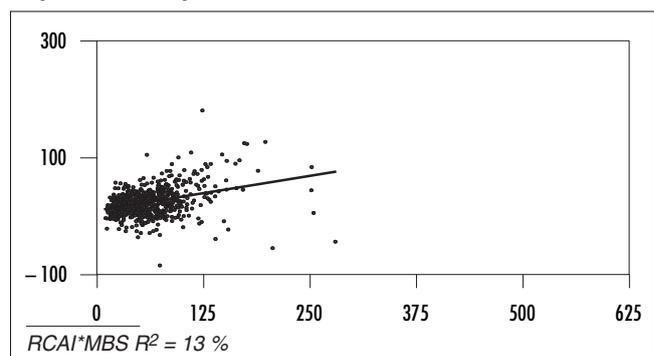
D5.3 - Dispersion du résultat (RCAI) en fonction de la marge brute standard (MBS) Exploitations spécialisées en grandes cultures



Lecture des graphiques : Dans le graphique 5.1, la dispersion du potentiel économique (MBS) explique 57 % de la variabilité de la production (PROEX). Le R^2 estime le pourcentage de variance pris en compte par le modèle de régression linéaire expliquant PROEX par MBS. En abscisse, la MBS est exprimée en hectare équivalent blé et en ordonnée la production ou le RCAI en millier d'euros.

Source : RICA 2007

D5.4 - Dispersion du résultat (RCAI) en fonction de la marge brute standard (MBS) Exploitations spécialisées en bovins viande



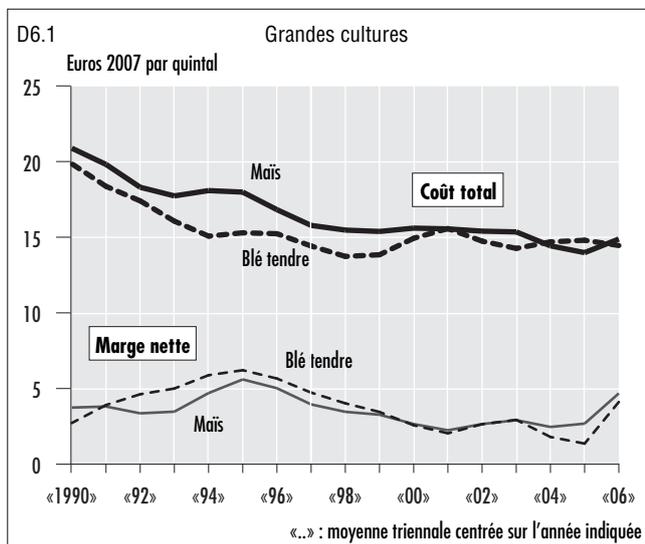
Source : RICA 2007

Coûts de production et marges unitaires

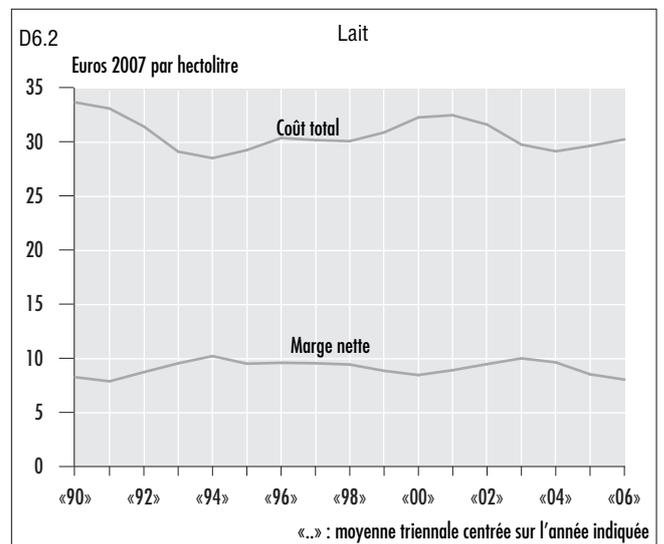
En 2007, le coût de production du quintal de blé tendre est estimé (hors travail) à 14 euros, équivalent à celui de 2006. La hausse du coût des engrais et des phytosanitaires est compensée par une baisse de 7 % des coûts fixes. Ce coût est pour la première fois depuis 1992, significativement inférieur au prix enregistré à la production qui s'est envolé à 19 euros le quintal. Après affectation économétrique des subventions d'exploitation incluant le paiement unique, la marge nette de l'exploitant s'établit à 10 euros par quintal. Malgré un rendement en baisse, la marge à l'hectare du blé tendre atteint 645 euros, soit près du triple de 2006. Avec une hausse des prix moindre, mais un rendement en augmentation, le maïs dégage une

marge de 774 euros à l'hectare. La marge nette à l'hectare de la betterave est divisée par deux en raison d'une baisse des prix, passant à 474 euros.

Le prix moyen du lait à la production a connu une vive progression à la fin de 2007. Pour l'exercice 2007, la hausse est de 10 %. Avec un coût de production en quasi-stagnation, la marge nette s'établit à 9 euros par hectolitre de lait en 2007, en forte hausse. Structurellement, la Bretagne région de production intensive avec de faibles coûts ou Rhône-Alpes qui bénéficie d'une meilleure valorisation grâce à ses appellations dégagent des marges supérieures à une région présentant des profils moins spécialisés comme la Basse-Normandie.



Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production



Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production

D6.3 - Une meilleure rentabilité du blé Grandes cultures

2007	Blé tendre	Maïs ¹	Betterave
Rendement	q/ha	q/ha	t/ha
	66,7	95,7	84,1
COÛTS ET RÉSULTATS	€/q	€/q	€/t
Coûts variables	6,3	5,9	12,1
dont : engrais	2,2	2,4	3,6
prod. phytosanitaires	2,8	1,1	2,7
Coûts fixes	8,0	10,5	15,3
dont : loyers, fermages, intérêts			
sur achats fonciers	2,2	1,2	3,6
autres biens et services	0,5	3,6	5,8
amortissements	3,1	3,0	2,4
Coût de production	14,3	16,4	27,4
Prix à la production	18,5	18,8	26,0
Marge nette avant subventions	4,2	2,4	- 1,4
Subv. affectée par le modèle*	5,5	5,7	7,0
Marge nette	9,7	8,1	5,6

1. Regroupe maïs grain et maïs semence.
 Champ : exploitations de l'OTEX « grandes cultures » (codes 13 et 14) et « cultures et herbivores » (code 81).
 *modèle économétrique « Coûts de production » INRA-INSEE-RICA
 Source : RICA 2007 - Modèle économétrique coûts de production

D6.4 - Des résultats plus médiocres en Basse-Normandie

«2006»	France	Rhône-Alpes	Bretagne	Basse-Normandie
Rendement (hl/tête)	60,2	56,5	66,3	55,0
COÛTS* ET RÉSULTATS				
Coûts variables	9,4	9,3	6,6	8,3
dont : alim. pour animaux	5,2	5,4	3,1	4,2
engrais pour la surface fourragère	1,7	1,3	1,7	1,8
Coûts fixes	20,8	23,6	18,8	21,5
dont : loyers, fermages, intérêts sur achats fonciers	1,9	1,7	1,3	3,2
autres biens et services	7,5	5,8	9,0	8,1
amortissements	7,0	10,7	4,8	5,9
Coûts de production	30,2	32,9	25,5	29,9
Prix à la production	31,5	35,5	30,3	32,0
Marge nette hors subventions	1,3	2,6	4,8	2,2
Subv. affectée par le modèle*	6,7	6,6	4,8	5,3
Marge nette	8,0	9,2	9,6	7,5

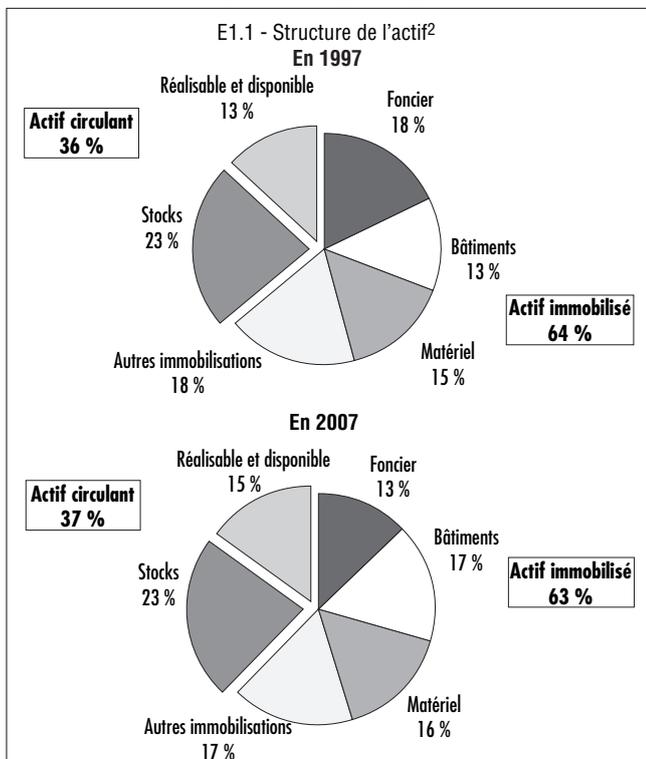
Champ : exploitations de l'OTEX « bovins lait » (code 41).
 *modèle économétrique « Coûts de production » INRA-INSEE-RICA
 Source : RICA - Modèle économétrique coûts de production «2006» : moyenne triennale 2005-2006-2007

L'actif : structure et évolution de 1997 à 2007

À la clôture de l'exercice 2007, l'actif des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 363 000 euros en moyenne par exploitation, soit une augmentation sensible sur échantillon constant¹ par rapport à 2006 (+ 3 %). Les immobilisations représentent un peu moins des deux tiers de l'actif.

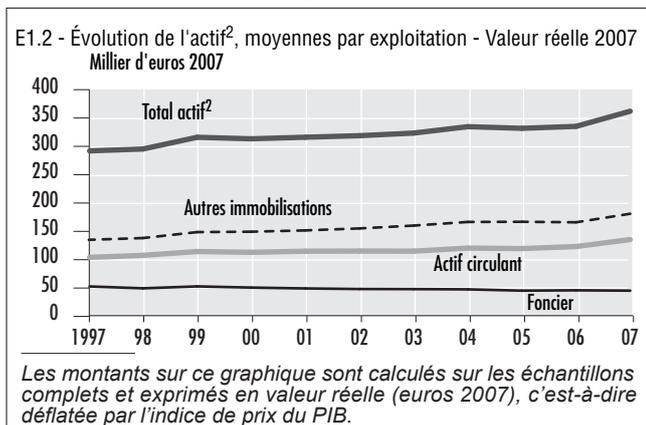
Entre 1997 et 2007, la part du foncier dans l'actif total a diminué de façon sensible (- 6 points). Cette contraction ne résulte pas d'une réduction de la surface des exploitations, mais du développement du fermage. Les terres des exploitations qui disparaissent autorisent l'agrandissement des exploitations pérennes, la location demeurant le mode de reprise le plus fréquent et le développement des bâtiments

Le foncier ne représente plus que 13 % de l'actif



Source : RICA 1997 et 2007

En valeur réelle, l'actif augmente sensiblement en 2007



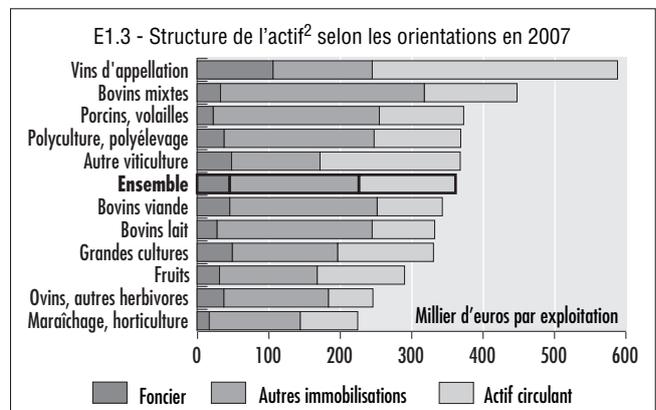
Source : RICA

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).
2. Total actif hors compte de régularisation.

et installations spécialisées (+ 4 points). Au sein des sociétés, les terres des différents associés ne figurent généralement pas au bilan de l'exploitation.

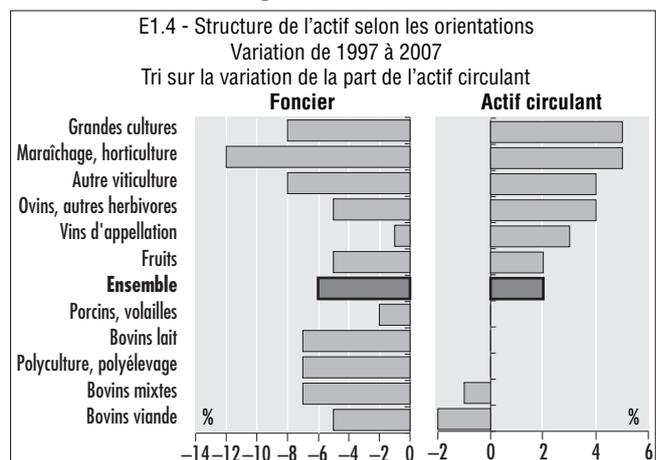
Les montants d'actifs les plus élevés se rencontrent au sein de la viticulture d'appellation d'origine (589 000 euros en moyenne par exploitation dans cette orientation), suivi de l'élevage de bovins mixtes (448 000 euros). Ensuite, élevage de porcins (373 000 euros), polyculture, polyélevage et autre viticulture (369 000 euros) sont au dessus de la moyenne d'ensemble. En queue, maraîchage, horticulture et élevage d'ovins, caprins présentent des montants beaucoup plus faibles (225 000 et 246 000 euros).

La viticulture d'appellation demeure la plus capitalistique



Source : RICA 2007

Recul général du foncier



Ce graphique montre comment la variation de la structure de l'actif de 1997 à 2007 se décline selon les orientations. En haut, se trouvent les spécialisations pour lesquelles la part des actifs immobilisés a le plus régressé au profit des actifs circulants. La part du foncier diminue dans toutes les spécialisations notamment en maraîchage, horticulture (- 12 points). La variation de la part des autres immobilisations se déduit à l'aide des variations des deux autres. Ainsi en maraîchage, horticulture, le foncier diminue de 12 points et l'actif circulant augmente de 5 points, les autres immobilisations augmentent donc de 7 points entre 1997 et 2007. À la différence des cultures végétales, la part de l'actif circulant augmente peu dans les élevages, pour qui ce sont les autres immobilisations, et particulièrement le cheptel des animaux reproducteurs, qui augmentent le plus.

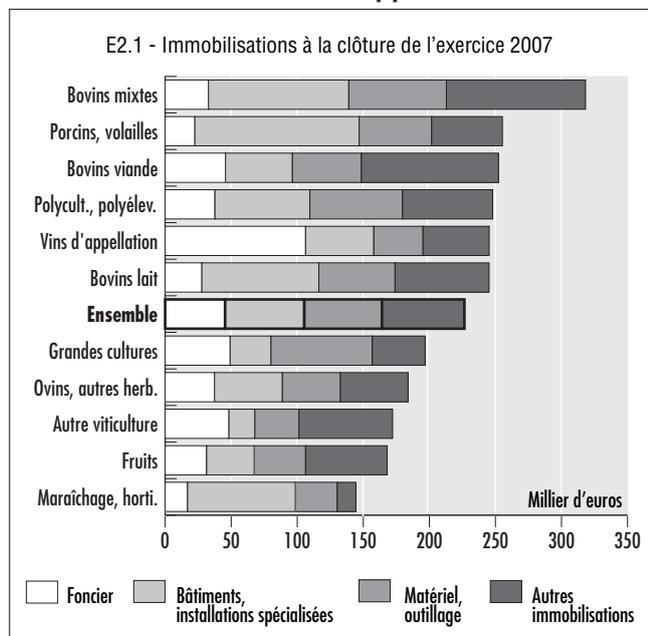
Source : RICA 1997 et 2007

L'actif immobilisé en 2007

En 2007, pour la plupart des orientations, la valeur de l'actif immobilisé varie entre 150 000 et 250 000 euros par exploitation. Trois spécialisations se détachent du lot : loin devant, les éleveurs de bovins mixtes avec 318 000 euros, suivie des éleveurs de porcins, volailles avec 255 000 euros, et en fin de liste, le maraîchage, horticulture avec 144 000 euros.

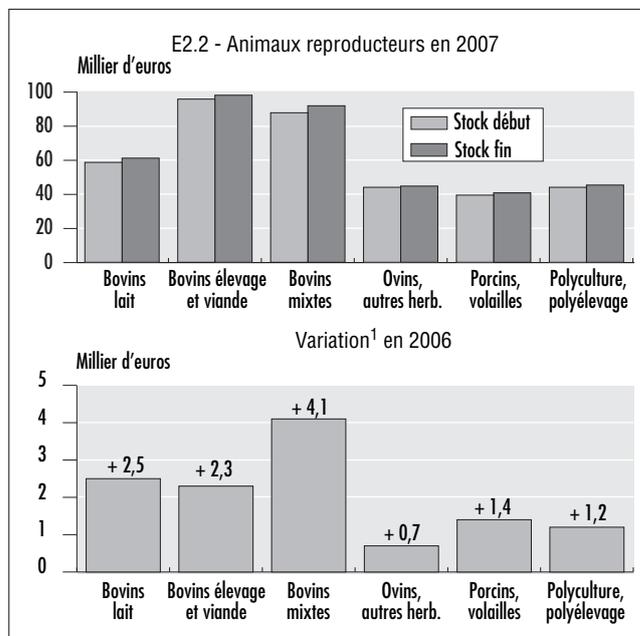
Les orientations diffèrent par la structure de leurs immobilisations. Si les grandes cultures nécessitent un matériel important, en viticulture, c'est le foncier qui occupe la place prépondérante. Les plantations sont fondamentales pour les arboriculteurs, alors que le maraîchage, horticulture dédie un montant relativement élevé aux bâtiments et installations spécialisées.

Le foncier représente 43 % des immobilisations en viticulture d'appellation



Source : RICA 2007

Le cheptel reproducteur atteint 98 000 euros en bovins viande



Source : RICA 2007

E2.3 - Immobilisations à la clôture de l'exercice 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Dont		Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Total immobilisations ²
			Constructions	Installations spécialisées				
Grandes cultures	49,2	30,8	24,1	6,7	76,8	0,7	7,2	196,8
Maraîchage, horticulture	17,0	81,5	52,3	29,2	31,8	3,8	0,5	144,4
Vins d'appellation	106,3	51,5	46,3	5,3	37,4	37,2	0,9	245,3
Autre viticulture	48,3	19,5	15,0	4,4	33,5	60,4	0,5	172,2
Fruits	31,4	36,0	25,9	10,1	38,9	45,3	1,0	168,2
Bovins lait	27,8	88,5	77,0	11,5	57,7	0,1	61,1	245,2
Bovins viande	45,7	50,5	46,3	4,2	52,4	0,1	98,0	252,2
Bovins mixtes	32,8	106,1	93,2	13,0	74,0	0,2	91,8	318,2
Ovins, autres herb.	37,4	51,2	46,0	5,2	44,1	0,0	44,7	183,9
Porcins, volailles	22,5	124,3	115,4	8,9	54,9	0,1	40,7	255,3
Polyculture, polyélevage	37,7	71,8	61,4	10,4	70,2	4,0	45,3	247,9
ENSEMBLE	45,4	59,8	51,3	8,5	58,9	8,1	38,0	226,5
Variation 2007 - 2006 ¹	+0,1	-0,2	-0,2	-0,0	+2,4	-0,5	-0,1	+1,6

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2007 à l'aide de l'indice de prix du PIB.

2. Le total des immobilisations comprend les immobilisations incorporelles et financières.

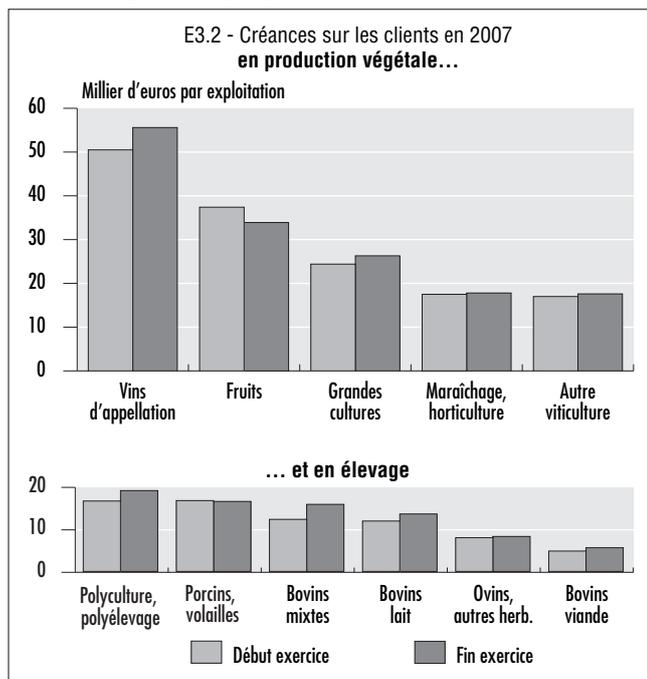
Source : RICA 2006 et 2007

L'actif circulant en 2007

L'actif circulant présente de fortes divergences selon les orientations aussi bien en montant total (de 62 000 euros par exploitation pour les éleveurs d'ovins et autres herbivores, à 344 000 euros pour les viticulteurs d'appellation d'origine) qu'en structure. Les orientations viticoles se caractérisent par l'importance des vins en cours de vinification ou d'élevage. Au total, les stocks représentent 256 000 euros en vins d'appellation d'origine et 155 000 euros en autres vins, soit respectivement 75 % et 79 % de l'actif circulant total. Dans les orientations animales, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux circulants.

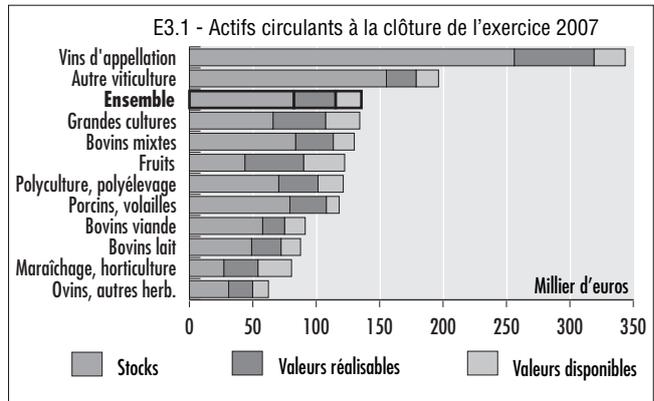
Les valeurs réalisables dépassent 45 000 euros en fruits et surtout en vins d'appellation d'origine. La majorité de ces valeurs réalisables sont des créances sur les clients.

Les créances sur les clients augmentent pour la plupart des orientations



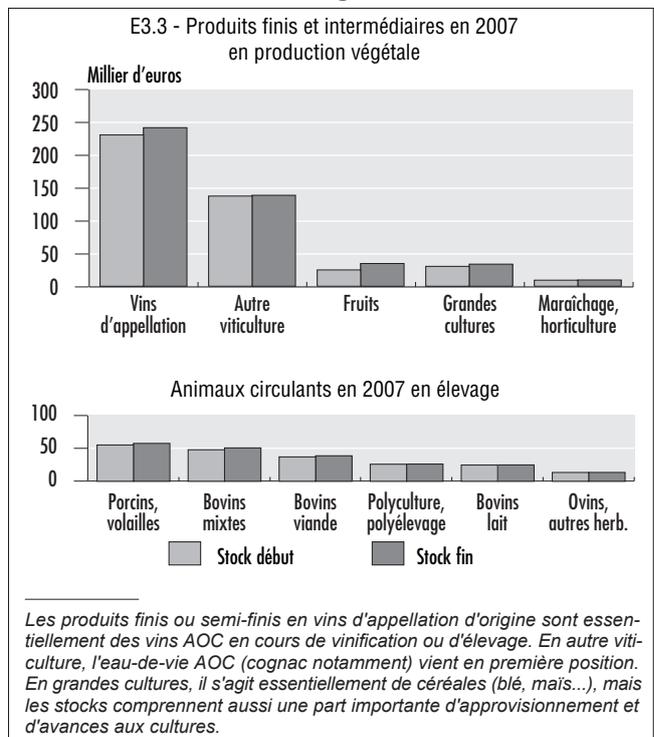
Source : RICA 2007

Importance des actifs circulants en viticulture



Source : RICA 2007

Les animaux circulants atteignent 57 000 euros dans l'élevage hors-sol



Source : RICA 2007

E3.4 - Actifs circulants à la clôture de l'exercice 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Stocks	Dont		Valeurs réalisables	Valeurs disponibles	Total actifs circulants
		Animaux circulants	Produits et en-cours			
Grandes cultures	65,9	5,4	60,5	41,4	27,0	134,3
Maraîchage, horticulture	27,1	0,2	26,9	26,9	26,5	80,6
Vins d'appellation d'origine	256,1	0,3	255,8	62,9	24,6	343,6
Autre viticulture	155,3	0,5	154,8	23,4	17,7	196,4
Fruits	43,7	0,4	43,3	46,3	32,4	122,4
Bovins lait	49,0	24,7	24,3	23,2	15,4	87,6
Bovins viande	57,7	38,5	19,2	17,3	16,3	91,3
Bovins mixtes	83,7	50,4	33,3	29,7	16,6	130,0
Ovins, autres herbivores	30,9	13,4	17,5	18,9	12,5	62,4
Porcins, volailles	79,2	57,2	22,0	28,7	10,2	118,1
Polyculture, polyélevage	70,4	26,0	44,4	31,0	19,9	121,4
ENSEMBLE	82,3	18,8	63,5	32,9	20,4	135,5
Variation 2007 - 2006 ¹	6,2	-0,1	6,2	1,8	1,8	9,9

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2007 à l'aide de l'indice de prix du PIB.
Source : RICA 2007

L'investissement : structure et évolution

En 2007, l'investissement¹ des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 23 500 euros en moyenne par exploitation. Il est composé à 59 % d'acquisitions de matériel et outillage et à 30 % de bâtiments et installations spécialisées. Par rapport à 2006, il progresse de 3 % en valeur réelle sur échantillon constant, après plusieurs chutes successives les années précédentes. L'investissement est stable ou en hausse dans la plupart des orientations en 2007 : grandes cultures (+ 33 %), autre viticulture (+ 18 %), maraîchage-horticulture (+ 16 %). À l'opposé, les secteurs des ovins, des bovins mixtes et bovins viande voient leur investissement chuter fortement (respectivement - 8 %, - 5 % et - 28 %). Cela est dû au fort investissement de 2006 pour la mise aux normes de bâtiments. Les éleveurs de bovins mixtes demeurent néanmoins une nouvelle fois ceux qui investissent le plus en 2007 avec 35 400 euros en moyenne par exploitation. Parmi les investisseurs les plus modestes, se distingue cette

année encore le secteur autre viticulture avec un investissement de seulement 14 400 euros en moyenne, mais en forte progression par rapport à 2006.

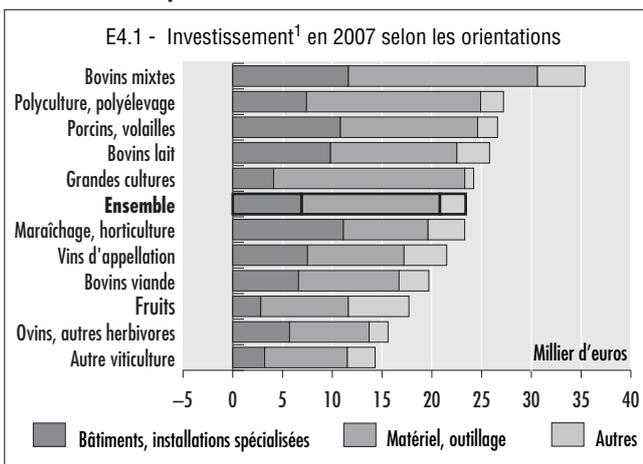
La composition des investissements peut varier sensiblement selon les orientations, mais dans presque toutes, dominent le matériel et l'outillage (jusqu'à 79 % de l'investissement en grandes cultures). Seul le maraîchage, horticulture fait exception. Avec 47 % de l'investissement, les bâtiments et installations spécialisées y sont prédominants.

L'investissement en animaux reproducteurs est moins important qu'en 2006 dans presque toutes les orientations d'élevage, à l'exception des ovins et autres herbivores.

L'investissement

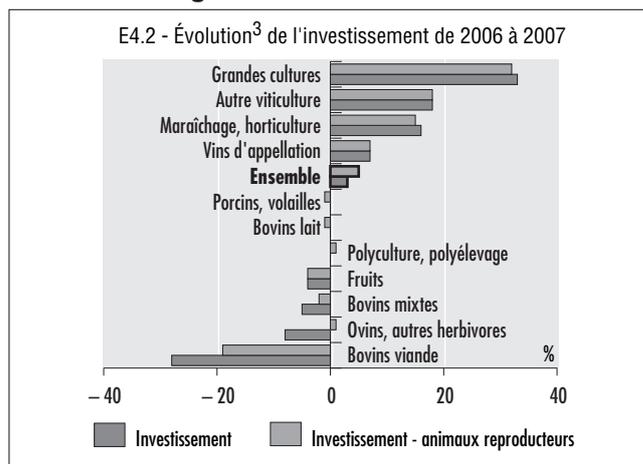
Sont regroupées sous le terme d'investissement, les acquisitions (diminuées des cessions) de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériel, réalisées au cours de l'exercice augmentées de la différence entre la valeur du cheptel reproducteur en début et en fin d'exercice. Les investissements nets, obtenus en déduisant les amortissements, correspondent à la variation du capital d'exploitation.

Les éleveurs de bovins mixtes restent en tête pour les investissements



Source : RICA 2007

Forte progression de l'investissement en grandes cultures en 2007



Source : RICA 2007

E4.3 - Investissements (acquisitions moins cessions) en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier'euros

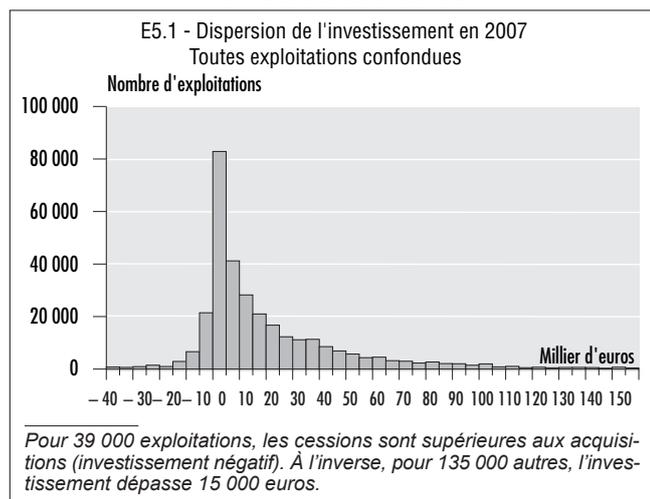
Orientation	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Investissement ¹	Investissement total ²
Grandes cultures	0,5	4,1	19,2	0,1	0,1	24,2	24,9
Maraîchage, horticulture	0,7	11,1	8,5	1,0	0,1	23,3	24,0
Vins d'appellation d'origine	0,2	7,5	9,7	2,8	0,0	21,5	22,6
Autre viticulture	-0,4	3,2	8,3	2,3	0,0	14,4	14,2
Fruits	3,0	2,8	8,8	4,6	0,0	17,7	21,1
Bovins lait	1,7	9,8	12,7	0,0	2,5	25,7	28,0
Bovins viande	1,4	6,6	10,1	0,0	2,3	19,7	21,3
Bovins mixtes	0,3	11,6	19,0	0,1	4,1	35,4	37,0
Ovins, autres herbivores	2,3	5,7	8,0	0,0	0,7	15,6	18,1
Porcins, volailles	1,1	10,8	13,8	0,0	1,4	26,6	28,2
Polyculture, polyélevage	1,5	7,4	17,5	0,2	1,2	27,1	29,1
ENSEMBLE	1,1	6,9	13,9	0,6	1,1	23,5	25,0
Variation 2007 - 2006 ⁴	-0,8	-0,2	+1,4	-0,1	-0,4	+0,6	-0,6

1. L'investissement comprend les bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres.
 2. L'investissement total (toutes immobilisations) couvre, en plus, le foncier et les immobilisations incorporelles et financières.
 3. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).
 4. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2007 à l'aide de l'indice du prix du PIB.
 Source : RICA 2007

L'investissement : disparités

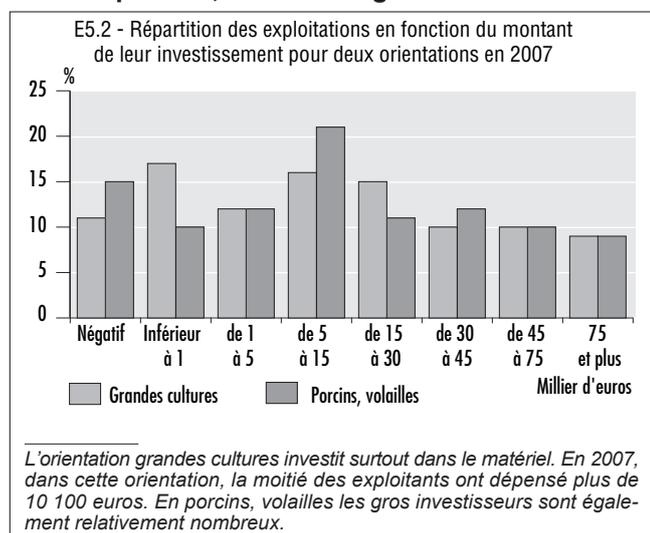
Les exploitants consacrent 23 500 euros en moyenne en investissements. Mais l'investissement est très inégalement réparti entre les exploitations. En 2007, près de 19 % des exploitations affichent un investissement net des cessions négatif ou nul (les cessions sont supérieures aux acquisitions pour 12 % des exploitations et égales pour 7 %). L'investissement est par nature irrégulier et le type d'investissement réalisé peut accentuer cette irrégularité : un bâtiment ou une installation spécialisée se renouvelle moins fréquemment qu'un matériel. L'investissement est très lié à la taille des exploitations, mais l'âge des exploitants a également une certaine influence. Les jeunes exploitants (moins de 40 ans) investissent généralement plus que les exploitants plus âgés. Ces facteurs peuvent expliquer en partie les différences constatées entre les orientations.

83 000 exploitants ont investi en 2007 moins de 5 000 euros



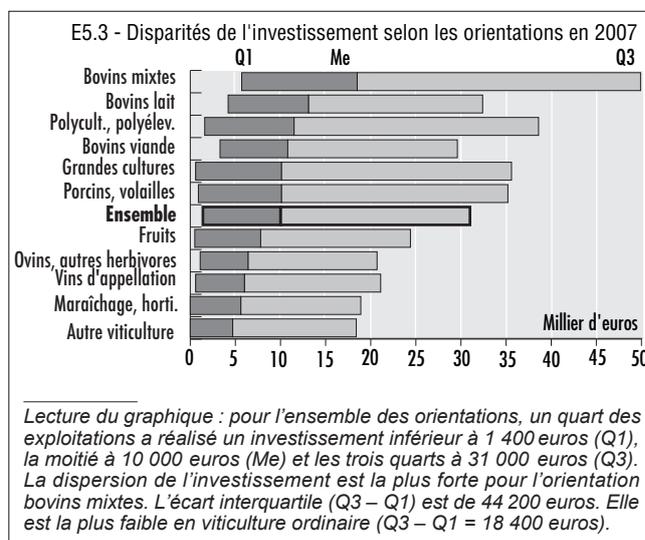
Source : RICA 2007

Forte proportion de gros investisseurs en porcins, volailles et grandes cultures



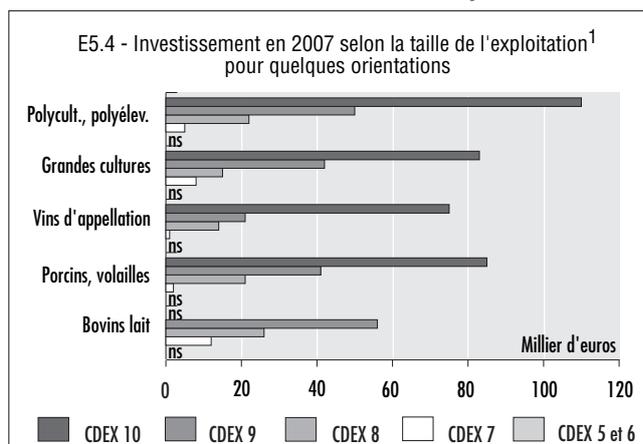
Source : RICA 2007

En outre viticulture, la moitié des exploitations investissent moins de 4 700 euros



Source : RICA 2007

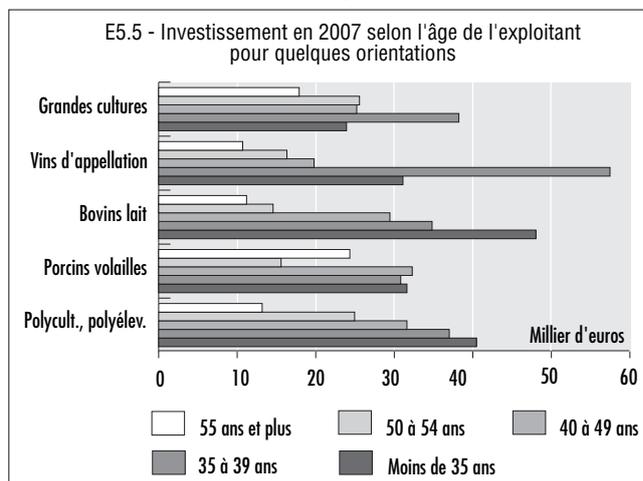
L'investissement est très lié à la dimension économique



1. voir tableau 1 de l'annexe 2 - Définition de la CDEX.

Source : RICA 2007

Un investissement en général plus important pour les jeunes



Source : RICA 2007

L'investissement net

L'investissement net est égal à l'investissement diminué des amortissements. En 2007, pour la plupart des exploitations, l'investissement net est négatif et le capital d'exploitation continue de s'éroder. Presque toutes les orientations voient leur capital d'exploitation régresser, entre - 0,1 % pour les éleveurs de bovins viande, à - 5 % pour les arboriculteurs fruitiers. Les élevages de bovins mixtes sont l'unique exception : le capital d'exploitation croît d'un peu moins de 1 % dans cette orientation. Les exploitations orientées vers l'élevage détiennent toujours les capitaux d'exploitation les plus importants. Ce capital atteint notamment 277 000 euros en bovins mixtes et 223 000 euros en hors-sol en 2007, contre seulement 116 000 euros en viticulture ordinaire.

E6.1 - Investissements nets (acquisitions moins cessions et amortissements) en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Investissement net	Évolution ¹ du capital d'exploitation
Grandes cultures	- 0,2	- 2,2	0,0	- 2,4	- 1,8
Maraîchage, horticulture	- 2,3	- 1,0	- 0,7	- 3,2	- 2,5
Vins d'appellation d'origine	1,7	- 2,3	- 0,5	- 1,3	- 0,9
Autre viticulture	0,7	- 1,5	- 2,8	- 3,8	- 3,2
Fruits	- 2,9	- 2,6	- 1,2	- 6,3	- 4,8
Bovins lait	- 0,5	- 3,0	0,0	- 0,8	- 0,4
Bovins viande	1,4	- 3,8	0,0	- 0,2	- 0,1
Bovins mixtes	- 0,6	- 1,5	0,1	2,1	0,8
Ovins, autres herbivores	- 0,3	- 3,3	0,0	- 2,5	- 1,7
Porcins, volailles	- 8,1	- 1,3	0,0	- 8,2	- 3,6
Polyculture, polyélevage	- 1,8	- 2,1	- 0,2	- 2,7	- 1,3
ENSEMBLE	- 0,6	- 2,5	- 0,2	- 2,1	- 1,2

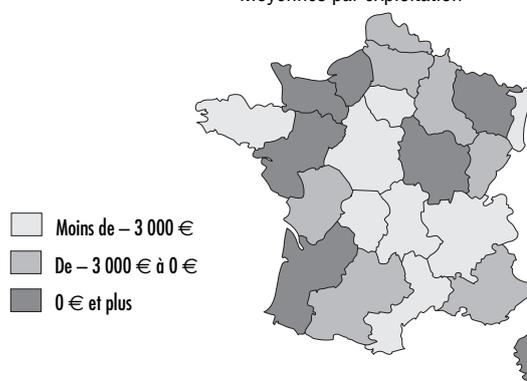
1. L'évolution en % est calculée par rapport au capital d'exploitation en fin d'exercice.
Source : RICA 2007

Investissement net et capital d'exploitation

Le capital d'exploitation est la partie de l'actif immobilisé, constituée de bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres immobilisations corporelles hors foncier. L'investissement net est égal aux acquisitions, diminuées des cessions et des amortissements, pour ces mêmes immobilisations. Autrement dit, l'investissement net est égal à la variation du capital d'exploitation au cours de l'exercice.

Investissement net positif dans seulement sept régions

E6.3 - Investissement net en 2007 Moyennes par exploitation

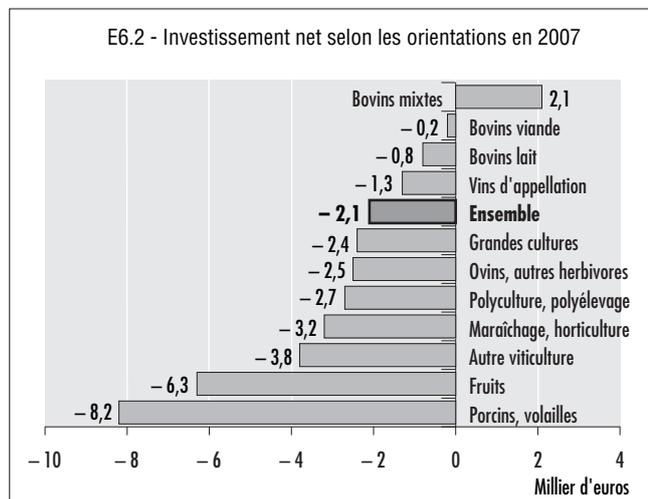


En 2007, les exploitations ne parviennent pas, en moyenne, à maintenir leur capital d'exploitation. L'investissement net est positif dans seulement sept régions avec en tête la région Haute-Normandie (+ 5 000 euros), puis Pays de la Loire et Lorraine (+ 2 000 euros). Toutes les autres régions affichent une baisse de leur capital d'exploitation. Les régions Languedoc-Roussillon et Île-de-France sont les plus touchées, avec moins de - 8 000 euros d'investissement net.

Source : RICA 2007

Un investissement net de - 2 100 euros en 2007

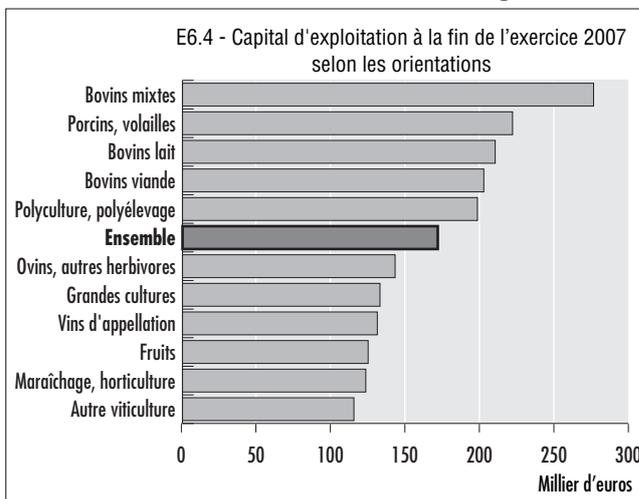
E6.2 - Investissement net selon les orientations en 2007



Source : RICA 2007

Capital d'exploitation élevé dans les orientations d'élevage

E6.4 - Capital d'exploitation à la fin de l'exercice 2007 selon les orientations



Source : RICA 2007

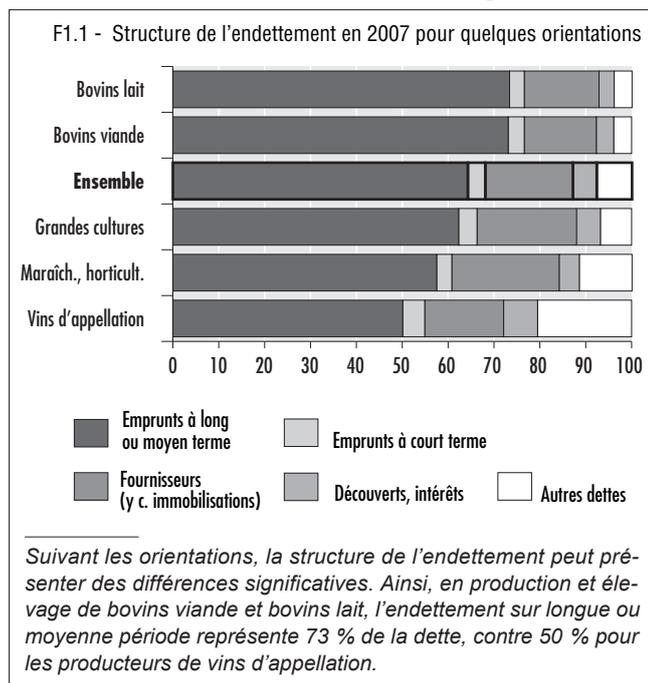
Structure et évolution

En 2007, l'ensemble des exploitations agricoles enregistre un endettement moyen de 132 300 euros, soit une augmentation de 1 % en valeur réelle par rapport à l'année précédente. Les emprunts à long et moyen terme diminuent eux de 1 % en 2007. Avec 85 000 euros en moyenne, ils représentent 64 % de la dette totale. Les dettes à court terme progressent d'un peu moins de 5 %.

À l'exception des bovins viande, de la viticulture d'appel-

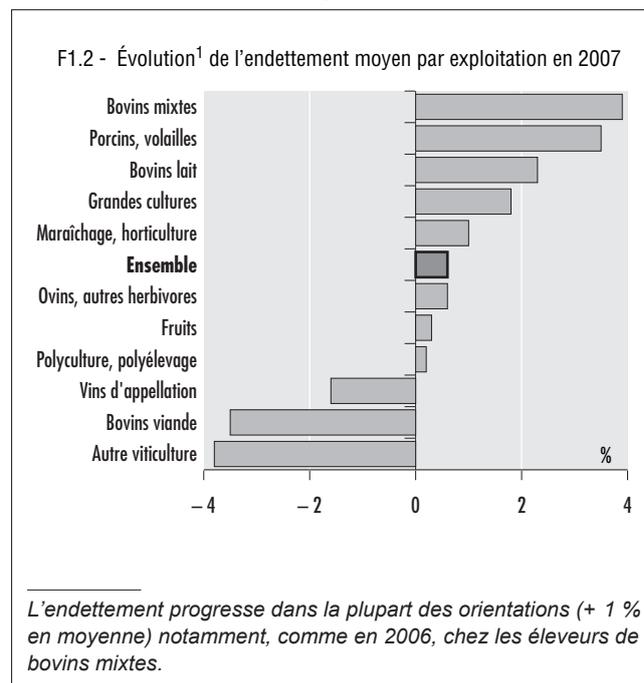
lation et autre viticulture, toutes les autres orientations constatent une hausse de l'endettement, en particulier les éleveurs de bovins mixtes (+ 4 %) et les éleveurs de porcins, volailles (+ 3 %). Ces derniers demeurent d'ailleurs toujours lourdement endettés en 2007, avec 212 600 euros en moyenne. La dette totale est également très élevée chez les viticulteurs AOC, avec 184 100 euros en moyenne, mais en baisse de 2 % par rapport à 2006.

En bovins lait et bovins viande, 73 % de l'endettement est à long terme



Source : RICA 2007

Hausse sensible de la dette chez les éleveurs de porcs et bovins mixtes



Source : RICA 2007

F1.3 - Endettement à la clôture des comptes en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Endettement total		Emprunts à long ou moyen terme		Dettes à court terme		dont			
							Emprunts à court terme		Fournisseurs	
	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %	2007	Évolution ¹ 07/06 %
Grandes cultures	126,2	+ 1,8	78,6	+ 0,1	47,5	+ 4,9	5,0	- 6,2	25,5	+ 9,5
Maraîchage, horticulture	131,9	+ 1,0	75,8	- 3,5	56,1	+ 7,9	4,4	- 9,8	29,4	+ 7,2
Vins d'appellation d'origine	184,1	- 1,6	92,3	- 4,5	91,8	+ 1,6	8,8	- 10,9	30,6	+ 12,8
Autre viticulture	92,1	- 3,8	51,5	- 6,9	40,6	+ 0,7	2,6	- 19,4	22,3	+ 2,8
Fruits	133,5	+ 0,3	70,2	- 5,4	63,3	+ 6,9	5,1	+ 34,6	27,7	+ 0,6
Bovins lait	123,3	+ 2,3	90,5	+ 1,4	32,8	+ 4,9	3,9	- 7,9	17,6	+ 3,7
Bovins élevage et viande	95,1	- 3,5	69,5	- 4,3	25,6	- 1,1	3,3	- 11,6	13,8	+ 7,7
Bovins lait, élevage et viande	164,0	+ 3,9	114,4	+ 2,3	49,6	+ 8,1	5,5	+ 8,1	27,3	+ 18,4
Ovins, autres herbivores	78,3	+ 0,6	55,3	- 2,1	23,0	+ 7,3	2,8	+ 1,8	12,7	+ 4,5
Porcins, volailles	212,6	+ 3,5	136,3	- 3,1	76,3	+ 17,7	11,6	+ 86,4	32,7	+ 8,2
Polyculture, polyélevage	148,1	+ 0,2	99,8	- 1,3	48,3	+ 3,3	4,9	- 2,5	28,8	+ 8,6
ENSEMBLE	132,3	+ 0,6	85,0	- 1,5	47,3	+ 4,6	5,0	- 0,9	23,5	+ 8,5

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2006 et 2007

Passif endettement F

Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation et disparités

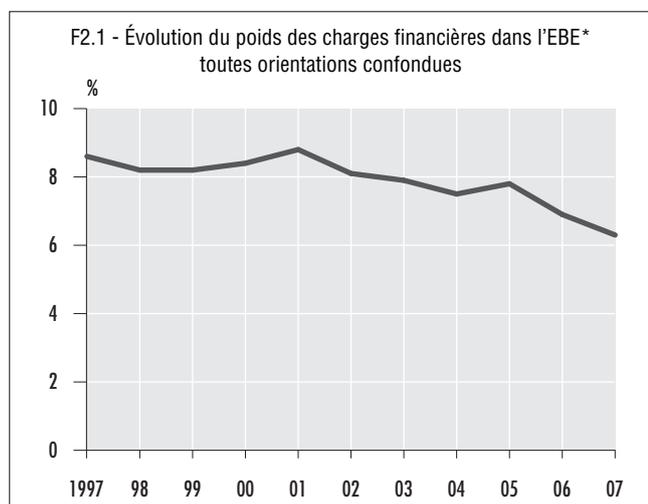
En 2007, le poids de l'endettement (remboursement du capital et charges financières) dans l'excédent brut d'exploitation (EBE) diminue de 4 points* par rapport à 2006 pour atteindre 33 %. En effet, les annuités de long ou moyen terme (LMT) diminuent légèrement et dans le même temps l'excédent brut d'exploitation (EBE) augmente fortement (+ 12 %). De plus, avec 6,3 %, le poids des seules charges financières dans l'EBE diminue également en 2007.

Le poids de l'endettement régresse en 2007 dans quelques orientations, principalement pour les grandes cultures et les bovins mixtes avec des baisses du ratio

de l'ordre de 11 et 6 points respectivement dans ces deux secteurs. À l'opposé, la hausse est particulièrement importante pour les éleveurs de bovins viande (+ 7 points) et dans le secteur hors-sol (+ 12 points). Ce dernier conserve d'ailleurs le poids de la dette le plus élevé avec 53 % en moyenne.

Les disparités individuelles sont encore plus importantes au sein des différents types d'exploitations agricoles. Toutes orientations confondues, l'endettement moyen s'élève à 132 300 euros avec un intervalle interquartile de 139 000 euros.

Le poids des charges financières poursuit sa diminution en 2007

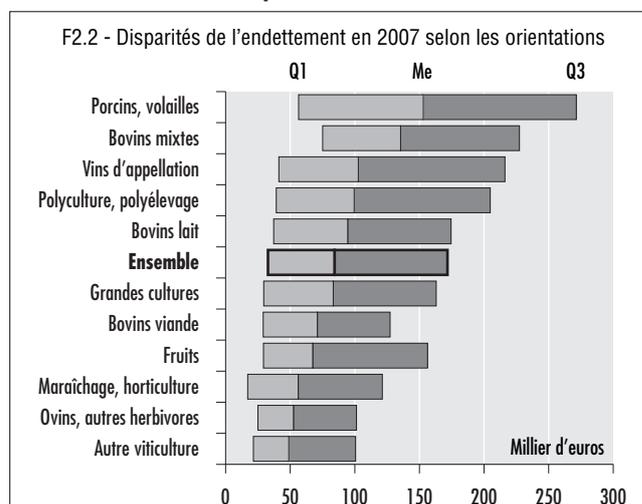


* EBE : excédent brut d'exploitation.

Le poids des charges financières dans l'EBE atteint 6,3 % en 2007 sur échantillon complet suite à une baisse de 0,7 point. Cette chute fait suite à la forte baisse l'année précédente (0,9 point) et à une nette tendance à la baisse depuis 1993.

Source : RICA

La moitié des exploitants ont une dette supérieure à 84 400 euros



Lecture du graphique : pour l'ensemble des exploitations, un quart possède un endettement inférieur à 32 800 euros (Q1), la moitié à 84 400 euros (Me) et les trois quarts à 171 800 euros (Q3). La dispersion des dettes est très importante pour les éleveurs de porcins, volailles.

Source : RICA 2007

F2.3 - Poids de l'endettement en 2007

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	Annuités de long ou moyen terme		Ann. LMT + Charges fin. CT* Excédent brut d'exploitation		Charges financières Excédent brut d'exploitation	
	2007 millier d'euros	Évolution ¹ 07/06 %	2007 %	Variation ² 2007-2006	2007 %	Variation ² 2007-2006
Grandes cultures	22,4	- 3,6	25,7	- 11,0	4,7	- 1,8
Maraîchage, horticulture	19,3	- 11,7	35,5	+ 0,6	7,5	+ 0,9
Vins d'appellation d'origine	25,4	+ 2,6	30,1	- 3,7	6,2	- 1,4
Autre viticulture	16,5	+ 12,1	33,9	+ 0,4	6,0	- 0,5
Fruits	18,7	- 7,4	32,4	+ 0,5	6,5	+ 0,2
Bovins lait	22,0	+ 0,7	34,2	- 2,6	6,5	- 0,3
Bovins élevage et viande	18,0	+ 2,3	42,8	+ 6,9	6,9	+ 1,1
Bovins lait, élevage et viande	26,7	- 9,2	36,1	- 5,7	7,5	+ 0,1
Ovins, autres herbivores	15,1	+ 0,8	38,9	+ 2,5	6,3	+ 0,2
Porcins, volailles	32,8	- 1,2	53,4	+ 12,5	12,6	+ 3,1
Polyculture, polyélevage	25,6	+ 0,3	34,3	- 5,0	6,8	- 0,8
ENSEMBLE	22,3	- 1,2	32,8	- 4,3	6,3	- 0,7

* Annuités d'emprunts à long ou moyen terme + charges financières liées aux emprunts à court terme.

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA 2006 et 2007

Concentration et disparités régionales

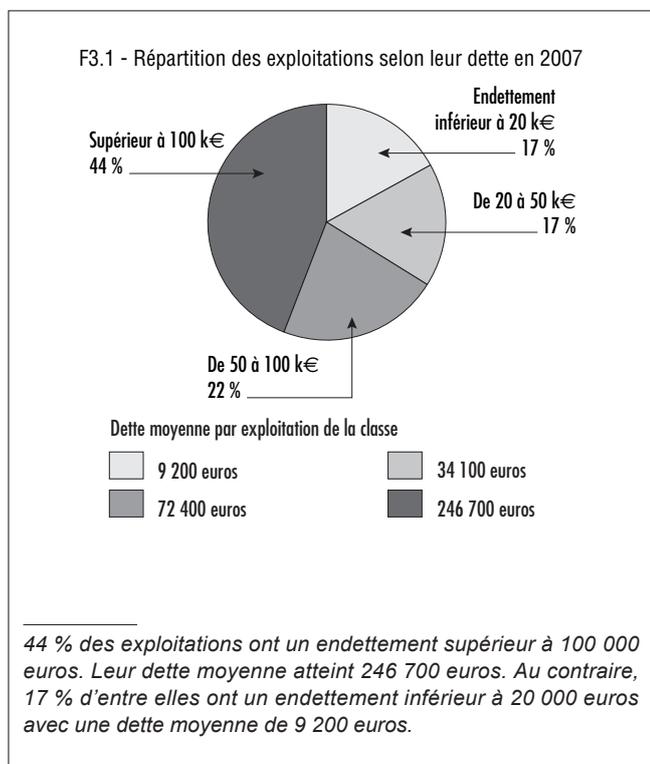
En 2007, les exploitations agricoles endettées à plus de 60 % de leurs actifs détiennent 31 % de l'encours de la dette. Elles représentent 15 % des exploitations étudiées par le RICA. Il s'agit surtout d'exploitations de moyenne et grande tailles (CDEX 7, 8 et 9). Les exploitations endettées à moins de 30 % représentent quant à elles 20 % de la dette.

Les grandes exploitations se partagent 52 % de la dette avec un taux d'endettement moyen de 40 %. En 2007,

17 000 de ces grandes exploitations, soit 34 % d'entre elles, sont endettées à plus de 60 % de leurs actifs.

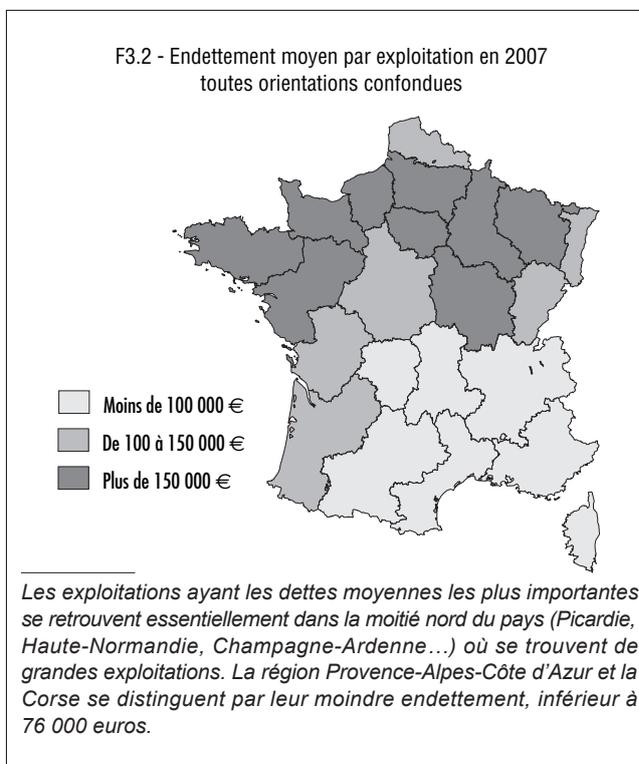
Les petites exploitations représentent 3 % du champ d'étude du RICA. Elles détiennent moins de 1 % de la dette avec un taux d'endettement moyen de 27 %. Elles forment avec les petites moyennes exploitations (CDEX 7) la plus grande part des exploitations à faible endettement.

44 % des exploitations possèdent un endettement supérieur à 100 000 euros



Source : RICA 2007

Une dette moyenne plus importante dans les régions du Nord



Source : RICA 2007

F3.3 - Répartition de la masse des dettes

En %

	Petite exploit. (CDEX = 5, 6)	Moyenne petite exploit. (CDEX = 7)	Moyenne grande exploit. (CDEX = 8)	Grande exploitation (CDEX = 9)	Très grande exploit. (CDEX = 10)	Ensemble
Taux d'endettement						
Inférieur à 30 %	0,1	4,2	7,9	5,7	1,6	19,6
Entre 30 et 60 %	0,3	3,9	18,6	20,9	6,2	49,9
Supérieur à 60 %	0,3	3,3	9,3	12,2	5,4	30,5
ENSEMBLE	0,7	11,4	35,8	38,8	13,3	100,0

Source : RICA 2007

F3.4 - Nombre d'exploitations ventilé selon l'endettement et la taille économique

En millier d'exploitations

	Petite exploit. (CDEX = 5, 6)	Moyenne petite exploit. (CDEX = 7)	Moyenne grande exploit. (CDEX = 8)	Grande exploitation (CDEX = 9)	Très grande exploit. (CDEX = 10)	Ensemble
Taux d'endettement						
Inférieur à 30 %	5	67	60	21	3	156
Entre 30 et 60 %	3	22	55	36	5	120
Supérieur à 60 %	1	12	20	14	3	50
ENSEMBLE	9	100	135	70	11	326

Source : RICA 2007

Passif endettement

F

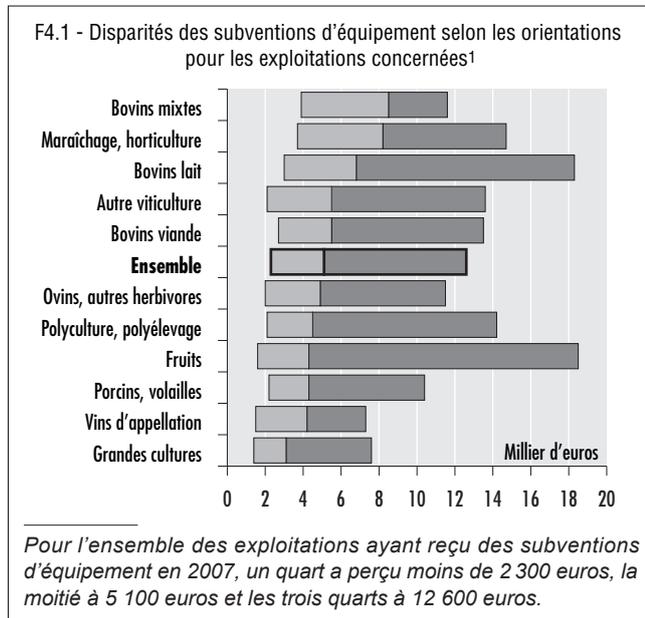
Les subventions d'équipement

Les agriculteurs disposent, en complément des emprunts et de leurs apports, d'une troisième source de financement de leurs actifs : les subventions d'investissement (ou encore subventions d'équipement). En 2007, quelque 40 000 exploitants agricoles ont bénéficié de nouvelles subventions (soit 12 % du champ couvert par le RICA) pour un montant moyen de 10 300 euros, en diminution par rapport à 2006.

Ce sont les exploitants spécialisés en maraîchage, horticulture qui perçoivent les montants les plus importants, avec près de 15 300 euros en moyenne mais en nette diminution par rapport à 2006 où ils atteignaient 23 100 euros. Chez les viticulteurs hors appellation et

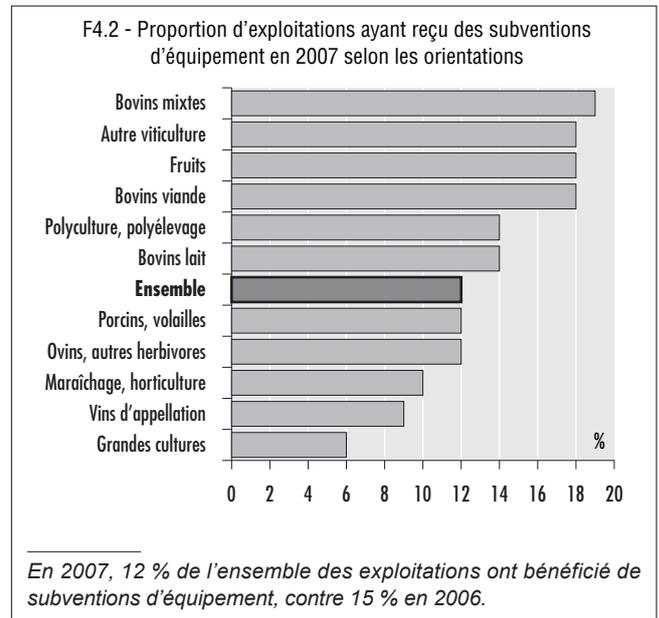
les producteurs de fruits, un peu moins de 20 % des exploitants ont recueilli des subventions d'investissement, pour un montant respectif de 9 500 euros et 13 600 euros en moyenne. Les subventions destinées à financer les bâtiments d'exploitation sont les plus répandues. Elles dominent bien évidemment chez les éleveurs, qui sont soumis à des contraintes de mise aux normes de leurs installations. Suivent les subventions destinées au matériel et aux cultures permanentes (viticulture et production de fruits). Les jeunes exploitants de moins de 36 ans, qui représentent 17 % des bénéficiaires, perçoivent en moyenne 11 700 euros d'aides à l'investissement.

Importantes disparités dans la distribution des subventions d'équipement



Source : RICA 2007

19 % des éleveurs de bovins mixtes ont reçu des subventions d'équipement



Source : RICA 2007

F4.3 - Subventions d'équipement attribuées en 2007

Valeurs moyennes par exploitation concernée¹, en millier d'euros

Orientation	Nombre d'exploitations concernées ¹ en millier	Total de subventions attribuées	Dont				
			Amélioration foncière	Cultures permanentes	Bâtiment d'exploitation	Matériel	Dotation aux jeunes agriculteurs (DJA)
Grandes cultures	4,8	6,1	0,0	0,0	3,3	2,0	0,7
Maraîchage, horticulture	0,9	15,3	0,0	0,4	6,1	8,7	0,1
Vins d'appellation d'origine	3,0	7,0	0,2	3,5	1,4	1,3	0,7
Autre viticulture	2,0	9,5	0,0	8,9	0,0	0,4	0,1
Fruits	1,7	13,6	0,0	8,1	0,5	5,0	0,0
Bovins lait	7,2	14,0	0,0	0,1	11,0	2,1	0,8
Bovins élevage et viande	7,2	9,4	0,2	0,0	6,7	1,0	1,5
Bovins lait, élevage et viande	1,6	11,9	0,0	0,0	10,8	0,7	0,4
Ovins, autres herbivores	2,3	9,0	0,5	0,0	5,4	2,2	0,9
Porcins, volailles	1,6	12,3	0,8	0,0	9,3	2,0	0,2
Polyculture, polyélevage	7,6	10,0	0,0	1,1	7,1	1,4	0,4
ENSEMBLE	40,0	10,3	0,1	1,3	6,3	1,8	0,7

* Dans l'orientation bovins lait, 7 200 exploitations ont perçu en 2007 des subventions d'équipement, dont le montant total moyen est de 14 000 euros. Ce total se décompose en 100 euros pour les cultures permanentes, 11 000 euros pour les bâtiments d'exploitation, 2 100 euros pour le matériel et 800 euros en dotation aux jeunes agriculteurs (DJA). Ce dernier chiffre n'est pas le montant moyen de la DJA. En réalité, parmi les 7 200 exploitations ayant reçu une subvention d'équipement dans l'orientation bovins lait, 400 exploitations seulement ont bénéficié d'une DJA pour un montant moyen de 14 600 euros.

1. Exploitations ayant reçu une subvention d'équipement en 2007. Les valeurs sont parfois entachées d'une forte incertitude, en raison du faible nombre d'exploitations concernées.

Source : RICA 2007

Structure du bilan

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. Il présente en regard l'actif à gauche et le passif à droite, dont les cumulés sont par définition d'égale valeur. L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés, qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs et les actifs circulants, qui représentent essentiellement les biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en œuvre, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle du chef d'exploitation. La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle diffère sensiblement d'une orientation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total atteint 75 % chez les éleveurs d'ovins et autres herbivores et 74 % chez les éleveurs de bovins lait. Elle est moins élevée dans les orientations végétales, 59 % pour les grandes cultures et seulement 42 % pour la viticulture d'appellation. L'importance des capitaux propres est un gage de solidité financière. Seules les orientations viticoles couvrent largement les immobilisations par les capitaux propres. Toutefois, notamment en viticulture d'appellation, le vin en cours de vieillissement, classé ici dans les stocks, est en réalité assimilable à une immobilisation. Chez les éleveurs de porcins, volailles, les immobilisations (68 % de l'actif) dépassent fortement les capitaux propres (43 % du passif). Mais grâce à l'endettement à long ou moyen terme, les capitaux permanents assurent un financement correct des immobilisations.

siblement d'une orientation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total atteint 75 % chez les éleveurs d'ovins et autres herbivores et 74 % chez les éleveurs de bovins lait. Elle est moins élevée dans les orientations végétales, 59 % pour les grandes cultures et seulement 42 % pour la viticulture d'appellation. L'importance des capitaux propres est un gage de solidité financière. Seules les orientations viticoles couvrent largement les immobilisations par les capitaux propres. Toutefois, notamment en viticulture d'appellation, le vin en cours de vieillissement, classé ici dans les stocks, est en réalité assimilable à une immobilisation. Chez les éleveurs de porcins, volailles, les immobilisations (68 % de l'actif) dépassent fortement les capitaux propres (43 % du passif). Mais grâce à l'endettement à long ou moyen terme, les capitaux permanents assurent un financement correct des immobilisations.

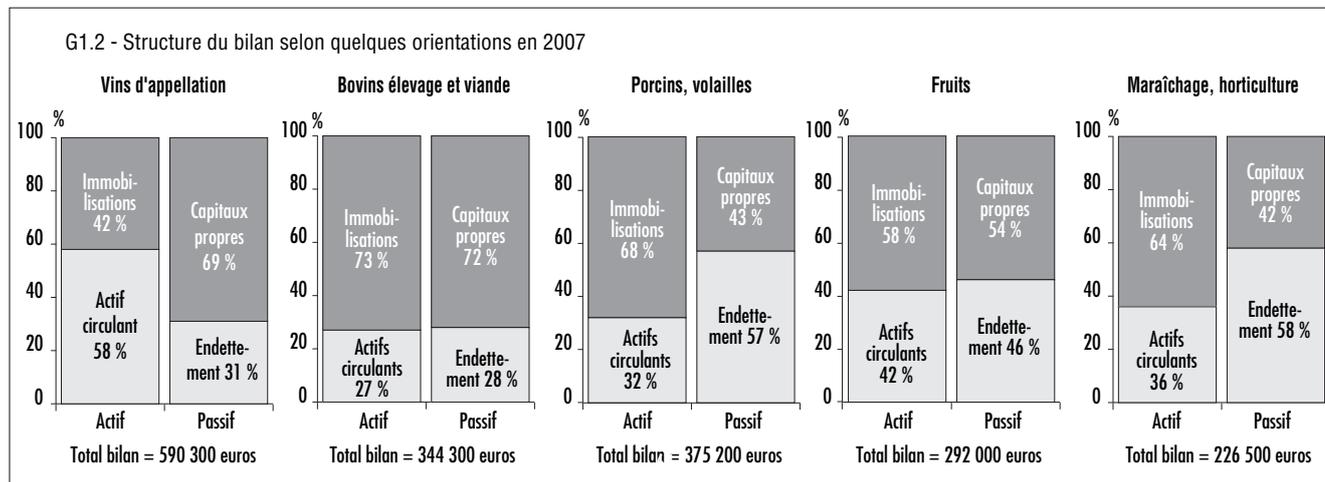
G1.1 - Bilan à la clôture de l'exercice en 2007 toutes orientations confondues

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Actifs immobilisés	226,5	Capitaux propres	230,8
Actifs incorporels	1,8	Situation nette	222,5
Terrains	42,5	Subventions d'investissement	8,3
Aménagements	2,9		
Constructions	51,3	Ensemble des dettes	132,3
Installations spécialisées	8,5	Dettes à long ou moyen terme	85,0
Matériel	58,9	Emprunts à court terme	5,0
Plantations	8,1	Autres dettes financières à moins de 1 an	6,9
Animaux reproducteurs	38,0	Dettes auprès des fournisseurs	23,5
Autres immobilisations corporelles	7,6	Dettes sociales	3,0
Actifs financiers	6,9	Dettes auprès de l'État	1,3
		Dettes sur immobilisations	1,7
Actifs circulants	135,5	Avances et acomptes reçus	0,8
Stocks	82,3	Autres dettes	5,1
Valeurs réalisables	32,9		
Valeurs disponibles	20,4		
Régularisation actif	1,3	Régularisation passif	0,1
Total actif	363,3	Total passif	363,3

Source : RICA 2007

Les capitaux propres sont loin de couvrir les immobilisations chez les éleveurs de porcins, volailles



Source : RICA 2007

Tableau de financement et groupes d'exploitations

Le tableau de financement, document établi à la clôture de l'exercice, décrit les flux de ressources et d'emplois ayant affecté les différents éléments du patrimoine d'une entreprise au cours de l'année. Il met en évidence la façon dont sont utilisées les ressources de l'exercice, en particulier celles générées par l'activité (la capacité d'auto-financement), et comment les investissements ont été financés.

Sur une population d'exploitations de taille économique relativement homogène, par exemple les « moyennes grandes » (60 à 150 hectares équivalent blé), les gros investisseurs (investissements corporels supérieurs à 15 000 euros) ont en moyenne une capacité d'autofinancement sensiblement plus élevée que celle des exploitations qui n'ont pas investi au cours de l'exercice. Pour

réaliser leurs investissements, ils doivent cependant limiter les prélèvements pour leurs propres besoins et ceux de leur famille, et s'endetter davantage auprès des organismes financiers. Les crédits accordés par les fournisseurs pour financer le cycle d'exploitation sont également sollicités.

L'âge du chef est un critère discriminant quant à la structure des tableaux de financement. Les jeunes agriculteurs consacrent un part plus importante aux investissements. Les acquisitions d'immobilisations et d'animaux reproducteurs représentent 44 % des emplois stables chez les moins de 35 ans contre 25 % chez les exploitants de plus de 55 ans. Les prélèvements privés représentent en revanche une part beaucoup moins importante (29 % contre 52 % chez les plus de 55 ans).

G2.1 - Tableau de financement sur quelques groupes d'exploitations en 2007

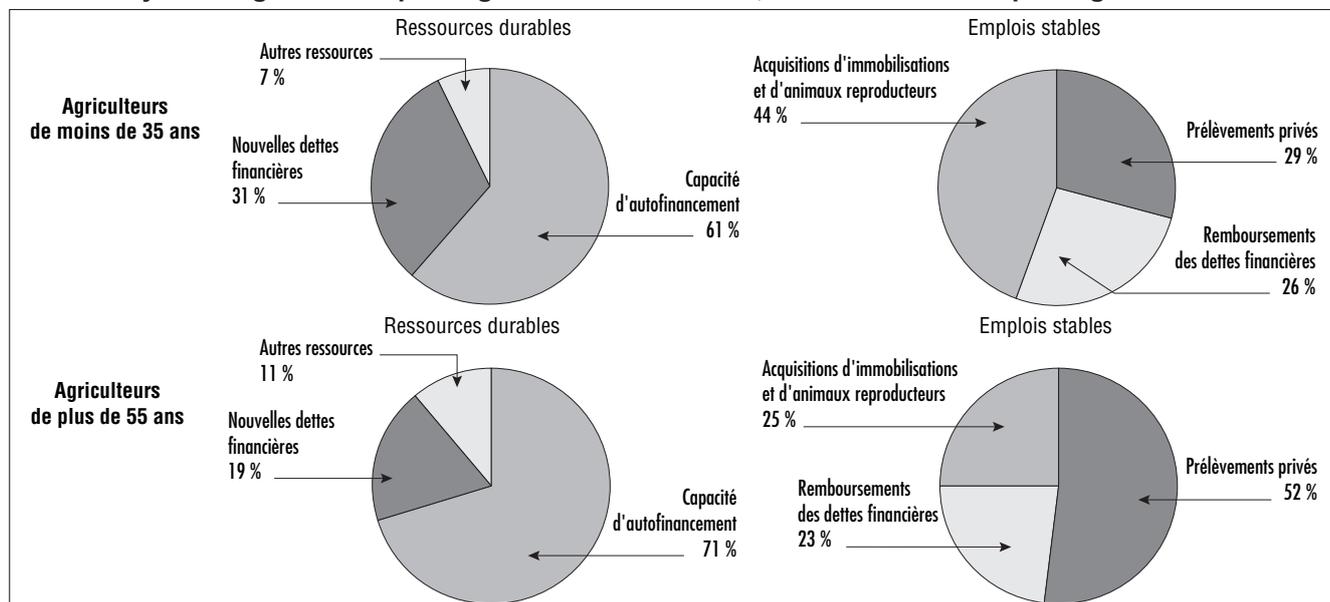
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Exploitations de taille moyenne grande Tranche d'investissement* en millier d'euros		
	Moins de 1,5	De 1,5 à 15	Plus de 15
Nombre d'exploitations (millier)	30,5	45,8	59,0
1 - Total des ressources durables	66,7	69,3	119,0
Capacité d'autofinancement	47,7	56,3	69,1
Cessions d'immobilisations	11,4	2,0	6,8
Subventions d'équipement reçues	0,3	0,6	2,6
Nouvelles dettes financières	7,2	10,4	40,6
2 - Total des emplois stables	55,4	62,1	110,7
Acquisitions d'immobilisations	4,9	9,8	51,1
Augmentation des animaux reproducteurs	- 3,4	0,6	4,5
Charges à répartir	0,0	0,0	0,1
Prélèvements privés	36,8	31,0	28,8
Remboursements des dettes financières	17,0	20,6	26,2
3 - Variation du fonds de roulement net (1 - 2)	11,3	7,2	8,3
4 - Variation du besoin en fonds de roulement	8,2	6,5	8,8
Dont stocks	3,8	5,6	7,6
Dont réalisables	6,2	1,7	4,8
Dont dettes non financières	- 1,7	- 0,8	- 3,8
5 - Variation de trésorerie nette (3 - 4)	3,1	0,7	- 0,5

* Investissement corporel hors foncier.

Source : RICA 2007

G2.2 - Les jeunes agriculteurs privilégient l'investissement, contrairement aux plus âgés



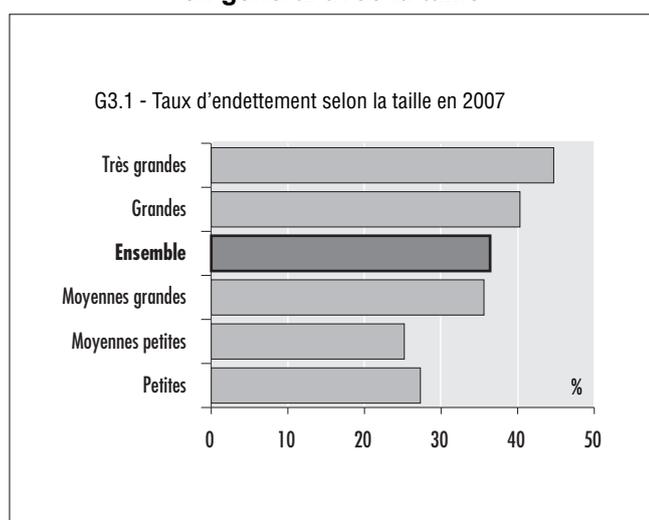
Source : RICA 2007

Ratios financiers d'endettement

Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total du bilan) mesure la contribution des ressources externes à l'exploitation dans le financement de son activité. Il traduit le degré de dépendance de l'exploitation vis-à-vis de ses créanciers. En 2007, ce taux d'endettement s'élève en moyenne à 36,4 %, en diminution par rapport à 2006 (- 0,9 point). Pour certaines orientations comme l'élevage de porcins, volailles ou encore le maraîchage, il est très élevé et dépasse les 50 %. Le taux d'endettement est plus faible pour les éleveurs de bovins viande (27,6 %) et les producteurs de vins hors appellation (24,9 %). Le taux d'endette-

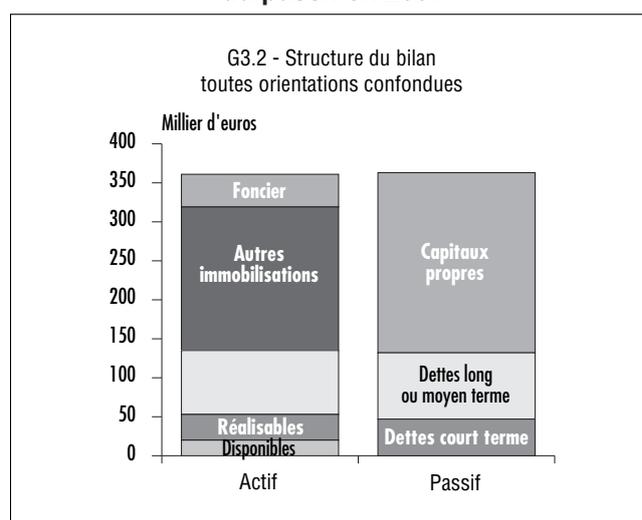
ment baisse presque partout, sauf dans le secteur des bovins mixtes (+ 0,1 point), du maraîchage-horticulture (+ 1,3 point) et pour l'élevage hors-sol (+ 1,7 point). La baisse du taux d'endettement est très marquée pour les grandes cultures (- 2,4 points). D'autres ratios permettent de compléter l'analyse financière des exploitations. Le rapport des dettes à la situation nette constitue une approche en réalité assez voisine de la précédente. Le rapport des dettes au produit brut est très différent, puisqu'il introduit une mesure de l'activité des exploitations, le produit brut. Ce rapport varie sensiblement d'une orientation à une autre.

Le taux d'endettement croît en général avec la taille



Source : RICA 2007

Les dettes représentent 36 % du passif en 2007



Source : RICA 2007

G3.3 - Ratios d'endettement à la clôture des comptes en 2007

Orientation	Taux d'endettement Dettes/actif		Taux d'endettement hors foncier		Dettes rapportées à la situation nette		Poids des dettes dans le produit brut	
	2007 %	Variation 2007-2006 ¹	2007 %	Variation 2007-2006 ¹	2007 %	Variation 2007-2006 ¹	2007 %	Variation 2007-2006 ¹
Grandes cultures	38,0	- 2,4	42,4	- 3,2	62,0	- 6,7	60,9	- 8,6
Maraîchage, horticulture	58,2	+ 1,3	61,8	+ 1,7	157,3	+ 8,3	51,6	+ 2,1
Vins d'appellation d'origine	31,2	- 0,7	36,2	- 0,9	46,0	- 1,5	81,8	- 7,2
Autre viticulture	24,9	- 1,2	27,1	- 1,4	36,0	- 2,4	70,1	- 8,6
Fruits	45,7	- 0,6	48,9	- 0,6	93,3	- 3,8	59,8	+ 2,0
Bovins lait	36,9	- 0,4	38,8	- 0,6	61,7	- 1,2	77,0	- 3,2
Bovins élevage et viande	27,6	- 0,9	30,1	- 0,9	39,4	- 1,8	90,0	+ 3,1
Bovins lait, élevage et viande	36,4	+ 0,1	38,3	+ 0,1	60,3	- 0,1	83,9	- 1,5
Ovins, autres herbivores	31,7	- 0,2	35,6	+ 0,1	49,0	- 0,7	76,6	+ 1,7
Porcins, volailles	56,7	+ 1,7	58,5	+ 1,9	138,4	+ 8,6	71,8	+ 1,9
Polyculture, polyélevage	39,9	- 1,5	42,9	- 1,7	69,7	- 4,7	71,8	- 6,3
ENSEMBLE	36,4	- 0,9	39,9	- 1,2	59,5	- 2,6	71,4	- 4,3

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

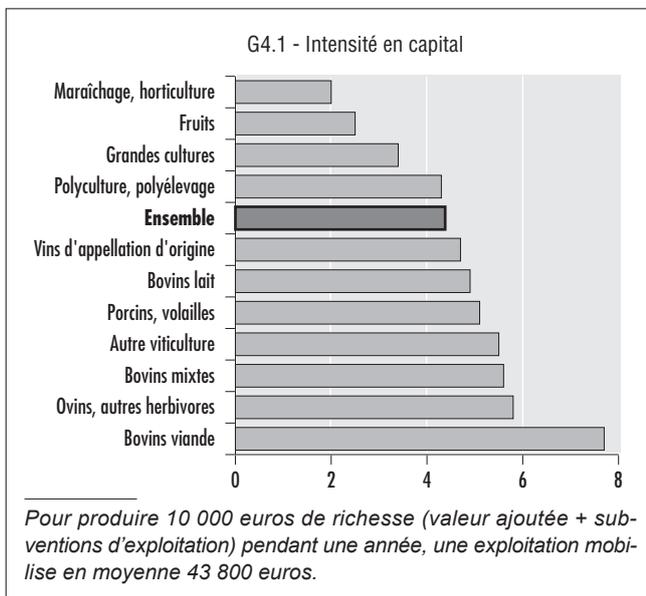
Source : RICA 2006 et 2007

Ratios financiers - création de richesse et facteurs de production

Pour produire de la richesse, une exploitation agricole, comme toute entreprise, met en œuvre les biens qu'elle possède (actif du bilan) et utilise de la force de travail (nombre d'unités annuelles de travail). L'apport de chacun de ces facteurs dans la production de l'exploitation est évalué par leur intensité. L'intensité en capital (actif du bilan rapporté à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation) mesure la valeur des moyens à mettre en œuvre pour créer une unité de richesse. Elle atteint 4,4, toutes exploitations confondues en 2007 contre 4,7 en 2006 et 4,9 en 2005. L'intensité en travail, qui peut être définie comme le nombre

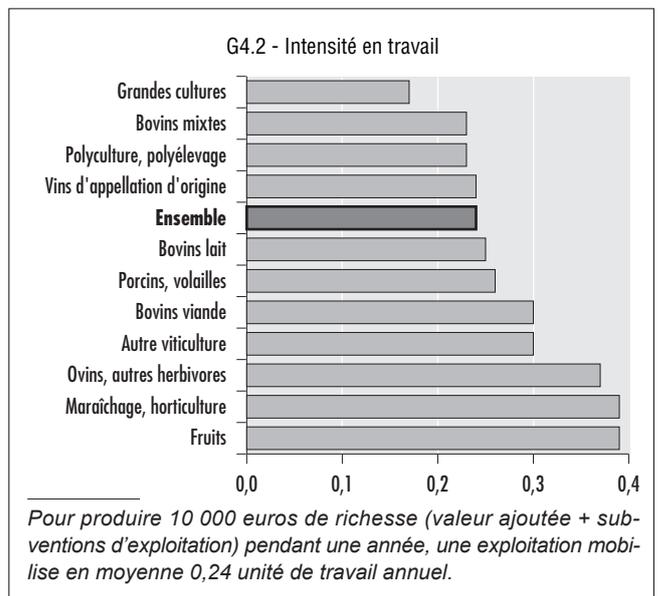
d'unités de travail à mobiliser pour produire 10 000 euros de richesse, est de 0,24 (contre 0,28 en 2006 et 0,30 en 2005). Les exploitations d'élevage doivent, proportionnellement à la richesse créée, apporter davantage de capital que les exploitations à dominante végétale, à l'exception notable de l'orientation autre viticulture. La mobilisation du facteur travail est relativement limitée en bovins mixtes et grandes cultures. À l'opposé, l'élevage d'ovins et de caprins, le maraîchage, horticulture et surtout l'arboriculture fruitière exigent beaucoup de travail.

Moins de capital nécessaire pour les exploitations végétales



Source : RICA 2007

L'arboriculture fruitière et le maraîchage, horticulture nécessitent une main-d'œuvre importante



Source : RICA 2007

G4.3 - Autres ratios financiers

Moyennes par exploitation

Orientation	Indépendance financière		Couverture des immobilisations		Liquidité réduite		Délai fournisseurs	
	Capitaux propres/capitaux permanents		Immobilisations/capitaux permanents		Réalizables + disponible/dettes à court terme		360 x dettes fournisseurs/achats d'approvisionnement	
	2007 %	Variation 2007-2006 ¹	2007 %	Variation 2007-2006 ¹	2007 %	Variation 2007-2006 ¹	2007 %	Variation 2007-2006 ¹
Grandes cultures	72,4	+ 2,4	69,1	- 3,9	143,8	+ 7,1	159,1	+ 2,6
Maraîchage, horticulture	55,5	- 0,2	84,7	+ 3,0	95,3	- 15,8	121,1	+ 7,0
Vins d'appellation d'origine	81,5	+ 0,9	49,2	- 1,2	95,3	+ 2,0	345,4	+ 10,6
Autre viticulture	84,3	+ 1,3	52,4	- 1,6	101,2	+ 6,2	343,7	- 35,2
Fruits	69,3	+ 1,9	73,6	- 0,2	124,2	- 8,2	282,2	+ 3,1
Bovins lait	69,9	+ 0,6	81,4	- 1,5	117,7	+ 11,3	146,5	- 9,6
Bovins élevage et viande	78,2	+ 1,0	79,2	- 0,6	131,1	- 5,0	175,7	+ 6,8
Bovins lait, élevage et viande	71,5	+ 0,3	79,4	- 1,8	93,1	+ 6,1	169,3	+ 15,2
Ovins, autres herbivores	75,2	+ 0,7	82,3	- 0,5	136,5	- 4,0	153,6	+ 3,8
Porcins, volailles	54,4	- 0,0	85,4	+ 2,0	51,0	- 10,7	71,1	- 7,1
Polyculture, polyélevage	69,0	+ 1,6	76,9	- 2,4	105,5	+ 8,8	158,6	- 3,2
ENSEMBLE	73,1	+ 1,2	71,7	- 1,7	112,5	+ 3,0	161,9	- 0,7

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA 2007

Résultats et rémunération des facteurs de production

Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 41 800 euros en 2007. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (8 800 euros), il reste 33 000 euros pour rémunérer les facteurs de production : main-d'œuvre non salariée et capitaux propres consacrés à l'exploitation. L'exploitation emploie en moyenne 1,44 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille. Les capitaux propres se montent quant à eux à 230 800 euros en moyenne par exploitation.

Pour déterminer la rémunération de l'un des facteurs de production, il convient de fixer la valeur de l'autre. C'est une telle démarche qui était menée notamment lors de l'instruction des plans d'amélioration matérielle afin de déterminer le revenu par unité de travail annuel.

Le taux d'intérêt à appliquer au capital d'exploitation (total actif – capital foncier) était fixé à 4 %. Si l'on retient ce taux pour la rémunération des capitaux propres, il reste en moyenne l'équivalent d'un salaire net de 16 600 euros par unité de travail non salariée (contre 11 200 en 2006 et 8 000 en 2005). Cette rétribution est plus favorable aux plus grandes des exploitations où elle atteint 41 800 euros contre seulement 600 euros pour les plus petites. Les résultats progressent avec la taille économique alors que la quantité de facteurs de production mis en œuvre augmente dans une moindre proportion. En effet, dans une très grande exploitation, le facteur travail non salarié est doublé par rapport à celui d'une petite alors que le revenu de l'exploitant est dans le même temps multiplié par 70 (il était multiplié par 15 en 2006 et par 8 en 2005).

G5.1 - Résultats et facteurs de production par taille en 2007

Moyenne par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2007

	Petite exploitation Cdex 5-6	Moyenne petite exploitation Cdex 7	Moyenne grande exploitation Cdex 8	Grande exploitation Cdex 9	Très grande exploitation Cdex 10
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	9,3	100,5	135,3	70,4	10,5
Surface agricole utilisée (ha)	26,1	49,2	77,0	125,4	154,7
Taille du troupeau (UGB)	16,9	42,2	71,1	114,6	136,1
Résultat courant avant impôts (1)	7,6	18,2	35,6	77,5	139,4
Charges sociales de l'exploitant (2)	3,5	4,7	8,1	14,4	24,7
Revenu de l'exploitant (3) = (1) – (2)	4,0	13,5	27,6	63,0	114,7
Capitaux propres (4)	85,3	145,5	206,8	351,9	673,1
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	3,4	5,8	8,3	14,1	26,9
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,10	1,16	1,44	1,77	2,10
Rémunération par UTA non salariée [(3) – (5)]/(6)	0,6	6,6	13,4	27,7	41,8

Source : RICA 2007

G5.2 - Résultats et facteurs de production entre 1990 et 2007

Moyenne par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2007

	1990	1995	2000	2007
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	521,6	428,8	384,7	326,0
Surface agricole utilisée (ha)	47,2	59,5	67,1	79,9
Taille du troupeau (UGB)	40,6	53,5	62,9	72,1
Résultat courant avant impôts (1)	27,7	34,8	32,4	41,8
Charges sociales de l'exploitant (2)	5,5	7,4	8,2	8,8
Revenu de l'exploitant (3) = (1) – (2)	22,2	27,4	24,2	33,0
Capitaux propres (4)	188,0	193,7	209,0	230,8
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	7,5	7,7	8,4	9,2
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,46	1,46	1,44	1,44
Rémunération par UTA non salariée [(3) – (5)]/(6)	10,1	13,5	11,0	16,6

Source : RICA

LES ANNEXES

1 - Tableaux complémentaires	54
2 - Méthodologie d'enquête.....	59
3 - Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables	65
4 - Lexique	69

Tableaux complémentaires

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2007

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2006 en valeur réelle

	Ensemble		Grandes cultures		Maraîchage, horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.
Échantillon	7 375		1 809		379		815		227		335	
Population	326 000		74 500		9 700		32 800		11 100		9 100	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	80	+ 1,3	116	+ 1,1	6	- 1,0	19	+ 0,0	34	- 0,5	30	- 0,5
dont : SAU en fermage	64	+ 0,8	99	+ 0,9	4	+ 1,2	13	+ 0,4	20	- 1,6	21	- 0,8
Effectifs animaux (en UGB°)	72	- 0,6	15	ε	1	+ 12,4	1	- 29,3	ε	///	3	- 3,3
Nombre d'UTA°°	2,00	- 0,2	1,67	+ 0,5	4,31	+ 1,4	3,03	- 0,4	2,00	- 0,4	4,62	- 4,1
dont : UTA non salariées	1,44	- 0,3	1,28	- 0,4	1,51	+ 2,3	1,40	- 0,7	1,24	- 2,0	1,42	- 1,2
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)												
Ventes et autoconsommation	145,9	+ 7,1	146,1	+ 18,1	243,9	- 3,4	201,1	+ 5,4	109,9	+ 12,1	193,4	- 4,6
- Achats d'animaux	5,3	- 13,2	2,3	- 10,8	0,1	+ 10,8	0,1	- 64,1	ε	///	0,1	- 6,6
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	140,6	+ 8,0	143,8	+ 18,8	243,9	- 3,4	201,0	ε	109,9	+ 12,1	193,3	- 4,6
+ Production stockée	7,0	///	10,2	///	0,4	///	11,8	///	7,0	///	3,5	///
+ Production immobilisée	3,4	+ 8,0	1,9	+ 50,6	3,3	+ 7,5	3,2	+ 11,4	3,9	+ 22,6	6,4	+ 21,4
+ Produits divers	2,5	+ 7,6	4,3	+ 0,0	2,6	+ 1,5	3,6	+ 5,3	1,8	+ 8,8	3,2	+ 14,7
= Production de l'exercice	153,6	+ 9,5	160,2	+ 23,1	250,1	- 3,0	219,7	+ 7,4	122,5	+ 9,3	206,4	- 3,0
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	///	0,6	///	0,5	///	ε	///	0,2	///	0,2	///
- Charges d'approvisionnement	50,8	+ 6,5	54,7	+ 3,9	86,5	- 0,1	31,3	+ 7,3	22,8	+ 10,8	34,9	- 1,8
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	38,7	+ 1,5	35,2	+ 3,7	52,1	- 1,6	45,5	+ 0,7	33,2	+ 6,6	58,1	+ 0,1
= Valeur ajoutée	64,4	+ 17,7	70,9	+ 60,3	112,1	- 5,6	142,9	+ 9,6	66,7	+ 10,0	113,6	- 4,8
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///
+ Subventions d'exploitation	29,0	- 6,4	42,3	- 3,6	2,9	- 20,0	2,9	- 24,0	6,9	- 18,5	11,1	- 15,5
+ Indemnités d'assurance	1,6	+ 27,3	2,8	+ 57,9	0,9	+ 32,3	1,7	+ 74,0	1,4	+ 93,0	4,2	+ 24,9
- Fermages	10,5	+ 0,8	14,2	+ 0,2	3,2	+ 14,2	19,6	+ 3,0	6,5	+ 0,6	7,4	- 0,4
- Impôts et taxes	1,9	- 1,1	2,4	+ 0,6	1,8	+ 18,7	3,3	- 5,2	2,8	+ 9,2	1,8	+ 3,3
- Charges de personnel	11,0	+ 0,6	7,6	+ 1,3	54,1	- 0,4	34,8	+ 0,9	15,0	+ 2,0	58,0	- 1,6
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	71,6	+ 12,3	91,8	+ 39,0	56,8	- 12,2	89,8	+ 14,9	50,7	+ 10,5	61,7	- 8,9
+ Transferts de charges	0,4	///	0,6	///	0,6	///	0,6	///	0,1	///	0,8	///
- Dotations aux amortissements	26,0	+ 1,2	27,1	- 0,1	27,1	+ 0,7	23,1	- 0,9	18,3	- 0,6	24,5	- 1,2
= Résultat d'exploitation	45,9	+ 19,7	65,3	+ 63,9	30,4	- 22,4	67,2	+ 21,2	32,6	+ 17,5	38,0	- 12,8
+ Produits financiers	0,4	+ 15,0	0,8	+ 17,0	0,5	+ 54,1	0,3	- 23,5	0,4	+ 33,3	0,6	+ 63,7
- Charges financières	4,5	+ 0,7	4,3	+ 0,7	4,2	- 2,2	5,6	- 6,1	3,1	+ 1,4	4,0	- 5,7
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	41,8	+ 22,0	61,8	+ 70,2	26,6	- 24,7	62,0	+ 24,1	29,9	+ 19,6	34,6	- 12,8
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	3,7	+ 18,8	8,1	+ 24,1	1,2	///	1,6	+ 44,3	2,0	- 6,6	2,2	+ 145,7
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,2	+ 2,9	0,5	+ 4,5	2,0	- 13,2	0,8	+ 2,6	1,9	+ 1,9	2,9	+ 1,1
+ Profits et charges exceptionnels	- 0,1	///	- 0,1	///	- 0,5	///	- 0,2	///	ε	///	- 0,2	///
= Résultat de l'exercice	46,7	+ 21,1	70,3	+ 62,2	29,3	- 23,5	64,2	+ 24,0	33,8	+ 17,1	39,4	- 8,1
Ratios par UTA (milliers d'euros)												
Valeur ajoutée par UTA totales	32,2	+ 17,8	42,5	+ 59,5	26,0	- 6,8	47,2	+ 10,0	33,3	+ 10,5	24,6	- 0,8
RCAI par UTA non salariées	29,1	+ 22,4	48,3	+ 70,8	17,7	- 26,4	44,2	+ 25,0	24,1	+ 22,0	24,3	- 11,8

ε : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2007

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2007

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2006 en valeur réelle

	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins Volailles		Polyculture polyélevage	
	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.
Échantillon	990		683		250		402		324		1 161	
Population	53 100		39 700		8 500		19 200		13 300		55 000	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	74	+ 1,3	92	+ 1,2	107	+ 1,7	83	+ 1,5	46	+ 0,9	98	+ 1,9
dont : SAU en fermage	61	+ 1,1	65	+ 0,4	89	+ 1,5	52	- 1,3	36	+ 0,0	82	+ 1,4
Effectifs animaux (en UGB°)	85	+ 1,8	105	+ 1,6	137	+ 0,3	80	- 0,1	404	- 2,3	101	- 1,2
Nombre d'UTA°°	1,73	- 0,7	1,33	- 0,2	1,82	+ 0,7	1,58	+ 0,2	1,90	+ 1,7	1,93	- 0,5
dont : UTA non salariées	1,62	- 1,0	1,26	+ 0,2	1,68	+ 0,2	1,45	+ 0,0	1,55	+ 1,5	1,58	- 0,5
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)												
Ventes et autoconsommation	126,4	+ 7,6	65,1	- 4,6	146,2	+ 5,8	69,5	+ 0,1	294,5	+ 1,2	162,8	+ 10,4
- Achats d'animaux	4,5	- 17,9	7,4	- 19,5	10,7	+ 4,8	3,4	- 7,7	30,5	- 2,6	8,3	- 11,6
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	121,9	+ 8,8	57,7	- 2,7	135,5	+ 5,9	66,1	+ 0,5	264,0	+ 1,6	154,5	+ 11,8
+ Production stockée	4,6	///	6,1	///	9,9	///	3,4	///	5,2	///	ε	///
+ Production immobilisée	4,7	+ 16,4	2,2	- 44,2	5,6	+ 23,7	1,8	- 8,9	4,7	- 23,0	4,5	+ 21,3
+ Produits divers	1,0	- 5,5	1,0	+ 5,6	1,1	+ 46,7	2,5	+ 10,9	1,6	+ 62,9	2,4	+ 25,0
= Production de l'exercice	132,2	+ 9,5	67,0	- 4,4	152,2	+ 9,0	73,8	+ 1,5	275,5	+ 1,5	167,5	+ 13,1
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	///	ε	///	0,2	///	ε	///	0,3	///	0,4	///
- Charges d'approvisionnement	42,1	+ 8,1	27,9	+ 2,8	56,4	+ 7,2	29,6	+ 2,0	162,7	+ 16,8	63,4	+ 8,6
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	39,9	+ 2,6	25,3	- 6,0	45,3	+ 2,7	24,6	- 0,5	52,3	- 3,4	44,2	+ 4,2
= Valeur ajoutée	50,3	+ 16,9	13,9	- 13,8	50,6	+ 17,6	19,6	+ 3,4	60,9	- 22,2	60,3	+ 26,0
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///
+ Subventions d'exploitation	26,4	- 5,9	37,5	- 11,5	41,1	- 5,0	27,4	- 9,6	18,5	- 5,6	36,1	- 5,3
+ Indemnités d'assurance	0,8	+ 17,0	0,8	- 3,7	1,4	+ 2,6	0,8	+ 2,2	1,1	- 51,2	1,6	+ 1,5
- Fermages	7,9	- 0,5	6,7	- 1,2	11,1	+ 0,8	4,4	+ 2,3	5,5	- 2,8	11,1	+ 0,8
- Impôts et taxes	1,4	- 3,5	1,1	+ 8,4	1,7	- 3,1	0,9	- 3,0	1,6	+ 0,3	1,8	- 6,4
- Charges de personnel	1,8	+ 7,9	1,1	- 7,3	2,5	- 3,9	2,2	+ 3,7	8,2	+ 11,1	6,6	- 1,5
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	66,4	+ 9,4	43,3	- 14,0	71,7	+ 7,7	40,2	- 5,5	65,2	- 23,5	78,5	+ 15,6
+ Transferts de charges	0,2	///	0,1	///	0,3	///	0,1	///	0,4	///	0,4	///
- Dotations aux amortissements	27,0	+ 1,2	20,4	+ 4,5	33,7	+ 3,8	18,5	+ 0,2	35,3	+ 2,3	30,4	+ 1,7
= Résultat d'exploitation	39,7	+ 15,8	23,1	- 25,7	44,3	+ 10,9	21,8	- 9,9	30,3	- 40,3	48,5	+ 26,4
+ Produits financiers	0,2	+ 12,4	0,1	+ 24,8	0,4	+ 45,9	0,1	+ 21,9	0,4	+ 22,4	0,4	+ 9,8
- Charges financières	4,3	+ 4,5	3,0	+ 3,2	5,9	+ 8,9	2,6	- 2,4	8,2	+ 2,0	5,3	+ 2,8
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	35,6	+ 17,2	20,2	- 28,3	38,9	+ 11,5	19,4	- 10,6	22,5	- 47,7	43,6	+ 29,9
+ Plus ou moins-valeur sur cession d'actifs immobilisés	2,2	- 18,9	2,2	+ 18,3	3,4	+ 30,8	1,1	- 31,1	1,8	- 49,2	4,1	+ 19,8
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,5	+ 6,4	1,1	+ 6,8	1,8	- 4,5	1,5	+ 6,4	1,6	+ 2,8	1,5	+ 2,2
+ Profits et charges exceptionnels	ε	///	0,1	///	0,2	///	0,1	///	0,4	///	ε	///
= Résultat de l'exercice	39,3	+ 13,2	23,6	- 23,1	44,2	+ 13,0	22,0	- 11,1	26,2	- 44,9	49,2	+ 27,7
Ratios par UTA (milliers d'euros)												
Valeur ajoutée par UTA totales	29,1	+ 17,7	10,4	- 13,6	27,8	+ 16,8	12,4	+ 3,2	32,0	- 23,5	31,2	+ 26,6
RCAI par UTA non salariées	22,0	+ 18,4	16,0	- 28,5	23,1	+ 11,3	13,4	- 10,6	14,5	- 48,5	27,6	+ 30,6

ε : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2007

Tableau 2
Situation financière des exploitations en 2006 et 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Grandes cultures		Maraîchage, Horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Résultat courant avant impôts	33,6	42,0	36,2	63,1	29,9	23,1	48,7	61,9	25,5	31,2	38,9	34,8
+ Dotation aux amortissements	25,2	26,1	26,4	27,0	27,7	28,5	22,6	22,9	17,8	18,1	23,9	24,2
+ Charges et produits exceptionnels	ε	-0,1	ε	-0,1	0,2	-0,6	-0,1	-0,2	ε	ε	ε	0,2
= Capacité d'autofinancement	58,7	68,0	62,6	90,0	57,7	51,0	71,1	84,6	43,3	49,4	62,8	59,1
- Prélèvements privés	31,9	36,4	32,7	49,3	33,3	34,1	42,0	51,3	25,3	24,0	30,7	35,1
= Autofinancement	26,8	31,6	29,9	40,8	24,5	16,9	29,2	33,3	18,0	25,4	32,1	24,1
+ Cessions d'immobilisations	5,7	7,2	10,8	14,3	1,1	2,0	2,8	4,5	3,5	4,6	3,3	4,7
+ Subventions d'équipement reçues	1,6	1,2	0,5	0,3	2,0	1,7	1,2	0,5	3,7	1,7	3,3	2,3
+ Nouvelles dettes financières	25,4	25,2	27,0	27,8	20,0	22,0	32,8	26,7	14,2	12,6	21,8	18,3
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,0	3,2	0,9	3,9	-2,4	6,6	4,1	4,4	3,3	1,4	3,6	3,7
+ Diminution de trésorerie nette					0,3	1,4						
= Total des ressources	60,5	68,5	69,0	87,1	45,5	50,5	70,1	69,4	42,7	45,7	64,1	53,1
Acquisitions d'immobilisations	28,3	30,2	29,6	38,3	21,6	26,3	28,8	22,7	15,9	19,0	22,0	26,7
+ Augmentation des animaux reproducteurs	1,2	0,8	ε	0,2	ε	0,1	0,1	ε	ε	ε	ε	ε
+ Charges à répartir	ε	ε	ε	ε	-0,1	ε	ε	-0,1	ε	ε	ε	ε
+ Remboursements des dettes financières	24,2	24,4	26,8	26,1	23,9	23,4	29,1	29,7	14,8	15,6	22,9	18,9
+ Variation des stocks	3,4	7,9	5,0	14,8	-0,5	1,6	6,5	11,6	8,7	7,6	2,5	4,5
+ Variation des créances auprès des tiers	1,6	3,0	5,2	3,1	1,0	-1,1	5,4	4,0	1,3	2,1	9,6	1,0
+ Variation des comptes de régularisation	ε	0,1	0,1	ε	-0,3	0,2	0,1	ε	-0,1	0,2	-1,4	1,3
+ Augmentation de trésorerie nette	1,8	1,9	2,3	4,7			ε	1,4	2,1	1,4	8,5	0,7
= Total des emplois	60,5	68,5	69,0	87,1	45,5	50,5	70,1	69,4	42,7	45,7	64,1	53,1
Variation du fonds de roulement net	5,8	9,8	11,8	18,6	2,2	-7,2	8,0	12,7	8,6	9,8	15,6	3,8
Variation du besoin en fonds de roulement	4,0	7,9	9,5	14,0	2,5	-6,0	8,0	11,3	6,6	8,4	7,0	3,1
Variation de trésorerie nette	1,8	1,9	2,3	4,7	-0,3	-1,3	ε	1,4	2,1	1,4	8,5	0,7
Investissement total	23,8	23,8	18,8	24,2	20,5	24,4	26,2	18,2	12,4	14,4	18,8	22,0
Excédent de trésorerie d'exploitation	53,3	58,5	54,0	76,3	54,9	55,7	60,9	71,5	35,5	39,2	52,2	51,6

Bilan 2007	Ouv. Clôture											
	Ouv.	Clôture										
Actif immobilisé	219,4	226,6	186,6	197,3	149,2	150,8	248,0	253,2	168,1	170,8	161,0	165,6
Terrains	41,2	43,7	43,9	46,2	15,2	16,4	112,2	116,1	46,0	47,3	24,3	29,0
Constructions	49,6	50,8	22,6	23,6	58,9	57,7	42,5	43,5	13,4	15,2	26,8	27,0
Matériel	56,3	58,4	69,7	76,1	32,8	33,5	36,8	36,8	33,7	33,4	36,6	35,9
Plantations (y compris forêt)	8,1	8,0	0,7	0,7	5,0	4,1	36,5	36,2	60,0	59,9	46,0	46,0
Animaux reproducteurs	37,1	37,9	7,0	7,2	0,4	0,5	0,9	1,0	0,3	0,3	0,5	0,6
Autres immobilisations	16,1	16,8	32,4	32,9	9,7	10,7	12,0	12,8	9,9	10,0	14,3	15,2
Actif circulant	123,8	136,5	113,9	135,9	84,5	83,1	329,2	346,1	188,2	199,4	118,7	125,3
Stocks et en-cours	75,2	83,1	51,7	66,5	26,4	28,1	248,9	260,5	150,2	157,8	39,4	43,9
dont animaux circulants	18,5	18,9	5,5	5,5	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Valeurs réalisables	30,5	33,0	39,8	41,9	27,5	28,0	58,1	62,0	22,0	22,8	50,7	49,0
Valeurs disponibles	18,1	20,4	22,4	27,5	30,6	27,0	22,2	23,6	16,0	18,9	28,5	32,5
Régularisation actif	1,2	1,3	1,3	1,3	1,5	1,6	1,4	1,4	0,8	1,0	1,3	1,4
Total actif	344,4	364,4	301,7	334,4	235,1	235,5	578,6	600,7	357,1	371,2	280,9	292,4
Capitaux propres	217,2	233,5	181,8	209,5	99,9	95,6	397,5	418,2	264,2	279,6	152,1	161,2
Total endettement	127,0	130,8	119,7	124,8	135,2	139,9	181,1	182,4	92,9	91,6	127,6	131,1
Dettes à long ou moyen terme	83,3	84,0	75,7	77,6	82,2	81,3	96,0	93,8	54,5	51,9	68,2	66,2
Emprunts à court terme	4,8	4,9	5,3	5,1	5,4	5,0	8,6	7,8	2,2	1,8	3,9	5,4
Autres dettes financières à - 1 an	7,1	6,9	7,2	6,7	5,9	5,4	13,9	13,8	3,2	3,3	7,2	7,7
Dettes auprès de tiers	31,7	34,9	31,5	35,4	41,7	48,3	62,6	67,0	33,1	34,5	48,2	51,9
Régularisation passif	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	ε	ε	0,1	ε	ε	1,2	0,1
Total passif	344,4	364,4	301,7	334,4	235,1	235,5	578,6	600,7	357,1	371,2	280,9	292,4

ε : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2006 et 2007

Source : RICA 2007

Tableau 2
Situation financière des exploitations en 2006 et 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins volailles		Polyculture polyélevage	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Résultat courant avant impôts	30,1	36,2	27,5	20,2	36,2	41,3	20,9	19,2	42,2	22,6	32,5	43,3
+ Dotation aux amortissements	25,8	26,7	19,2	20,6	33,1	35,2	18,1	18,6	33,6	35,2	29,3	30,6
+ Charges et produits exceptionnels	€	-0,3	-0,4	0,1	0,1	0,5	0,1	0,1	-0,1	0,6	€	-0,1
= Capacité d'autofinancement	55,9	62,7	46,3	40,8	69,4	77,0	39,2	37,8	75,7	58,4	61,9	73,8
- Prélèvements privés	31,6	32,9	24,4	19,5	36,1	38,6	22,5	18,1	43,0	35,7	31,0	36,0
= Autofinancement	24,3	29,8	22,0	21,3	33,3	38,4	16,7	19,7	32,7	22,7	30,9	37,8
+ Cessions d'immobilisations	4,8	5,2	3,3	3,9	5,0	6,4	3,0	2,5	5,1	4,1	5,9	7,0
+ Subventions d'équipement reçues	2,1	1,9	1,8	1,5	2,2	1,6	2,0	0,8	1,5	1,3	1,7	1,4
+ Nouvelles dettes financières	22,3	25,3	20,0	17,1	31,7	36,4	12,6	15,7	34,9	40,0	28,8	28,3
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,6	2,5	-0,1	0,4	1,0	3,9	0,8	1,3	2,3	6,5	0,1	2,7
+ Diminution de trésorerie nette				2,7	0,2		0,6	0,4		1,9		
= Total des ressources	54,0	64,7	47,0	46,9	73,5	86,7	35,7	40,4	76,5	76,6	67,3	77,1
Acquisitions d'immobilisations	29,0	30,6	25,4	20,9	37,9	37,5	18,3	20,1	33,3	32,3	32,4	34,0
+ Augmentation des animaux reproducteurs	1,8	2,2	3,4	0,7	3,5	2,3	2,0	0,6	0,6	0,9	1,4	1,2
+ Charges à répartir	€	€	€	0,2	€	€	€	€	€	€	€	€
+ Remboursements des dettes financières	21,1	22,4	17,2	18,8	31,0	30,2	14,7	15,7	34,6	34,5	27,1	27,4
+ Variation des stocks	1,7	3,3	1,4	4,2	2,9	8,6	0,6	2,6	2,9	7,1	3,6	7,7
+ Variation des créances auprès des tiers	-0,1	3,2	-4,9	2,1	-1,3	5,3	0,2	1,6	2,4	1,7	-0,4	4,5
+ Variation des comptes de régularisation	€	€	0,1	0,1	-0,4	1,1	-0,1	-0,1	0,3	€	0,1	0,2
+ Augmentation de trésorerie nette	0,5	3,0	4,4			1,8			2,4		3,1	2,1
= Total des emplois	54,0	64,7	47,0	46,9	73,5	86,7	35,7	40,4	76,5	76,6	67,3	77,1
Variation du fonds de roulement net	1,6	7,0	1,1	3,4	-0,1	12,8	-0,8	2,5	5,6	0,4	6,3	11,9
Variation du besoin en fonds de roulement	1,1	4,0	-3,4	6,0	0,1	11,0	-0,1	2,8	3,2	2,3	3,2	9,7
Variation de trésorerie nette	0,5	3,0	4,4	-2,6	-0,2	1,8	-0,6	-0,3	2,4	-1,9	3,1	2,1
Investissement total	25,9	27,6	25,5	17,6	36,3	33,4	17,3	18,1	28,9	29,1	27,9	28,2
Excédent de trésorerie d'exploitation	53,2	54,1	45,4	35,1	63,3	62,7	37,6	34,3	73,0	53,6	57,5	62,7

Bilan 2007	Ouvert. Clôture											
Actif immobilisé	233,8	242,7	244,6	248,9	313,7	322,9	177,6	182,7	258,9	261,6	239,2	246,5
Terrains	24,6	27,0	39,3	41,4	25,0	26,8	31,3	35,3	19,4	20,6	31,1	33,7
Constructions	71,1	73,2	44,8	46,6	90,7	93,4	44,2	45,6	121,0	118,7	60,4	61,2
Matériel	56,3	57,4	52,6	52,1	76,4	78,5	44,7	43,5	52,2	54,5	66,9	68,9
Plantations (y compris forêt)	0,2	0,2	0,1	0,1	€	€	€	€	0,1	0,1	4,2	4,2
Animaux reproducteurs	58,4	60,6	95,9	96,5	93,2	95,4	43,5	44,1	42,3	43,3	45,3	46,4
Autres immobilisations	9,5	10,3	5,5	5,7	12,2	12,9	5,8	6,3	13,3	14,1	17,8	18,6
Actif circulant	79,0	88,4	87,0	90,6	122,7	138,6	57,5	62,1	112,0	118,9	107,3	121,7
Stocks et en-cours	45,5	48,8	53,2	57,3	82,7	91,3	28,6	31,1	74,4	81,5	62,9	70,7
dont animaux circulants	24,5	24,5	36,5	38,4	51,5	55,2	13,6	13,5	56,3	58,4	25,6	25,6
Valeurs réalisables	21,0	23,6	15,0	16,8	26,2	31,6	18,0	19,2	27,1	28,4	27,1	30,8
Valeurs disponibles	12,5	16,0	18,9	16,4	13,8	15,7	11,0	11,7	10,6	8,9	17,3	20,3
Régularisation actif	1,0	1,1	0,5	0,7	2,3	3,4	0,4	0,3	2,0	2,1	1,4	1,6
Total actif	313,8	332,1	332,0	340,2	438,7	464,9	235,6	245,1	373,0	382,6	348,0	369,8
Capitaux propres	200,3	213,3	240,7	250,2	277,2	293,0	160,3	167,8	172,9	170,5	207,7	225,9
Total endettement	113,4	118,6	91,3	89,9	160,9	171,4	75,0	77,0	200,1	212,0	140,1	143,7
Dettes à long ou moyen terme	83,2	86,3	67,7	66,4	116,6	122,3	53,8	53,6	136,4	135,4	96,4	97,3
Emprunts à court terme	3,9	3,6	3,0	2,7	5,2	5,8	2,8	2,9	7,3	13,9	4,6	4,6
Autres dettes financières à - 1 an	4,1	4,0	3,5	3,4	5,4	5,6	3,1	3,8	17,9	17,8	7,5	7,4
Dettes auprès des tiers	22,2	24,7	17,1	17,5	33,7	37,6	15,4	16,7	38,4	44,9	31,7	34,4
Régularisation passif	0,1	0,1	0,1	€	0,5	0,5	0,3	0,3	€	€	0,2	0,2
Total passif	313,8	332,1	332,0	340,2	438,7	464,9	235,6	245,1	373,0	382,6	348,0	369,8

€ : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2006 et 2007

Source : RICA 2007

Méthodologie d'enquête

Mis en œuvre en France depuis 1968, le RICA est une enquête réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des principes et des règles communs. Les données de base sont recueillies à partir d'une fiche d'enquête comprenant la comptabilité agricole de l'exploitation et d'autres données technico-économiques. Un retraitement de certaines données est effectué afin de cerner la réalité économique de l'exploitation au plus près (amortissements linéaires, réévaluation des immobilisations, non prise en compte des décotes, etc.). Cette enquête, réalisée par sondage, permet d'analyser le fonctionnement micro-économique des exploitations agricoles et de suivre particulièrement l'évolution des charges, des résultats et des capitaux engagés dans ces exploitations.

La présente publication présente les résultats de l'enquête faite à partir du fichier définitif 2007 comprenant 7 375 exploitations.

Typologie des exploitations agricoles : OTEX, CDEX, MBS

La très grande diversité des exploitations agricoles a toujours rendu indispensable leur classification. La statistique agricole européenne, et française en particulier, utilise depuis 1978 une typologie fondée sur l'OTEX (orientation technico-économique des exploitations) et la CDEX (classe de dimension économique des exploitations)¹.

Les OTEX constituent un classement des exploitations selon leur production principale (par exemple « grandes cultures », « maraîchage et horticulture », « bovins lait », ...). Les CDEX constituent un classement des exploitations selon leur taille, les plus petites exploitations étant regroupées dans la CDEX 1, et les plus importantes dans la CDEX 10.

La détermination de l'OTEX et de la CDEX d'une exploitation se fait à partir de données physiques, surfaces des différentes productions végétales et effectifs des différentes catégories d'animaux. À chaque hectare de culture et à chaque tête d'animal est appliqué un coefficient, indicateur normatif de marge brute (ou de valeur ajoutée) unitaire. Ce coefficient de « MBS » (marge brute standard) est établi périodiquement par région, pour chaque production considérée. Il est exprimé jusqu'en 1999 en écus, unité de compte européenne (et mainte-

nant en euros). La table de MBS utilisée sur le fichier définitif RICA 2007 est celle portant sur l'année 1996 (plus exactement sur la période de trois ans encadrant 1996, soit 1995 à 1997) et appelée « table MBS 96 ».

Le total des MBS de toutes les productions végétales et animales donne la MBS totale de l'exploitation. La dimension de l'exploitation est exprimée en UDE (unité de dimension européenne, 1 UDE « 96 » = 1 200 écus « 96 »), ou plus communément en « hectares-équivalent-blé » (1 UDE = 1,5 ha). La CDEX est détaillée dans le tableau 1.

Les parts relatives des MBS partielles (c'est-à-dire des MBS des différentes productions végétales et animales) permettent de classer l'exploitation selon sa production dominante, et ainsi de déterminer son OTEX.

La MBS totale, la CDEX et l'OTEX des exploitations sont maintenant calculées compte tenu des jachères aidées (affectation de la MBS jachère au pôle P13 « céréales, oléagineux, protéagineux »).

Dans cette publication, on a employé une classification par OTEX en 11 postes, qui correspond à un regroupement de celle en 17 postes, utilisée en France depuis 1985 pour de nombreux dépouillements de fichiers de

Tableau 1
Définition de la CDEX

CDEX	MBS totale de l'exploitation		
	En écus « 96 »	En UDE	En hectares-équivalent-blé
1	Moins de 2 400	Moins de 2	Moins de 3
2	2 400 à 4 800	2 à 4	3 à 6
3	4 800 à 7 200	4 à 6	6 à 9
4	7 200 à 9 600	6 à 8	9 à 12
5	9 600 à 14 400	8 à 12	12 à 18
6	14 400 à 19 200	12 à 16	18 à 24
7	19 200 à 48 000	16 à 40	24 à 60
8	48 000 à 120 000	40 à 100	60 à 150
9	120 000 à 300 000	100 à 250	150 à 375
10	300 000 et plus	250 et plus	375 et plus

1. Pour en savoir plus sur la typologie par OTEX et CDEX voir orientations technico-économiques. Classification révisée des exploitations agricoles françaises, Agreste Cahiers n° 22-23, septembre 1997. Pour en savoir plus sur la marge brute standard, voir Les coefficients de marge brute standard 1996, Agreste Cahiers Hors-série n° 1, janvier 2001.

statistique agricole. La classification en 17 postes est elle-même définie à partir de la classification communautaire. La correspondance entre la classification en 11 postes et celle en 17 postes est donnée par le tableau 2.

Champ de l'enquête

Le RICA couvre l'ensemble des exploitations agricoles « professionnelles », au sens statistique, c'est à dire d'une dimension économique supérieure à 9 600 écus « 96 » (soit 12 hectares-équivalent-blé) et employant au moins 0,75 UTA. Cet ensemble correspond, d'après l'enquête sur la structure des exploitations agricoles en 2007, à 326 008 exploitations en France sur un total de 506 926 exploitations (tableau 5). La production des exploitations agricoles appartenant au champ de l'enquête représente 95 % du potentiel de production (exprimé en MBS) du secteur agricole.

Recrutement des exploitations

Le recrutement des exploitations agricoles s'effectue au niveau des services régionaux de l'information statistique et économique dans trois sous-échantillons. Ceux-ci correspondent à un mode différent de récupération des comptabilités auprès des offices comptables :

centres de gestion des réseaux CER France ou AS, autres centres de comptabilité, experts comptables, ou, à titre marginal, établissements de recherche et d'enseignement ou services déconcentrés de l'administration.

Sous-échantillon I : comptabilités d'exploitants volontaires tenues spécifiquement pour le RICA (986 en 2007). C'était, à l'origine du RICA, le seul mode de recrutement des exploitations.

Sous-échantillon II : récupération de comptabilités d'exploitants imposés au « réel » et donc tenus d'avoir une comptabilité destinée à calculer le revenu fiscal (5 600 en 2007). Ce mode de collecte existe depuis 1987. Les exploitants du sous-échantillon II ont un haut niveau de capacité productive. Les plus grandes exploitations se trouvent dans ce sous-échantillon.

Sous-échantillon III : comptabilités d'exploitants en plan d'amélioration matérielle ou plan d'investissement (789 en 2007). Ce mode de collecte existe depuis 1976. Les exploitants du sous-échantillon III sont dans une phase de transformation de leur activité. Ils sont plutôt jeunes et plus endettés que la moyenne.

Le découpage en sous-échantillons renvoie à un mode de recrutement des exploitations du RICA, non à un

Tableau 2

Correspondance entre OTEX à 11 postes, à 17 postes et OTE européenne

OTEX ad hoc à 11 postes (pour le rapport RICA)		OTEX française à 17 postes	OTE européenne
Intitulés longs	Intitulés courts		
Grandes cultures	Grandes cultures	13 Céréales, oléagineux, protéagineux 14 Autres grandes cultures	13 14
Maraîchage, horticulture	Maraîchage, horticulture	28 Maraîchage 29 Fleurs et horticulture diverse	201 202 + 203
Vins d'appellation d'origine	Vins d'appellation	37 Vins d'appellation d'origine	311
Autre viticulture	Autre viticulture	38 Autre viticulture	312 + 313 + 314
Fruits	Fruits	39 Fruits et autres cultures permanentes	32 + 33 + 34
Bovins lait	Bovins lait	41 Bovins lait	41
Bovins élevage et viande	Bovins viande	42 Bovins élevage et viande	42
Bovins lait, élevage et viande	Bovins mixtes	43 Bovins lait, élevage et viande	43
Ovins, autres herbivores	Ovins, autres herbivores	44 Ovins, caprins et autres herbivores	44
Porcins, volailles	Porcins, volailles	50 Granivores 72 Polyélevage à orientation granivores	50 72
Polyculture, polyélevage	Polyculture, polyélevage	60 Polyculture 71 Polyélevage à orientation herbivores 81 Grandes cultures et herbivores 82 Autres combinaisons cultures-élevage	60 71 81 82

régime fiscal. Les exploitations du sous-échantillon II sont imposées au réel, mais également certaines exploitations du sous-échantillon III. Pour 2007, un comptage selon le mode d'imposition révèle que l'échantillon comporte en réalité 6 071 exploitations imposées au réel (soit, après extrapolation, 75 % des exploitations du champ RICA). Cette population représente, après extrapolation, 84 % de la surface agricole utilisée, 83 % des UTA et 90 % du produit brut du champ RICA.

Plan de sélection

L'échantillon RICA 2007 complet comprend 7 375 exploitations.

L'échantillon n'est pas « aléatoire » mais se fonde sur la méthode des quotas. Dans cette méthode, l'univers, connu à partir d'un recensement ou d'une enquête lourde, est découpé en strates fondées sur des caractères relativement faciles à observer et bien corrélés avec les variables étudiées. Des objectifs de collecte à atteindre sont déterminés pour chaque strate. Pour le RICA, ces strates sont des croisements des critères suivants :

- la région (22 régions en France métropolitaine),
- l'OTEX (orientation technico-économique des exploitations),
- la CDEX (classe de dimension économique des exploitations).

Pour chaque strate région/OTEX/CDEX, est défini un

nombre d'exploitations à sélectionner. Le taux de sondage croît avec la dimension des exploitations. On cherche à recruter relativement plus de grosses exploitations que de petites. Les services régionaux sont chargés de sélectionner des exploitations avec les offices comptables, en respectant ces quotas. Ils doivent également remplir les objectifs en terme de sous-échantillon I, II ou III (cf. plus haut le paragraphe « recrutement des exploitations ») qui leur ont été assignés.

La répartition des exploitations agricoles dans « l'univers » selon ces critères est connue par le recensement agricole, puis actualisée par les enquêtes sur la structure des exploitations agricoles. Pour l'exercice 2007, ce sont les résultats de l'enquête sur la structure des exploitations en 2007 qui ont été utilisés.

Pondération

Par construction, ces taux de sondage (la proportion d'exploitations sélectionnées) diffèrent notablement selon les strates, notamment selon la dimension économique. On ne peut dépouiller l'enquête simplement, en considérant que chaque exploitation est équivalente à une autre. Il est indispensable de réaliser le dépouillement strate par strate, en affectant à chaque exploitation une pondération. L'univers de référence pour l'exercice 2007, qui permet de calculer les taux de sondage des différentes strates du RICA, est celui issu de l'enquête sur la structure des exploitations en 2007.

Tableau 3
Champ du RICA et effectifs par CDEX en 2007

CDEX	MBS (en écus « 96 »)	UDE (unité de dimension européenne)	Hectares-équivalent-blé	Nombre d'exploitations dans l'échantillon définitif 2007	Nombre pondéré ¹ d'exploitations en 2007
1,2,3,4	Moins de 9 600	Moins de 8	Moins de 12 ha	Hors champ RICA	
5 et 6	de 9 600 à moins de 19 200	de 8 à moins de 16	de 12 ha à moins de 24 ha	129	9 326
7	de 19 200 à moins de 48 000	de 16 à moins de 40	de 24 ha à moins de 60 ha	1 210	100 486
8	de 48 000 à moins de 120 000	de 40 à moins de 100	de 60 ha à moins de 150 ha	3 217	135 289
9	de 120 000 à moins de 300 000	de 100 à moins de 250	de 150 ha à moins de 375 ha	2 412	70 394
10	300 000 et plus	250 et plus	375 ha et plus	407	10 514
TOTAL				7 375	326 008

1. Cf. ci-après le paragraphe « Pondération ».

Source : RICA 2007

Tableau 4
Caractéristiques générales des trois sous-échantillons en moyennes pondérées par exploitation en 2007

Sous-échantillon	Nombre d'exploitations dans l'échantillon définitif 2007	Âge de l'exploitant (en années)	Surface agricole utilisée (ha)	Dimension économique (en hectares-équivalent-blé)	UTA	Produit brut (en euros)
Sous-échantillon I	986	48	49	52	1,27	67 300
Sous-échantillon II	5 600	48	89	146	2,21	222 200
Sous-échantillon III	789	44	77	105	1,98	165 200
ENSEMBLE	7 375	47	80	123	2,00	185 300

Source : RICA 2007

Tableau 5 - Effectifs selon les orientations de production dans l'échantillon définitif du RICA en 2007

Orientation	Nombre d'exploitations dans l'échantillon	Nombre extrapolé d'exploitations	Nombre d'exploitations dans l'univers (champ RICA) Enquête structure 2007
Grandes cultures	1 809	74 540	74 540
Maraîchage, horticulture	379	9 659	9 659
Vins d'appellation d'origine	815	32 830	32 830
Autre viticulture	227	11 145	11 145
Fruits	335	9 120	9 120
Bovins lait	990	53 050	53 050
Bovins élevage et viande	683	39 657	39 657
Bovins lait, élevage et viande	250	8 519	8 519
Ovins, autres herbivores	402	19 217	19 217
Porcins, volailles	324	13 300	13 300
Polyculture, polyélevage	1 161	54 971	54 971
ENSEMBLE	7 375	326 008	326 008

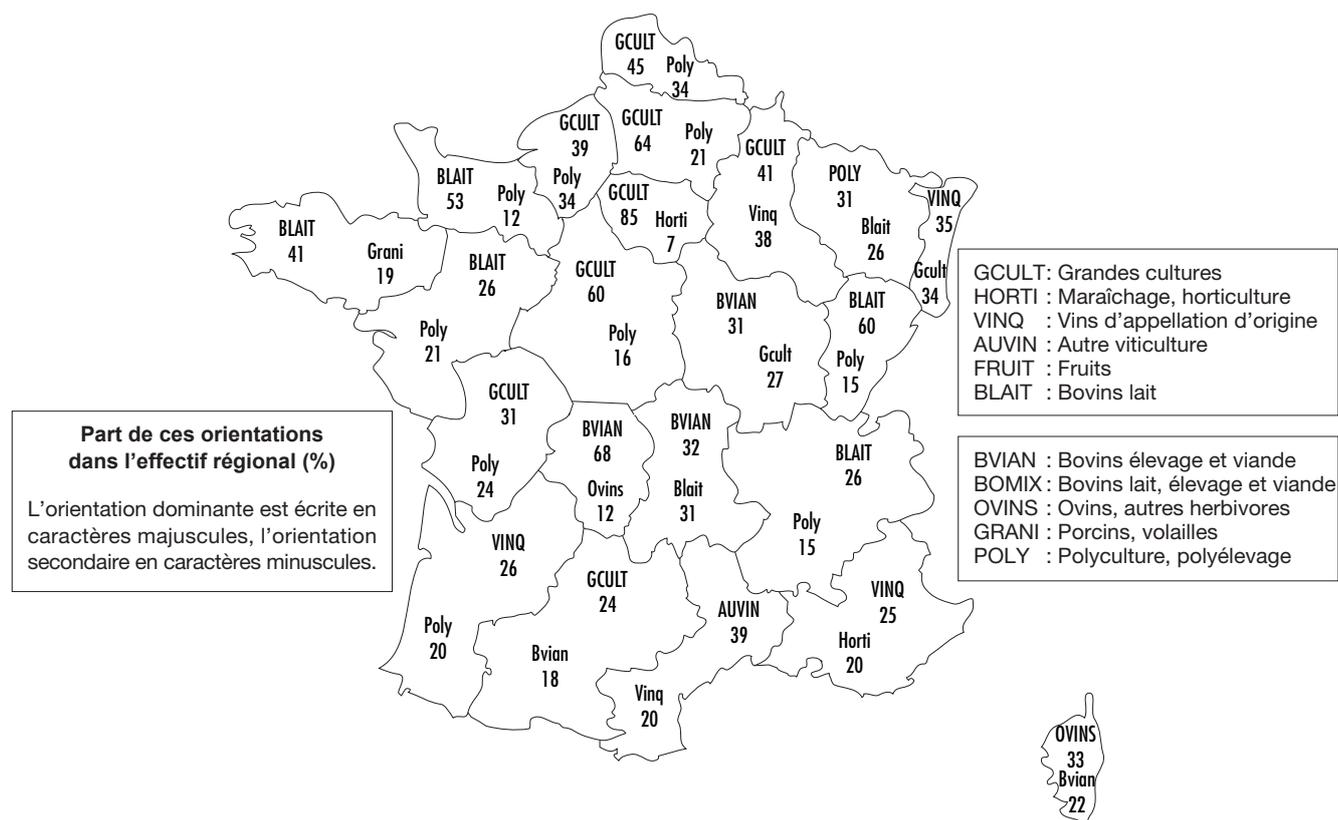
Source : RICA 2007

Tableau 6 - Valeurs extrapolées du RICA 2007 définitif selon les orientations

Orientation	Surface agricole utilisée extrapolée (en millier d'hectares)	Nombre d'unités-travail-année extrapolées (en millier d'UTA)	Produit brut extrapolé (en million d'euros)
Grandes cultures	8 641	124	15 454
Maraîchage, horticulture	61	42	2 467
Vins d'appellation d'origine	632	99	7 391
Autre viticulture	384	22	1 465
Fruits	269	42	2 036
Bovins lait	3 911	92	8 489
Bovins élevage et viande	3 653	53	4 189
Bovins lait, élevage et viande	915	16	1 665
Ovins, autres herbivores	1 593	30	1 964
Porcins, volailles	611	25	3 941
Polyculture, polyélevage	5 385	106	11 344
ENSEMBLE	26 055	652	60 406

Source : RICA 2007

Figure 1 - Orientations dominantes et secondaires selon les régions



Source : RICA 2007

Tableau 7
Effectifs selon les régions
dans l'échantillon définitif du RICA en 2007

Régions	Nombre d'exploitations		
	Dans l'échantillon	Extrapolé dans le RICA	Dans l'univers Enquête structure 2007
Île-de-France	180	3 732	3 955
Champagne-Ardenne	384	15 562	16 303
Picardie	275	9 298	10 160
Haute-Normandie	163	6 157	6 756
Centre	415	17 276	17 645
Basse-Normandie	240	13 582	13 847
Bourgogne	360	14 570	14 966
Nord-Pas-de-Calais	286	9 798	10 208
Lorraine	239	7 383	7 901
Alsace	198	5 952	6 188
Franche-Comté	219	6 184	6 416
Pays de la Loire	462	27 080	27 187
Bretagne	480	27 749	27 902
Poitou-Charentes	367	16 889	17 216
Aquitaine	552	26 646	26 915
Midi-Pyrénées	477	29 722	29 904
Limousin	224	9 402	9 658
Rhône-Alpes	471	23 738	24 190
Auvergne	373	16 819	17 002
Languedoc-Roussillon	416	17 391	17 649
Provence-Alpes-Côte d'Azur	430	12 353	12 471
Corse	164	1 456	1 569
FRANCE ENTIÈRE	7 375	318 738	326 008

Source : RICA 2007

Les informations régionales sont calculées à l'aide du jeu de coefficients de pondération régionaux. Ces coefficients ont une valeur inférieure ou égale à celle des coefficients nationaux (voir ci-avant le paragraphe « pondération »). De ce fait, le nombre total d'exploitations obtenu en faisant la somme des régions est inférieur au nombre d'exploitations calculé par sommation des orientations de production, eux-mêmes basés sur des coefficients de pondération nationaux.

Tableau 8
Poids des régions

En %

Régions	Nombre d'exploitations		Surface agricole utilisée	Nombre d'UTA	Produit brut	RCAI ¹
	Échantillon	Extrapolé				
Île-de-France	2,44	1,17	1,99	1,35	1,97	2,42
Champagne-Ardenne	5,21	4,88	5,77	5,64	8,13	13,90
Picardie	3,73	2,92	4,66	2,77	4,41	4,97
Haute-Normandie	2,21	1,93	2,63	1,97	2,54	1,95
Centre	5,63	5,42	8,35	5,09	6,52	8,69
Basse-Normandie	3,25	4,26	4,48	3,87	4,11	3,63
Bourgogne	4,88	4,57	6,47	4,48	4,85	5,26
Nord-Pas-de-Calais	3,88	3,07	2,89	2,96	3,43	3,18
Lorraine	3,24	2,32	4,28	2,32	2,94	3,04
Alsace	2,68	1,87	1,09	2,11	1,83	2,01
Franche-Comté	2,97	1,94	2,50	1,63	1,67	1,49
Pays de la Loire	6,26	8,50	8,11	9,09	9,63	8,57
Bretagne	6,51	8,71	6,09	8,56	10,72	7,42
Poitou-Charentes	4,98	5,30	6,44	4,72	5,72	7,98
Aquitaine	7,48	8,36	4,86	9,59	7,18	4,99
Midi-Pyrénées	6,47	9,32	8,62	7,96	6,57	5,76
Limousin	3,04	2,95	3,29	2,28	1,82	1,61
Rhône-Alpes	6,39	7,45	6,10	7,82	5,73	5,56
Auvergne	5,06	5,28	5,76	3,99	3,42	2,88
Languedoc-Roussillon	5,64	5,46	3,19	5,97	3,43	1,62
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,83	3,88	1,98	5,43	3,15	2,94
Corse	2,22	0,46	0,45	0,41	0,22	0,14
FRANCE ENTIÈRE	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

1. RCAI : Résultat courant avant impôts.

Source : RICA 2007

Des modifications ont été apportées en 2005 au calcul des taux de sondage. Le découpage en strates faisait auparavant intervenir la notion de sous-échantillon. Il a été simplifié et repose maintenant sur les trois critères principaux, à savoir la région, l'OTEX et la CDEX.

Certaines strates ont en outre été regroupées, afin de remédier aux problèmes de représentativité de certaines catégories d'exploitations, et surtout d'éviter d'éventuelles valeurs extrêmes ou aberrantes du taux de sondage.

Ainsi, ont été regroupées sous le même critère, les exploitations des CDEX 5,6 et 7 d'une part, les exploitations des OTEX 50 et 72 d'autre part, enfin les exploitations appartenant aux OTEX 60, 71, 81, et 82.

Au total, on a 22 (régions) x 13 (OTEX) x 4 (CDEX) = 1 144 strates.

Toutes les exploitations d'une strate donnée sont affectées d'un coefficient de pondération que l'on calcule comme suit. On effectue d'abord, pour la strate considérée, le rapport entre le nombre d'exploitations de l'univers et le nombre d'exploitations de l'échantillon. Les fusions de strates explicitées plus haut permettent de pallier les éventuels problèmes de valeurs extrêmes du taux de sondage. Ce calcul donne un premier coefficient appelé coefficient de pondération régional.

Si l'on applique à toutes les exploitations de l'échantillon ce coefficient régional, on obtient un nombre total d'exploitations inférieur au nombre total fourni par l'univers (certaines strates étant plafonnées, d'autres non représentées dans l'échantillon - tableau 7). On va donc calculer un autre coefficient, appelé coefficient national d'extrapolation, en « dilater » le coefficient régional. Par une méthode de calage sur marge (procédure « Calmar » sous SAS), on modifie les poids du coefficient d'extrapolation régional, de manière à obtenir au final des marges régionales par OTEX et par CDEX égales à celles fournies par l'univers. Ce coefficient permet de se rapprocher au mieux de l'univers de référence.

Dans cette publication, on a utilisé le coefficient régional pour pondérer les données chiffrées régionales (cartes), et le coefficient national pour pondérer toutes les autres données chiffrées (qui concernent la France entière).

Évolutions annuelles

Dans cette publication, les résultats présentés en niveaux absolus pour l'année 2007 sont évalués sur l'ensemble de l'échantillon. En revanche, les indices d'évolution annuelle sont calculés sur échantillon constant. L'évolution pour 2007 correspond aux variations enregistrées entre le 31/12/06 et le 31/12/07 pour les variables de bilan, entre 2006 et 2007 pour les variables de flux, dans les exploitations communes aux fichiers 2006 et 2007 (échantillon de 6 357 exploitations). Les évolutions par OTEX sont établies en ne conservant dans l'échantillon constant que les exploitations ayant la même OTEX sur les deux années (échantillon de 6 061 exploitations). Les coefficients d'extrapolation retenus pour ces opérations sont réestimés à partir du coefficient national, de manière à se rapprocher le plus possible de l'univers de référence.

Les séries de long terme sont construites soit à l'aide d'échantillons complets (ensemble des exploitations de l'année, pour chaque année), soit à l'aide d'échantillons constants successifs, déterminés sur deux années consécutives. Dans ce cas, la valeur pour 2007 est fournie par le fichier 2007 total, mais les valeurs antérieures sont calculées en appliquant successivement les indices d'évolution annuelle à la valeur 2007. Cette méthode conduit à calculer des évolutions annuelles concernant des exploitations pérennes, en éliminant donc les effets dus aux variations d'échantillonnage, aux créations ou disparitions et, en ce qui concerne les évolutions par OTEX, aux changements d'orientation, les coefficients d'extrapolation utilisés étant les mêmes pour deux années consécutives.

Les indices d'évolution annuels sont calculés en valeur réelle, en les déflatant de la hausse du prix du PIB. Pour l'année 2007, celui-ci a augmenté de 2,46 %.

Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables

L'arrêté interministériel du 11 décembre 1986 a approuvé le Plan comptable général agricole (PCGA) pour les exercices comptables ouverts après le 1er janvier 1987. Pour le RICA, dès l'exercice comptable 1987, les comptabilités ont toutes été tenues à l'aide de ce plan comptable.

Le PCGA a pris le relais du Plan comptable agricole de 1970, document approuvé par le Conseil national de la comptabilité et largement utilisé, mais sans base réglementaire. Il répondait à une volonté de satisfaire de nouveaux besoins : extension du régime du bénéfice réel, création de nombreux GAEC, Sociétés civiles d'exploitation agricole... Il visait par ailleurs à une plus grande harmonisation comptable pour l'ensemble des entreprises.

La nomenclature

La nomenclature du PCGA est celle du Plan comptable général adaptée à l'activité agricole.

Elle permet donc :

- de regrouper éventuellement les subdivisions des comptes ;
- de faire ressortir, à l'intérieur de chaque compte, les opérations de sens contraire à celles qui y sont normalement portées ;
- d'améliorer l'enregistrement des amortissements et des provisions.

Des comptes spécifiques à l'agriculture ont été créés aux niveaux qui s'imposaient dans la subdivision des comptes.

Les documents de synthèse

Les documents de synthèse doivent décrire :

- les performances réalisées par l'entreprise au cours de l'exercice : *Compte de Résultat*
- la situation patrimoniale et financière de l'entreprise à la clôture de l'exercice : *Bilan*
- tout fait important ayant influencé le patrimoine, la situation financière et les résultats : *Annexe*.

Outre ces trois documents obligatoires, l'entreprise peut établir :

- un tableau des soldes intermédiaires de gestion (voir ci-après),
- un tableau de financement de l'exercice.

Le compte de résultat

Les produits et charges y sont répartis en trois grandes catégories, selon qu'ils ont un caractère d'exploitation, financier ou exceptionnel. Cette distinction per-

met de calculer les résultats d'exploitation, financier et exceptionnel.

Les charges et les produits exceptionnels ne sont liés :

- ni à l'activité normale et courante de l'exploitation
- ni à sa gestion financière.

Le bilan

On distingue les actifs qui servent durablement à l'activité de l'entreprise (immobilisations) et les autres (actif circulant).

Les frais d'établissement sont désormais limités aux frais de constitution, de premier établissement et d'augmentation de capital.

Les animaux reproducteurs sont classés dans l'actif immobilisé mais font l'objet d'un traitement comptable simplifié semblable à celui des « stocks et en-cours ». Les autres biens vivants sont classés dans l'actif circulant en deux blocs suivant la durée de leur cycle de production (long ou court), de même que les en-cours de production.

Le résultat de l'exercice figure au passif, dans les capitaux propres. S'il s'agit d'un bénéfice, il est précédé d'un signe (+), dans le cas d'une perte, d'un signe (-).

Les effets à recevoir sont regroupés avec les créances dont ils sont l'objet et les effets à payer avec les dettes. Les comptes de régularisation sont alors limités aux produits et aux charges constatés d'avance et à répartir sur plusieurs exercices.

L'annexe

L'annexe est un document obligatoire qui complète et explique le compte de résultat et le bilan.

Elle comprend des tableaux chiffrés sur l'état :

- des immobilisations (entrées, sorties, virements de poste à poste) ;
- des amortissements (méthodes de calcul utilisées...) ;
- des provisions ;
- des échéances des créances et dettes à la clôture de l'exercice.

Elle comprend également des informations diverses concernant :

- le montant des engagements en matière de crédit-bail ;
- l'état des dettes garanties ;

Schéma des soldes intermédiaires de gestion

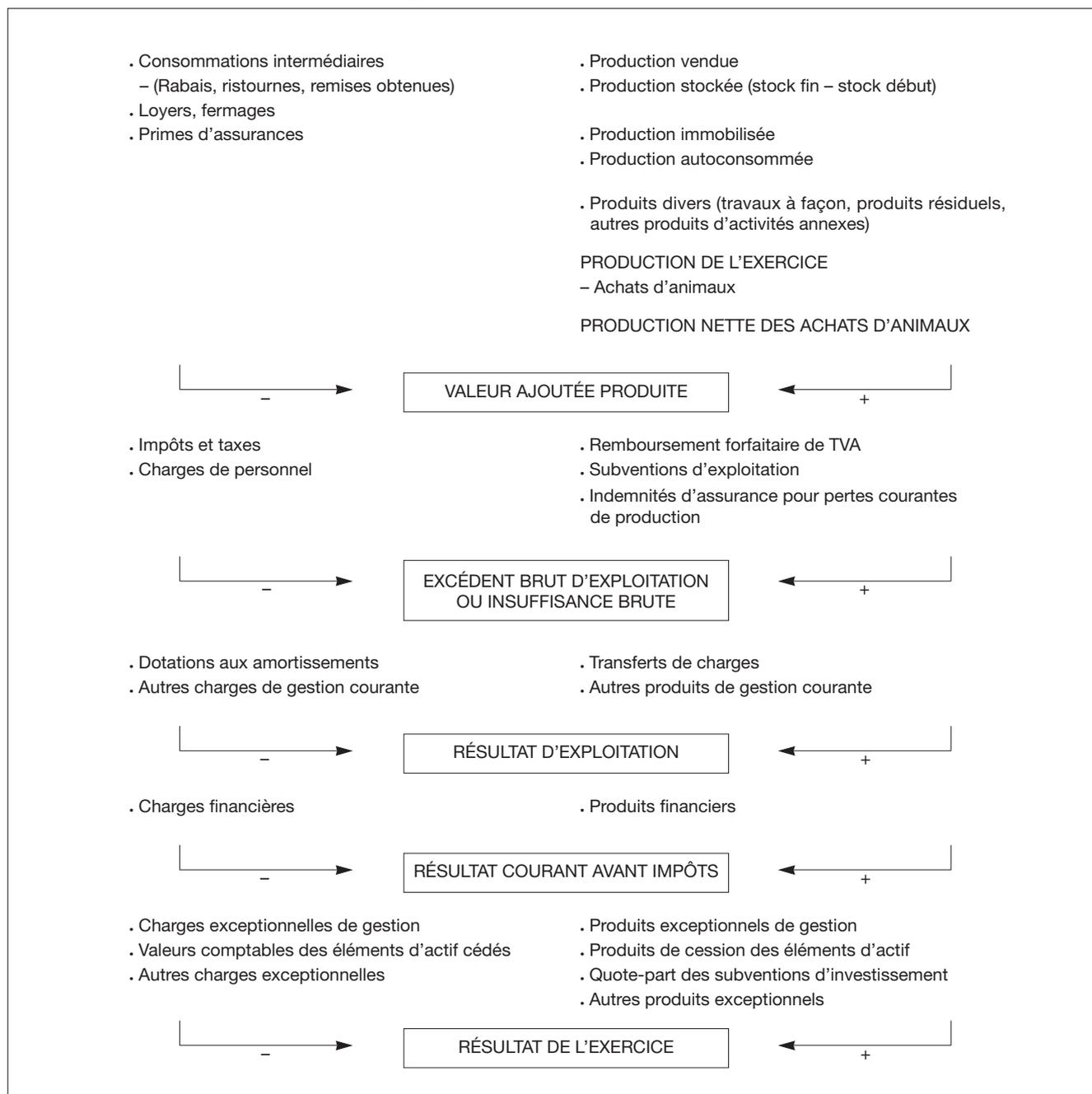


Schéma simplifié du bilan

ACTIF		PASSIF	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations corporelles Immobilisations incorporelles Immobilisations financières	CAPITAUX PROPRES	Capital Réserves Résultat
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours Créances Disponibilités	DETTES	Emprunts et dettes financières Autres dettes
Comptes de régularisation ACTIF		Compte de régularisation PASSIF	

- des précisions sur la nature, le montant et le traitement des frais d'établissement ;
- produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice ;
- produits et charges imputables à un autre exercice ;
- produits exceptionnels et charges exceptionnelles.

Les spécificités du RICA

La récupération de données comptables garantit la rigueur et l'homogénéité des concepts utilisés pour la collecte. Cependant, ces données comptables doivent être adaptées si l'on veut approcher la réalité économique d'une exploitation agricole. C'est pourquoi des instructions sont données afin que soient effectués les retraitements suivants :

- amortissement linéaire des immobilisations.
- réévaluation des immobilisations.
- retraitement des stocks : on interdit en particulier les décotes pour certains produits.
- retraitement des provisions (exploitations au bénéfice réel normal).
- inscription des terres au bilan.

Par ailleurs, des éclatements spécifiques sont demandés :

- ventilation des emprunts selon l'origine de l'organisme

prêteur et selon la destination économique de ces emprunts.
- affectation de certaines charges.

Cas de la réévaluation des immobilisations

L'opération de réévaluation du bilan est une phase importante du retraitement des données comptables. Elle a pour objectif de rendre comparables des immobilisations acquises à des dates différentes et d'obtenir des amortissements correspondant au coût de remplacement des biens.

Dans une comptabilité, les immobilisations sont appréciées à leur cours d'achat, puis amorties. Pour les besoins du RICA, ces postes sont réévalués chaque année en fonction de l'inflation. Cette réévaluation était effectuée depuis 1979 par les comptables qui majoraient d'un taux global chaque type d'immobilisations. Cela s'est révélé peu précis, notamment pour le poste foncier dont le prix évoluait à l'inverse des autres postes du bilan. À partir de 1987, les immobilisations sont réévaluées a posteriori en fonction des différents taux d'inflation de l'année pour chaque poste. À cette occasion, un rebasement a été effectué à l'ouverture du bilan 1987. Le poste foncier a été réestimé par les offices comptables sur la base des données locales les plus récentes sur le sujet.

Lexique

Les termes en gras italique sont définis par ailleurs dans le lexique.

Les termes en italique désignent des variables explicitement recueillies dans le RICA.

Actif circulant :

Stocks et en-cours + valeurs réalisables + valeurs disponibles.

Actif immobilisé :

Immobilisations incorporelles + immobilisations corporelles + immobilisations financières.

Actif total :

Actif immobilisé + actif circulant + régularisation de l'actif.

Aides aux jachères :

Subvention versée pour compenser la mise en jachère d'une partie de la superficie en céréales, oléagineux et protéagineux (SCOP).

Amortissements :

Voir dotations aux amortissements.

Autoconsommation :

Ensemble des produits de l'exploitation consommés par l'exploitant ou les membres de sa famille.

Autofinancement :

Capacité d'autofinancement - prélèvements privés.

Besoin en fonds de roulement :

Voir Fonds de roulement (besoin en).

Capacité d'autofinancement :

Résultat de l'exercice + dotations aux amortissements – quote-part des subventions d'investissement virées au compte de résultat – plus-values sur cessions + moins-values sur cessions.

Capital d'exploitation :

Partie de l'*actif immobilisé* comprenant les *bâtiments (installations spécialisées et constructions), le matériel, l'outillage et les animaux reproducteurs.*

Capitaux permanents (après répartition des bénéfiques) :

Capitaux propres + dettes à long ou moyen terme.

Capitaux propres :

Situation nette + subventions d'investissement.

Charges d'approvisionnement :

Engrais et amendements + semences et plants + produits phytosanitaires + aliments du bétail + produits vétérinaires + combustibles, carburants et lubrifiants + fournitures et emballages.

Charges courantes :

Charges d'exploitation + charges financières.

Charges exceptionnelles :

Valeur comptable des éléments d'actif cédés + charges exceptionnelles sur opérations de gestion + autres charges exceptionnelles.

Charges d'exploitation :

Charges d'approvisionnement + autres charges d'exploitation.

Charges d'exploitation (autres) :

Travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures (y compris carburant à la pompe), redevances de crédit-bail, loyers et fermages, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, assurances, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs, impôts et taxes, charges de personnel, dotations aux amortissements.

Charges financières :

Intérêts + frais financiers.

Charges de personnel :

Rémunération du personnel salarié + charges sociales du personnel salarié.

Chiffre d'affaires :

Somme des produits sur ventes, travaux à façon, activités annexes, produits résiduels, pensions d'animaux, terres louées prêtes à semer, agritourisme, autres locations.

Classe de dimension économique des exploitations (CDEX) :

Classement des exploitations selon leur taille, fondé sur leur *MBS totale* (cf. annexe 2).

Consommations intermédiaires :

Charges d'approvisionnement, travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures (y compris carburant à la pompe), redevances de crédit-bail, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs.

Découverts et intérêts :

Comptes de banques ou chèques postaux si créditeurs + intérêts courus à payer + concours bancaires courants (crédits de campagne, emprunts de trésorerie à court terme liés au cycle de production).

Dettes financières à court terme :

Emprunts bancaires à court terme (Crédit agricole et autres) + comptes financiers (banques, chèques postaux, intérêts à payer, concours bancaires).

Dettes financières à long ou moyen terme :

Emprunts à plus de 2 ans (Crédit agricole et autres).

Dettes non financières :

Avances et acomptes reçus des clients + dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes sociales, État (TVA), dettes sur immobilisations, autres dettes) + produits constatés d'avance.

Dettes totales :

Dettes financières à court terme + dettes financières à long ou moyen terme + dettes non financières.

Dotations aux amortissements :

Constatation comptable d'un amoindrissement irréversible de la valeur d'un élément d'**actif immobilisé**, résultant de l'usage du temps, d'un changement technique ou de toute autre cause.

Le RICA retient la règle du calcul linéaire des amortissements.

Effectifs animaux exprimés en UGB (*unité-gros-bétail*) :

Résultat de la multiplication des effectifs moyens par un coefficient de conversion correspondant à chaque type d'animal.

Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation (EBE)¹ :

Valeur ajoutée produite + remboursement forfaitaire de TVA + subventions d'exploitation + indemnités d'assurances – impôts et taxes – charges de personnel.

Excédent de trésorerie d'exploitation (ETE) :

Il exprime un flux effectif de trésorerie généré au cours de l'exercice par les opérations d'exploitation. Il est déterminé comme l'**excédent brut d'exploitation** diminué de la variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation et de la variation d'inventaire des animaux reproducteurs. Le besoin en fonds de roulement d'exploitation ne peut être qu'approché à partir du **besoin en fonds de roulement**. Si les dettes non financières sur immobilisations ont bien été déduites, les actifs circulants et dettes non financières se rapportant à des opérations exceptionnelles ne peuvent pas être isolées sur les fichiers du RICA.

Fonds de roulement (besoin en) :

Actif cyclique (stocks et en-cours, avances et acomptes versés aux fournisseurs, créances, valeurs mobilières de placement, charges constatés d'avance) – dettes non financières.

Dans une application plus rigoureuse du concept, les biens vivants et en-cours à cycle long serait à exclure du poste « actif cyclique », qui deviendrait donc « actif à cycle court », mais la nomenclature utilisée par le RICA ne le permet pas.

Fonds de roulement net :

Capitaux propres + dettes financières (sauf concours bancaires courants et découverts bancaires) – actifs immobilisés – charges à répartir.

Immobilisations corporelles :

Terrains et aménagements fonciers (foncier) + bois et aménagements forestier + plantations + constructions et installations spécialisées (constructions + matériel et outillage (matériel) + animaux reproducteurs + autres immobilisations corporelles).

Immobilisations financières :

Participation à des organismes professionnels agricoles + autres immobilisations financières.

Immobilisations incorporelles :

Frais d'établissement + TVA non récupérable sur les biens constituant des immobilisations + autres immobilisations incorporelles.

Indemnités d'assurance :

Indemnités perçues au cours de l'exercice au titre des productions animales ou végétales, à l'exclusion de celles perçues au titre d'immobilisations.

Indépendance financière :

Capitaux propres / capitaux permanents.

Intraconsommation :

Ensemble des produits de l'exploitation utilisés comme **consommations intermédiaires**.

Investissement :

Différence entre **acquisitions** et **cessions d'immobilisations (bâtiments et installations spécialisées, matériel et outillage, plantations réalisées au cours de l'exercice)**, augmentée de la différence entre **stocks de début et de fin d'exercice** pour les animaux reproducteurs. On notera que, pour les animaux, la notion d'investissement est extensive. Elle traduit non seulement les mouvements d'acquisition et de cession, mais aussi les effets de valorisation ou dépréciation de troupeaux. Encore appelé « investissement corporel hors foncier » dans les résultats antérieurs à 1993.

Investissement matériel et outillage :

Regroupe les investissements (acquisitions – cessions) en : **matériel de traction, de travail et de préparation du sol, d'épandage, de semis, de traitement, de récolte, de transport tracté, de manutention et de stockage, de conditionnement, d'emballage, de transformation, de chais, d'atelier ; gros outillage ; petits matériel et outillage (dans la mesure où ils ne sont pas comptés comme charges)**.

Remarque : la valeur du matériel de bureau et du matériel de transport non tracté n'est pas retenue dans ce poste.

Investissement net :

Investissement – dotations aux amortissements.

Encore appelé « investissement net corporel hors foncier » dans les résultats antérieurs à 1993.

Investissement total :

Différence entre **acquisitions** et **cessions** pour l'ensemble des immobilisations réalisées au cours de l'exercice (y compris les **immobilisations foncières, incorporelles et financières**) augmentée de la différence entre **stocks de début et de fin d'exercice** pour les animaux reproducteurs (voir pour ceux-ci la remarque sur le poste « investissement »).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

Marge brute standard (MBS) :

Dans chaque exploitation, pour chaque spéculation, une MBS est calculée en multipliant le nombre d'hectares de surface ou le nombre de têtes de bétail par le coefficient correspondant au produit et à la région considérés. Les MBS s'expriment en écus, unités de compte européennes. Voir annexe 2.

MBS totale :

La MBS totale est obtenue en effectuant la somme des MBS des diverses spéculations et caractérise la dimension (et **la classe de dimension CDEX**) de l'exploitation. Les contributions relatives des diverses spéculations permettent de calculer l'**OTEX (orientation technico-économique)**.

Dans cette publication, le calcul des OTEX et CDEX repose sur les coefficients de MBS de 1996.

Nombre d'exploitations représentées :

Un jeu de coefficients d'extrapolation assure le passage de l'échantillon à l'ensemble des exploitations agricoles françaises ou « univers ». Ces coefficients sont calculés pour chaque combinaison de région, spécialisation, dimension et sous-échantillon.

Orientation technico-économique des exploitations (OTEX) :

Classement des exploitations selon leur(s) production(s) principale(s), fondé sur les **MBS** relatives des différentes spéculations pratiquées (cf. annexe 2).

Passif total :

Capitaux propres + dettes totales + régularisation du passif.

Poids des charges courantes :

Charges courantes / produit brut.

Prélèvements privés :

Solde des versements et des prélèvements, en espèces ou en nature, effectués par l'exploitant au cours de l'exercice.

Production brute :

Produit brut + intraconsommations.

Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)¹ :

Somme des **produits bruts élémentaires** (animaux, produits animaux, végétaux, produits végétaux, produits horticoles) et des produits issus de la **production immobilisée, des travaux à façon, de la vente de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme et des produits d'activités annexes.**

Production immobilisée :

Travaux effectués par et pour l'entreprise durant l'exercice et dont le montant doit être affecté à un poste d'**immobilisation**. Il s'agit de la contrepartie de montants enregistrés en **charges d'exploitation** qui doivent, en définitive, être inscrits en **immobilisations**.

Produit brut :

Somme de la **production de l'exercice (nette des achats d'animaux), des subventions d'exploitation, des indemnités d'assu-**

rance, des remboursements forfaitaires de TVA, des rabais, remises et ristournes obtenus, des autres produits de gestion courante, et des transferts de charge.

Le produit brut est un concept utilisé en économie agricole, qui associe d'autres ressources à la production de l'exercice, en particulier les subventions et les indemnités d'assurance. Cette notion est avant tout utilisée pour des besoins de gestion. Elle n'intervient pas dans l'enchaînement des soldes intermédiaires de gestion. Ceux-ci sont calculés à partir de la production de l'exercice.

Produits bruts élémentaires :

- Animaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation d'animaux**, diminuée des **achats d'animaux**.

- Produits animaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits animaux**.

- Végétaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de végétaux**.

- Produits végétaux

Somme des **ventes variations de stocks, autoconsommation de végétaux transformés**.

- Produits horticoles

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits horticoles**.

Produits exceptionnels :

Produits exceptionnels de gestion + produits de cession des éléments d'actif + quote-part des subventions d'investissement + autres produits exceptionnels.

Remboursement forfaitaire de TVA :

Montant dû par l'État aux exploitations agricoles soumises au régime du remboursement forfaitaire en compensation de la TVA qu'elles ne peuvent pas récupérer.

Résultat courant avant impôts (RCAI)¹ :

Résultat d'exploitation + résultat financier. Dans le RICA, le RCAI est calculé avant déduction des **cotisations sociales de l'exploitant**.

Résultat exceptionnel :

Produits exceptionnels - charges exceptionnelles.

Résultat de l'exercice (bénéfice +, perte -)¹ :

Résultat courant avant impôts + résultat exceptionnel.

Résultat d'exploitation¹ :

Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation + transferts de charges + autres produits de gestion courante - dotations aux amortissements - autres charges de gestion courantes.

Résultat financier :

Produits financiers - charges financières.

SAU (surface agricole utilisée) :

Terres labourables, terres en maraîchage ou sous-verre, terres florales, cultures permanentes, prairies et pâturages (y compris landes et parcours productifs, non compris les jardins familiaux).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

SAU en faire-valoir direct :

Superficies mises en valeur par le propriétaire, l'usufruitier ou par l'intermédiaire d'un salarié.

SAU en fermage :

Terres mises en valeur par une autre personne que leur propriétaire ou usufruitier, moyennant un contrat de location. La caractéristique du fermage est que la redevance est fixée à l'avance et indépendante des résultats de l'exercice.

SAU en métayage :

Terres mises en valeur par l'association entre le bailleur et le preneur (métayer) sur la base d'un contrat de métayage. La caractéristique du métayage est que la production annuelle est répartie entre bailleur et métayer selon une clé fixée à l'avance.

Situation nette :

Capital individuel initial + variations de capital initial + écarts de réévaluation.

SFP (surface fourragère principale) :

Cultures fourragères et prairies.

Stocks et en-cours :

Approvisionnements, stocks de produits, animaux circulants (non reproducteurs), avances aux cultures, autres en-cours, c'est-à-dire biens en cours de formation au travers d'un processus de production, et non susceptibles d'être commercialisés en l'état.

Subventions d'exploitation :

Sommes accordées à l'entreprise à titre gratuit par l'État, certaines collectivités publiques, ou éventuellement d'autres tiers, pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits normaux ou de faire face à certaines charges normales de l'exercice.

À partir de 1993, la règle du moment d'enregistrement des subventions a été révisée. Le principe général n'est plus celui de l'encaissement mais celui des droits et obligations, c'est-à-dire celui de l'enregistrement au moment où les créances attachées aux opérations sont certaines. Ce principe n'exclut pas des enregistrements selon le principe de l'encaissement dans le cas où le montant de la créance ne peut pas être estimé à la clôture de l'exercice.

Dans le RICA, les subventions sont classées de la façon suivante :

Aides nationales et communautaires

- Paiement unique (DPU)

- **Aides aux productions animales** : prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, prime à l'abattage, autres primes bovines, primes à la brebis et à la chèvre, autres aides ovines, autres aides animales.

- **Aides aux productions végétales** : aides aux terres arables (jachères, céréales, oléagineux, protéagineux, chanvre, lin), aide à la culture du riz, aides aux cultures énergétiques, aides à la surface pour les fruits à coque, aides aux légumineuses à grain, secteur du vin, secteur fruits et légumes, autres aides aux plantes industrielles et autres aides au secteur végétal.

- **Autres aides nationales et communautaires** : aides directes pour compenser un handicap géographique (ICHN), aides directes pour compenser un accident climatique, aides agro-environnementales (prime herbagère PHAE par exemple), autres aides de l'État, à l'exclusion des subventions d'investissement telles que la DJA.

Aides locales et régionales

Celles-ci sont réparties entre les secteurs animal, végétal et les autres aides.

Subventions d'investissement (notamment subventions d'équipement) :

Sommes perçues en vue d'acquies ou de créer des immobilisations. Ces sommes sont échelonnées sur plusieurs années (ou « amorties »). La dotation aux jeunes agriculteurs (DJA) est une subvention d'équipement.

Tableau de financement :

Le tableau de financement décrit les flux de ressources et d'emplois affectant le patrimoine au cours de l'exercice. Les principaux flux de ressources durables sont la **capacité d'autofinancement** et les nouvelles **dettes financières** (nouveaux emprunts contractés à court, moyen et long termes). Les emplois stables les plus importants sont les **prélèvements privés**, le **remboursement des dettes financières** et les **acquisitions d'immobilisations**. Par différence entre les flux de ressources durables et les flux d'emplois stables, on en déduit la variation du **fonds de roulement**. En rapprochant la variation du fonds de roulement et la variation du **besoin en fonds de roulement**, on détermine la variation de **trésorerie nette**.

Taux d'endettement :

Dettes totales / passif total.

Taux de gel :

Jusqu'en 2005, il existait un taux de gel réglementaire, défini par jachère réglementaire / (surface COP déclarée + jachère réglementaire). La surface COP déclarée comprend les céréales (y c. le maïs-fourrage), oléagineux, protéagineux, plantes textiles éligibles aux aides. La jachère réglementaire comprend la jachère nue aidée et la jachère industrielle (cultures non alimentaires faites sous contrat). Depuis 2006, l'obligation de mise en jachère repose sur un autre mécanisme, l'activation des droits jachères.

Taux d'intérêt apparent :

Charges financières / dettes totales.

Taux de liquidité :

Actifs circulants / actif total.

Trésorerie nette :

Disponibilités (banques, chèques postaux, intérêts à recevoir, caisse) - crédits de trésorerie (concours bancaires courants, découverts bancaires).

UGB (unité-gros-bétail) :

Unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes. Par définition, 1 vache laitière = 1 UGB. Les équivalences entre animaux sont basées sur leurs besoins alimentaires, on a par exemple 1 veau de boucherie = 0,45 UGB, 1 brebis-mère nourrice = 0,18 UGB, 1 truie = 0,5 UGB. Les coefficients utilisés depuis 1995 diffèrent pour quelques catégories de ceux utilisés précédemment. Ils ont en effet été recalés sur les coefficients de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles.

UTA (unité de travail annuel) :

Travail agricole effectué par une personne employée à plein temps pendant une année. Une UTA = 1 600 heures.

Valeur ajoutée (VAHF) :

Valeur ajoutée produite + loyers et fermages.

Valeur ajoutée produite :

Production de l'exercice nette des achats d'animaux - consommations intermédiaires - loyers et fermages - primes d'assurance.

Valeurs disponibles :

Banques + chèques postaux + intérêts à recevoir + caisse et titres de placement.

Valeurs réalisables :

Avances et acomptes versés + clients + créances sociales + État + autres créances.

Variations de stocks de produits :

Variation d'inventaire (stock fin – stock début) des biens produits par l'exploitation : végétaux (en magasin et en terre), végétaux transformés, animaux (y compris animaux reproducteurs) et produits animaux (tels que lait, œufs...).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE
ET DE LA PROSPECTIVE

12, rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 -
93555 MONTREUIL-SOUS-BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05
<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Composition : SSP Beauvais
Impression : SSP Toulouse
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1966-9755
© Agreste 2009

Numéro 5 - juillet 2009

Agreste : la statistique agricole

*Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général*

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Prix : 10,00 €